



Bibliothèque
340

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 11 DÉCEMBRE 1926

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 11TH DECEMBER, 1926

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE"

TO ADVERTISERS IN THE "OFFICIAL GAZETTE".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c. par 100 mots.

"Gazette officielle", par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publica-

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

"Official Gazette", 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication,

tion, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B. — Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,

L. AMABLE PROULX.

Hôtel du gouvernement.

4877

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

L. AMABLE PROULX,

King's Printer.

Government House.

4878

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

N. PÉRODEAU.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le ONZE JANVIER prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. Témoin: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PÉRODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre dite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce DIX-HUITIÈME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt-six, et de Notre Règne le dix-septième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne
en chancellerie à Québec,

5185—48-7

L. P. GEOFFRION.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

N. PÉRODEAU.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Well-Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the ELEVENTH day of JANUARY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec, for the dispatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Trusty and Well-Beloved the Honourable NARCISSE PÉRODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this EIGHTEENTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty-six and in the seventeenth year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

5186—48-7

Bills privés, Assemblée législative

Private Bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

NOTICE of the LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 28 décembre 1926 et présentés avant le 1er février 1927, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 21 janvier 1927, et reçues avant le 26 janvier 1927, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 15 février 1927.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 28th December, 1926, and introduced before the 1st February, 1927; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 21st January, 1927, and received before the 26th January, 1927; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 15th February, 1927.

Québec, ce 18 novembre 1926.

Quebec, 18th November, 1926.

Le greffier,

L. P. GEOFFRION,

5187-48-7

L.-P. GEOFFRION.

5188-48-7

Clerk.

Lettres patentes

Letters patent

"Chauffeurs' Social Club, Incorporated".

"Chauffeurs' Social Club, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de novembre 1926, constituant en corporation: Hugh Anley, 13 Butler, Winston-Hazilton Briard, 4311 Bordeaux, Henry-Wallace Watt, 390 Dorchester ouest, Joseph-Edgar Lamothe, 243 Boulevard Monk, Leo-Paul Pilon, 257 St-George, tous chauffeurs, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Promouvoir des relations sociales entre ses membres et généralement leur procurer les comforts d'un club social par des récréations et amusements;

Procurer des moyens de récréation, d'amusement et d'instruction pour ses membres, par des concerts, exhibitions sportives ou autres, ou de toute autre manière légale;

Acheter, louer ou autrement acquérir et détenir des terrains ou édifices pour des fins de sport, récréation, amusement et divertissement; et ériger des édifices sur tels terrains pour les fins du club;

Encourager et promouvoir des sports et exercices intérieurs et extérieurs;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Se fusionner avec toute autre compagnie, acquérir ou assumer la totalité ou toute partie du commerce, de l'actif et du passif de toute personne, firme, association ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et les payer en deniers comptants ou autrement;

Répartir les actions de la compagnie comme entièrement ou partiellement libérées, en paiement intégral ou partiel du prix d'achat de toute propriété, article et effet mobiliers achetés par la compagnie, ou pour toute autre considération valable;

Promouvoir toute compagnie dans le but de

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of November, 1926, incorporating: Hugh Anley, 13 Butler, Winston-Hazilton Briard, 4311 Bordeaux, Henry Wallace Watt, 390 Dorchester W., Joseph Edgar Lamothe, 243 Blvd Monk, Leo Paul Pilon, 257 St. George, all chauffeurs, and of the city of Montreal, for the following purposes:

To promote social relations among its members and generally to provide them with the comforts of a social club with recreation and amusement;

To provide recreation, amusement and instruction for its members by means of concerts, sporting or other exhibitions, or in any other lawful manner;

To purchase, lease or otherwise acquire and hold lands or buildings for the purposes of sport, recreation, amusement and entertainment and to erect buildings on such lands for the purposes of the club;

To encourage and promote indoor and outdoor sport and exercise;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To amalgamate with any other company, acquire or undertake all or any part of the business, assets and liabilities of any person, firm, association or corporation having objects altogether or in part similar to those of this company and pay for same in cash or otherwise;

To allot the shares of the company as fully or partly paid up as the whole or part of the purchase price for any property, goods and chattels purchased by the company, or for any other valuable consideration;

To promote any company for the purpose of

faire l'acquisition de la totalité ou d'aucun des biens, droits et obligations de cette compagnie, ou pour toute autre fin qui semblera devoir directement ou indirectement profiter à cette compagnie;

Organiser et exploiter un restaurant, une salle à manger dans les établissements du club;

Faire demande à la Commission des Liqueurs de la province de Québec pour l'obtention d'un permis de club pour la vente de bière et vin ou tout autre breuvage autorisé dans les établissements du club, sous le nom de "Chauffeurs' Social Club, Incorporated", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de novembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

5417

C.-J. SIMARD.

acquiring all or any of the property, rights and liabilities of this company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company;

To organize and operate a restaurant, dining room in the quarters of the club;

To make applications to the Liquor Commission for the Province of Quebec to secure a club license to sell beer and wine and any other authorized beverage in the quarters of the club, under the name of "Chauffeurs' Social Club, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of November, 1926.

C. J. SIMARD,

5418

Assistant Provincial Secretary.

"Compagnie Financière et Commerciale, Limitée.—Financial & Commercial Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de novembre, 1926, constituant en corporation: Arthur Lachance, agent d'affaires, Joseph-Philias Gastonguay, manufacturier, Montréal, et Zotique Lavallée, gérant, de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le négoce de prêteur d'argent dans toutes ses spécialités et tout ce qui s'y rattache;

Agir comme agent financier, agent d'affaire, agent de spécialités, et agent général;

Agir comme agent de recouvrement et acheter, posséder, percevoir, vendre ou autrement disposer des comptes, créances, dettes de livre, fonds de commerce, meubles, ameublements et autres articles mobiliers, ou immobiliers, d'une nature commerciale;

Agir comme agent pour d'autres compagnies ou particuliers exerçant le même négoce;

Acquérir, posséder, vendre ou autrement disposer des terres, des terrains, des édifices pour bureaux, des magasins, des entrepôts ou autres édifices, ou propriétés immobilières;

Acheter, vendre ou autrement disposer des actions, obligations, hypothèques, débiteures, balance de prix de vente, et autres valeurs négociables;

Emettre et répartir, en tout ou en partie, les actions acquittées de son capital social, des obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement de toutes propriétés mobilières et immobilières, et de tous droits et intérêts acquis par cette compagnie;

Promouvoir toute autre compagnie subsidiaire et en devenir actionnaire;

Acquérir tout l'actif, dettes de livre, et l'achalandage d'autres compagnies, personnes ou raisons sociales faisant le même genre d'affaires, et payer le tout en tout ou en partie, soit en argent, soit en parts acquittées de son capital social, ou en obligations de cette compagnie;

Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires et utiles, relatives aux fins pour lesquelles ladite compagnie est incorporée, sous le nom de "La Compagnie Financière et

"Compagnie Financière et Commerciale, Limitée.—Financial & Commercial Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of November, 1926, incorporating: Arthur Lachance, business agent, Joseph Philias Gastonguay, manufacturer, Montreal, and Zotique Lavallée, manager, of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of money-lenders in all its specialties, and everything connected therewith;

To act as financial agents, business agents, specialty agents and agents in general;

To act as collection agents and to purchase, own, collect, sell or otherwise dispose of accounts, claims, book-debts, stock-in-trade, movables, furniture and other movable and immovable articles of a commercial nature;

To act as agents for other companies or persons carrying on the same business;

To acquire, possess, sell or otherwise dispose of lands, lots, buildings for offices, shops, warehouses or other buildings or immovable property;

To purchase, sell or otherwise dispose of shares, bonds, mortgages, debentures, balance of sale price, and other negotiable securities;

To issue and allot, in whole or in part, paid up shares of its capital stock, bonds or other securities of the company, in payment for any moveable and immovable property and of any rights and interests acquired by the said company;

To promote any other subsidiary company and to become a shareholder in the same;

To acquire any assets, book-debts and goodwill of other companies, persons or firms carrying on the same kind of business, and to pay for the same, in whole or in part, either in cash or in paid up shares of its capital stock or bonds of the company;

And, without limiting the generality of the powers aforesaid, to do all things and any business which may be considered necessary or useful in connection with the purposes for which the said company is incorporated, under the name of

Commerciale, Limitée—Financial & Commercial Company, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix piastres (\$99,990.00), divisé en neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (9,999) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de novembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

5419

C.-J. SIMARD.

"La Compagnie Financière & Commerciale, Limitée—Financial & Commercial Company, Limited," with a total capital stock of ninety-nine thousand, nine hundred and ninety dollars (\$99,990.00), divided into nine thousand nine hundred and ninety nine (9,999) shares, of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of November, 1926.

C. J. SIMARD,

5420

Assistant Provincial Secretary.

"Frontenac Copper Mines, Limited" (Pas de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de novembre 1926, constituant en corporation: Joseph-James Harold, Frank-Devlin Genest, avocats, W.-Ralph Fradd, comptable, Archibald Sanders Wilson, Roméo Leblanc, huissiers, Bernard-Jack Segal, courtier, Eunice Simpson Wight, commis, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire des explorations et des recherches pour les mines et des minéraux;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou la terre, les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption ou tous intérêts en iceux, des appareils mécaniques, des brevets d'inventions, ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la loi des mines de Québec, ch. 80, en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette section, et les payer au moyen d'actions libérées en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous les autres actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés ou

"Frontenac Copper Mines, Limited" (No personal liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of November, 1926, incorporating Joseph James Harold, Frank Devlin Genes, advocates, W. Ralph Fradd, accountant, Archibald Sanders Wilson, Roméo Leblanc, bailiffs, Bernard Jack Segal, broker, Eunice Simpson Wight, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner; to render such minerals merchantable by any means whatever, and to sell or otherwise dispose thereof;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

To build, maintain and exploit, upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

To exercise all the powers enumerated in articles 105 to 112 of the Quebec Mining Act, ch. 80, in the manner therein prescribed;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on, and pay for the same by paid up shares, in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

To do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate

qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les requérants demandent qu'il soit déclaré dans les lettres patentes que les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle, au-delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie, pour ses actions, sous le nom de "Frontenac Copper Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de cinq millions de piastres (\$5,000,000.00), divisé en cinq millions (5,000,000) d'actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de novembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
5421 C.-J. SIMARD.

the attainment of the objects for which it was incorporated;

It is requested that the Letters Patent contain a statement of the fact that the shareholders will carry no personal responsibility in excess of the amount of the price paid, or agreed to be paid, to the company for its shares, under the name of "Frontenac Copper Mines, Limited" (No personal liability), with a total capital stock of five million dollars (\$5,000,000.00), divided into five million (5,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of November, 1926.

C. J. SIMARD,
5422 Assistant Provincial Secretary.

"Irving Dress Co., Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de novembre 1926, constituant en corporation: Louis Fitch, conseil en loi du roi, Harry Blanshay, avocat, et Joseph-Philippe Beupré, huissier, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le négoce de marchand en gros et négociant de tissus, cotonnades, lainages, soieries; importer et exporter les dits articles et des articles de même nature; manufacturer des vêtements pour hommes et pour dames et généralement faire affaires comme marchand en gros et négociant et manufacturier des dits articles;

Acquérir et détenir et vendre ou autrement aliéner les titres, actions, valeurs ou entreprises de toute autre compagnie ayant pour l'un de ses objets l'exercice d'aucun des pouvoirs de cette compagnie, ou transporter son entreprise ou son actif à telle compagnie ou se fusionner à icelle;

Après autorisation par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale dûment convoquée pour prendre tel règlement en considération, les directeurs pourront périodiquement:

(a) Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

(b) Emettre des débetures, ou autres valeurs de la compagnie, les donner en garantie ou les vendre aux montants et prix qui seront jugés judicieux;

(c) Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, grever ou donner en garantie la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, de la compagnie pour garantir pour telles fins et constituer l'hypothèque, le mortgage ou le gage mentionnés dans ce sous-paragraphe par acte de fiducie, selon les articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations ou d'aucune autre manière;

(d) Hypothéquer ou grever la propriété mobilière de la compagnie, donner en garantie ou autrement affecter la propriété mobilière ou fournir toutes les garanties pour assurer le remboursement des emprunts contractés autrement que par émission de débetures, de même que le paiement ou l'exécution d'aucune autre dette, d'un contrat ou d'une obligation de la compagnie;

"Irving Dress Co., Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of November, 1926, incorporating: Louis Fitch, King's Counsel, Harry Blanshay, Advocate, and Joseph Philippe Beupré, Bailiff, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of wholesaler and jobber of textiles, cottons, woollens, silks; to import and export said articles and articles of a like nature; to manufacture men's and women's garments and to generally deal as wholesaler and jobber and manufacturer of said goods;

To acquire and hold, and to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertaking of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of this company, or to transfer its undertaking or assets to, or to amalgamate with any such company;

If authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting duly called for considering the By-Law, the directors may, from time to time:

(a) To borrow money upon the credit of the company;

(b) Issue debentures or any securities of the company and pledge or sell the same for such sum and at such prices as may be deemed expedient;

(c) Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage, or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company, to secure and guarantee for such purpose and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in the sub-paragraph by trust deed, in accordance with articles 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act, or in any other manner;

(d) Hypothecate or mortgage the movable property of the company or pledge or otherwise affect the movable property, to give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

Rien de contenu dans la présente clause ne limitera ou restreindra le pouvoir d'emprunt d'argent par la compagnie sur les lettres de change, billets promissaires, consentis, tirés, acceptés, ou endossés par ou pour la compagnie, sous le nom de "Irving Dress Co., Inc.", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de novembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
5423 C.-J. SIMARD.

The limitations and restrictions contained in this clause shall not apply to the borrowing of money by the company, bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Irving Dress Co., Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided up into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of November, 1926.

C. J. SIMARD,
5424 Assistant Provincial Secretary.

"Labelle Nickel & Garnet Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de novembre 1926, constituant en corporation: Paul Monty, Jean-Chrysostôme Martineau, Gerald Fauteux, avocats, Armand Chevette, étudiant en droit, et Lucien Coutu, commis, tous de la cité de Montréal, en la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir, explorer, ouvrir, développer, travailler, améliorer, maintenir, diriger, posséder et contrôler des mines, carrières, dépôts de minéraux et autres biens et faire toutes opérations consistant à miner, fouillier, charrier, laver, passer au crible, broyer, fondre, épurer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches, les pierres, les métaux, les minerais et les substances minérales de toute nature, appartenant ou non à la compagnie; leur donner une valeur marchande par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer; généralement faire les affaires d'une compagnie de mine, de moulin, de réduction et de développement;

Acquérir par achat, bail, concession, licence, échange ou tout autre titre quelconque et posséder des terrains, mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, servitudes ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des minéraux, minerais, options, pouvoirs, privilèges, des appareils mécaniques, des brevets d'invention, le droit de se servir de ces appareils et des inventions brevetées, seule ou conjointement avec d'autres; les vendre ou en autrement disposer, les échanger, les louer et les donner sous licence en tout ou en partie;

Manufacturer, fabriquer et travailler le bois, bois de construction, bois de charpente, les métaux et tous articles dans la fabrication desquels il entre du bois et des métaux;

Eriger des constructions sur, développer, cultiver, affermer, coloniser et autrement améliorer et utiliser les terrains de la compagnie et vendre ou autrement aliéner, louer et céder les dits terrains; assister par voie de boni, prêts d'argent, avances ou autrement, avec ou sans garantie, les colons ou ceux qui se proposent de l'être sur les terrains appartenant à la compagnie ou vendus par elle ou dans le voisinage de ces terrains et en général promouvoir la colonisation;

Obtenir, acheter ou autrement acquérir tous brevets d'invention, marques de commerce, marques ou dessins de fabrique, droits de production ou tous autres privilèges semblables se rap-

"Labelle Nickel & Garnet Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of November, 1926, incorporating: Paul Monty, Jean Chrysostôme Martineau, Gerald Fauteux, advocates, Armand Chevette, law-student, and Lucien Coutu, clerk, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To do prospecting and research work to discover, explore, open, develop, work, improve, maintain, direct, possess and control mines, quarries, ore deposits, and other properties and to carry on all operations which consists of mining digging, raising, washing, cradling, crushing, smelting or refining, or to treat in any manner whatever the soil or the earth, rocks, stones, metals, minerals and mineral substances of any nature, whether belonging or not to the company, to give them a commercial value by any process whatever; to sell or otherwise dispose of the same; generally to carry on the business of a mining, milling, smelting and development company;

To acquire by purchase, lease, concession, license, exchange, or under any other title whatever and to possess lands, mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, servitudes, or any interest in such rights or properties, minerals, ores, options, powers, privileges, mechanical apparatus, patents of invention, the right of making use of such apparatus and patented inventions, alone or jointly with others; to sell, exchange, lease, give under license or otherwise dispose of the same, in whole or in part;

To manufacture, make and work wood, lumber, timber, metals, and any other articles in the manufacture of which wood and metals enter;

To erect buildings upon, develop, cultivate, farm, colonize and otherwise improve and utilize the lands of the company and to sell or otherwise alienate, lease and assign the said lands; to assist by means of bonuses, money loans, advances or otherwise, with or without security, the settlers or those intending to become so on the lands belonging to the company or sold by it or in the neighborhood of such lands, and in general to promote colonization;

To obtain, purchase or otherwise acquire any patents of invention, trade-marks, industrial marks or designs, rights of production or any other similar privileges connected with the busi-

portant aux affaires de la compagnie ou qui pourraient lui être avantageux et utiles et les vendre ou en autrement disposer;

Acquérir par achat ou autrement, prendre, recevoir ou assumer tout ou partie de l'actif, du commerce, des privilèges, contrats, droits et réclamations et du passif de toute personne, maison de commerce, compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable à celui de la compagnie ou possédant des biens convenant à l'objet de la compagnie et employer les fonds de la compagnie à l'achat de fonds de commerce de toute autre personne, maison de commerce, compagnie ou corporation;

Aider et participer au développement de toute compagnie ou corporation auxiliaire ou alliée, poursuivant le même genre d'affaires que celles de la compagnie et devenir actionnaires dans telle compagnie ou corporation;

Faire ou conclure tous arrangements ou conventions relatifs au partage des profits, à la fusion des intérêts, à la coopération, aux risques conjoints ou concessions réciproques ou autres, avec toute personne, société, association, compagnie ou corporation exerçant ou se proposant d'exercer tout commerce ou toute industrie que cette compagnie est autorisée à exercer;

De payer pour tous services rendus à la compagnie ou pour tous droits de propriété acquis par la compagnie, de toute manière jugée convenable et avec l'approbation des actionnaires, au moyen d'actions libérées ou autres valeurs de la compagnie;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits de toute personne, compagnie ou corporation exerçant un commerce ou une industrie que peut exercer une compagnie constituée en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, et payer pour ceux en tout ou en partie au moyen d'actions libérées et assumer les dettes et charges y afférentes;

Faire tous autres actes et opérations quelconques qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de la compagnie;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, canaux, pouvoirs hydrauliques, électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts, hangars, fourneaux, hauts fourneaux nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Vendre, louer ou autrement disposer des biens et de l'actif de la compagnie, en tout ou en partie, pour telle considération qui sera jugée convenable par la compagnie, comprenant les actions, bons, obligations ou autres valeurs de toute compagnie ou corporation, avec le pouvoir de distribuer l'actif de la compagnie en nature parmi les actionnaires;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en espèce ou en valeur, tous biens de la compagnie, comprenant les actions, bons, obligations ou autres valeurs que la compagnie pourra acquérir ou avoir en sa possession et échanger ses actions pour des actions semblables d'une autre compagnie;

Prélever ou aider toute personne, compagnie ou société à prélever de l'argent pour et par voie de boni, emprunts, promesse, endossement, garantie d'obligations ou autrement et garantir l'exécution de contrats par toute personne, compagnie ou société;

Faire toutes et chacune des choses ci-dessus mentionnées comme principaux, agents ou pro-

ness of the company, or which may be advantageous and useful to it and to sell or otherwise dispose thereof;

To acquire by purchase or otherwise, take, accept or take over the whole or part of the assets, business, privileges, contracts, rights and claims and liabilities of any person, firm, company or corporation carrying on a similar business to that of the company or holding property suitable for the purpose of the company and to employ the funds of the company for the purchase of stocks-in-trade of any other person, firm, company or corporation;

To aid and participate in the development of any auxiliary or allied company or corporation carrying on the same kind of business as that of the company and to become shareholders in such company or corporation;

To make or enter into any arrangements or agreements respecting the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint risks, reciprocal concessions or other with any person, firm, association, company or corporation carrying on or about to carry on any business or trade which the company is authorized to carry on;

To pay for any services rendered to the company or for any rights of ownership acquired by the company in any manner deemed suitable and, with the approval of the shareholders, with paid up shares or other securities of the company;

To acquire the assets, undertaking, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person, company or corporation carrying on any trade or business which a company incorporated under the Quebec Mining Companies' Act may carry on, and to pay for same in whole or in part with paid up shares and to take over the debts and charges appertaining thereto;

To do any other acts and operations whatever as are accessory to those hereabove enumerated or which may facilitate the realization of the purposes of the company;

To build, maintain and exploit, upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, piers, dams, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses, sheds, furnaces, blast furnaces, necessary or useful to its operations;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and assets of the company, in whole or in part, for such consideration as may be deemed fit by the company, including shares, bonds, debentures or other securities of any company or corporation, with power to distribute the assets of the company in kind among the shareholders;

To distribute among the shareholders of the company, in specie or in kind any property of the company, including the shares, bonds, debentures or other securities which the company may acquire or have in its possession and to exchange its stock for similar shares of any other company;

To raise or assist any person, company or firm in raising money for and by way of boni, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds or otherwise and guarantee the execution of contracts by any person, company or firm;

To do all and any of the hereabove mentioned things as principals, agents or attorneys, under

cureurs, sous le nom de "Labelle Nickel & Garnet Company, Limited", avec un capital total de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en un million (1,000,000) d'actions de une piastre (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Labelle, dans le comté de Labelle et dans le district de Montcalm.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de novembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

5425

C.-J. SIMARD.

the name of "Labelle Nickel & Garnet Company, Limited", with a total capital-stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into one million (1,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Labelle, in the county of Labelle and in the district of Montcalm.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the twenty second day of November, 1926.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

5426

"Lakeshore Publishing Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de novembre 1926, constituant en corporation: James-Arthur Woodward, éditeur, demeurant au No 316, rue LaGauchetière ouest, Montréal, Alexander Kennedy Crone, éditeur, et Milna Brodie, épouse séparée de biens de Alexander Kennedy Crone, dûment autorisée par son dit époux au fins des présentes, ménagère, par son deux demeurant dans la ville de Beaurepaire, tous du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat tout l'actif mobilier ou immobilier, les meubles ou immeubles, y compris la clientèle et tous ou aucun des droits ou privilèges présentement possédés par la firme "Lakeshore Publishing Company", de la cité de Montréal;

Imprimer, publier, distribuer, conduire et vendre des papiers-nouvelles, journaux, revues, publications périodiques, pamphlets, magazines, livres, annonces, cartes, mappes, gravures, lithogravures, gravures à l'eau forte, gravures sur bois, clichés, images et illustrations, coloriées ou non; exercer généralement les fonctions d'imprimeurs, relieurs, lithographeurs, stéréotypeurs, graveurs, photographeurs, électrotypeurs, importateurs, papetiers, étampeurs, dessinateurs et éditeurs;

Acheter et vendre des espaces ou privilèges de publicité et acquérir et exploiter des franchises pour des fins de publicité ou pour l'achat ou la vente de privilèges de publicité, et généralement faire un commerce général de publicité comme entrepreneurs et agents en publicité;

Agir comme agents spéciaux pour des syndicats de presse, éditeurs et imprimeurs et fournir des articles de presse, par fils ou autrement;

Solliciter, acquérir par achat ou autrement et disposer de tous droits d'auteur concernant tout livre, article, historiette, gravure ou autres imprimés dont les droits peuvent être réservés et autres nouvelles;

Préparer, acquérir ou acheter et disposer de toutes œuvres littéraires et scientifiques ou artistiques, de traductions ou compositions, ainsi que des articles de syndicats et des correspondances et particulièrement des manuscrits de syndicats ou télégraphe;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention,

"Lakeshore Publishing Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the twenty second day of November, 1926, incorporating: James Arthur Woodward, publisher, residing at No. 316 LaGauchetière Street West, Montreal, Alexander Kennedy Crone, publisher, and Milna Brodie, wife separate as to property of Alexander Kennedy Crone, by her said husband duly authorized hereto, housewife, both residing in the town of Beaurepaire, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase all the assets real or personal, movable or immovable, including good-will and any and all rights, or privileges presently owned by the Lakeshore Publishing Company, of the city of Montreal;

To print, publish, circulate, conduct and sell newspapers, journals, reviews, periodicals, pamphlets, magazines, books, advertisements, maps, charts, engravings, lithograph, etchings, wood cuts, electrotypes, pictures and illustrations whether coloured or without colour, and to generally carry on the business of printers, binders, lithographers, stereotypers, engravers, photo engravers, electrotypes, importers, stationers, die-stampers, designers and publishers;

To buy and sell advertising space or privileges and to acquire and operate franchises for the purpose of advertising or for the buying or selling of advertising privileges, and generally to carry on a general advertising business as advertising contractors and agents;

To act as special agents for news syndicates, publishers and printers and to supply general news articles by wire or otherwise;

To apply for, acquire by purchase or otherwise, and dispose of the copyright of any book, article, story, engraving or other printed matter which may be copyrighted and others;

To prepare, acquire, or purchase and dispose of any literary and scientific or artificial works, translations or compositions, as well as syndicate articles and correspondence, especially syndicate manuscript or telegraph;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other inform-

ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie et les vendre, les détenir, réemettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Établir et entretenir ou aider à l'établissement et à l'entretien d'associations, d'institutions, fonds fidéicommissaires et choses de nature à profiter aux employés ou aux ex-employés de la compagnie (ou ses prédécesseurs en affaires) ou les personnes dépendantes ou alliées à cesdits employés, et accorder des pensions et allocations et faire des paiements dans un but d'assurance, et souscrire ou garantir des fonds pour des fins charitables ou de bienfaisance, ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété foncière ou personnelle, et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier, toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entre-

prise as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the

prise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tous pays étranger et y désigner des personnes, en conformité des lois de ce dit pays étranger, pour représenter la compagnie et accepter assignation de toutes procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever des deniers pour toute autre compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations commerciales, les aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement et garantir l'exécution de contrats par toute telle compagnie ou corporation ou par toute telle personne ou personnes;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les affaires de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Faute toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

Il ne sera fait aucun transfert d'actions aux personnes qui ne sont pas actionnaires, à moins que tel transfert soit préalablement approuvé par le bureau de direction, ou avant que ces actions aient été offertes à un actionnaire ou à des actionnaires de la compagnie, au même prix auquel elles sont offertes à la personne qui n'est pas actionnaire de la compagnie;

Le nombre des actionnaires de la compagnie (non compris les personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et les personnes qui, ayant été autrefois à l'emploi de la compagnie, étaient, pendant qu'elles occupaient tel emploi et ont continué après avoir quitté tel emploi, à être actionnaires de la compagnie) n'excédera pas vingt;

Il ne sera fait aucun appel au public pour faire

company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered to or be rendered in placing, or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee, of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the business of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art, of interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

No transfer of stock may be made to a person not already a shareholder until such transfer has been approved by the Board of Directors, or until such stock has been offered to a shareholder or to shareholders of the company at the same price for which it has been offered to the person who is not a shareholder in this company;

The number of shareholders of the company (exclusive of persons who are in the employ of the company and of such persons who, having been formerly in the employment of the company were, still in such employ, and have continued after the termination of such employ to be shareholders of the company) shall not exceed twenty.

No invitation shall be issued to the public

souscrire les actions ou débetures de la compagnie, sous le nom de "Lakeshore Publishing Company, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en mille (1,000) actions sans valeur au pair ou nominale, lesquelles actions seront émises pour la considération qui sera fixée par les directeurs, n'excédant pas cinq piastres (\$5.00) l'action, la compagnie devant commencer ses opérations avec un capital de cinq mille piastres (\$5,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de novembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

5427

C.-J. SIMARD.

to subscribe to any shares or debentures of the company, under the name of "Lakeshore Publishing Company, Limited".

The capital stock of the company is to be divided into one thousand (1000) shares without nominal or par value, such shares to be issued for such consideration as may be fixed by the Directors, not exceeding five dollars (\$5.00) per share, the company to commence business with a capital of five thousand dollars (\$5,000.00).

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the county of Hochelaga, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of November, 1926.

C. J. SIMARD,

5428

Assistant Provincial Secretary.

"Lazare, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de novembre 1926, constituant en corporation: Max Bernfeld, Philip Meyerovitch et Harry Batshaw, tous avocats, de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme manufacturiers, détaillants, grossistes, importateurs, exportateurs et agents pour toutes sortes d'effets, denrées et marchandises;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

Exercer le commerce et l'industrie d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, négociants et commerçants en gros et en détail de vêtements, nouveautés, fournitures pour tailleurs, soieries, satins, lainages, tissus de toutes sortes, draps et cotonnades en général; exercer toutes et aucunes des industries de marchands d'habits, pelletiers, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, gantiers, manufacturiers, importateurs et négociants en gros et en détail de cotonnades et tissus de toutes sortes, garnitures de fourrures et d'habits, soutaches, cordes, ornements, dentelles, boutons, nouveautés, articles en cuir, habits et accoutrements de toutes descriptions; agir comme agents, marchands à commission ou représentants;

Acheter, assumer, louer ou acquérir autrement tous les terrains, machines, usines ou propriétés jugés utiles pour les fins de la compagnie;

Eriger et construire des édifices, usines et machines jugés nécessaires ou appropriés aux fins de la compagnie;

Acheter ou acquérir autrement toutes autres propriétés, droits ou intérêts qui sembleront utiles pour aucune des fins susmentionnées;

Acquérir toutes marques de commerce, dessins de fabriques, brevets, droits de brevets, patentes, privilèges ou autorisations relativement à toute invention, que la compagnie croira utiles pour son industrie;

Hypothéquer, gager, vendre, louer ou aliéner aucun des terrains, usines, marques de commerce, dessins de fabrique, brevets, droits de brevets ou autres propriétés de la compagnie;

Détenir et posséder des actions ou valeurs dans toute autre compagnie ou dans d'autres compagnies exerçant un commerce de même nature, et les vendre ou les négocier autrement;

"Lazare, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of November, 1926, incorporating: Max Bernfeld, Philip Meyerovitch, and Harry Batshaw, all advocates, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, retailers, jobbers, importers, exporters and agents of all kinds and descriptions of goods, wares and merchandise;

To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers or representatives for other persons, firms or corporations;

To carry on the trade and business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers and jobbers in clothing, dry goods, tailors' trimmings, silks, satins, woollens, textile fabrics of all kinds, cloth and cotton goods generally; to carry on all or any of the business of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiery, milliners, costumers, hatters, gloves, manufacturers, importers and wholesale and retail dealers in cotton and textile fabrics of all kinds, fur and dress trimmings, braids, cords, ornaments, laces, buttons, novelties, leather goods, garments and wearing apparel of every description; to act as agents, commission merchants or representatives;

To purchase, take over, lease or otherwise acquire any lands, machinery, works or property that may be useful for the purposes of the company;

To erect and construct buildings, works and machinery which may be deemed necessary in connection with or incidental to the purposes of the company;

To purchase or otherwise acquire any other properties, rights or interests which may be useful for any of the purposes aforesaid;

To acquire any trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges or authorities for or in respect of any invention which may be useful to the company;

To mortgage, pledge, sell, let or dispose of any of the lands, works, trade-marks, industrial designs, patents, patent rights or other properties of the company;

To hold and own shares and securities in any other company or companies carrying on business of a like nature and to sell or otherwise deal with the same;

Acquérir de toute personne, firme ou corporation tout commerce semblable ou connexe au commerce susmentionné, et émettre des actions entièrement acquittées en paiement total ou partiel de son prix d'achat;

Acquérir et posséder des actions dans toute compagnie exerçant un commerce semblable ou connexe au commerce susmentionné, et émettre des actions entièrement acquittées en paiement total ou partiel de leur prix d'achat;

Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toute nature ou espèces, mobilières ou immobilières, pour dettes, engagements ou obligations envers la compagnie, contractés ou qui seront contractés en rapport avec les fins et objets de la compagnie; sous le nom de "Lazare, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de novembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

5429

C.-J. SIMARD.

To acquire from any person, firm or corporation, any business of a like nature or incidental to the foregoing and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

To acquire and own shares in any company carrying on any business similar or incidental to the foregoing and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

To take, acquire and hold securities of any nature or kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company, incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the company; under the name of "Lazare, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of November, 1926.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

5430

"Lee, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de novembre 1926, constituant en corporation: Erskine Buchanan, avocat, Geraldine-Elizabeth McGarigle, et Elizabeth-Florence Hallam, sténographes, filles majeures, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Exercer les métiers de peintres, décorateurs, plâtriers, vitriers, charpentiers, ferblantiers, tapissiers, entrepreneurs, ouvriers en métaux, machinistes, constructeurs et couvreurs et faire la réparation générale de maisons, en rapport avec des contrats de peinture;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce d'effets, denrées et marchandises de toutes sortes, y compris de peinture, huiles, vernis, teintures, brosses, grattoirs, papier-tentures, tapisseries, couvertures murales, mastic, plâtre, vitres, ciment, béton, papier goudronné, bois, acier, fer et accessoires de peinture et généralement de tous outils et matériaux qui sont employés directement ou indirectement en rapport avec les commerces susmentionnés;

Agir comme agents à commission, ou agents commerciaux, courtiers et agents pour l'achat et la vente, l'importation ou l'exportation de produits naturels ou ouvrés, et de marchandises de toutes sortes et de toute description;

Procurer, posséder, louer et exploiter des moulins et manufactures pour la production de marchandises et produits de toutes sortes et de toute description, non prohibés par la loi;

Etablir, exploiter et conduire des boutiques et entrepôts pour la vente de tous les articles que la compagnie fabrique et dont elle fait le commerce, et de tous autres effets, denrées ou marchandises dont elle peut faire avantageusement le commerce en rapport avec tels articles;

Exercer aucune autre industrie semblable ou similaire que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des

"Lee, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of November, 1926, incorporating: Erskine Buchanan, advocate, Geraldine Elizabeth McGarigle, and Elizabeth Florence Hallam, stenographers, spinsters, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as painters, decorators, plasterers, glaziers, carpenters, tinters, paper-hangers, contractors, metal workers, machinists, builders and roofers, and general house repairs in connection with painting contracts;

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in goods, wares and merchandise of all kinds including paints, oils, varnishes, stains, brushes, scrapers, wall-papers, tapestries, wall-coverings, putty, plaster, glass, cement, concrete, tar paper, wood, steel, iron and painting supplies and generally all implements and materials which can be used directly or indirectly in connection with the business above referred to;

To act as commission or commercial agents, brokers and agents for the buying and selling, importing or exporting of natural or manufactured products and merchantable commodities of every kind and description;

To procure, own, lease and operate mills and manufacturing establishments for the production of merchantable commodities and products of every kind and description not prohibited by law;

To establish, operate and conduct shops and warehouses for the sale of all the articles manufactured and dealt in by the company and any other goods, wares or merchandise which may be advantageously dealt in, in connection therewith;

To carry on any other business of the same or a similar nature which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render

biens ou droits de la compagnie, ou de les rendre plus profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques de fabrique, marques de commerce, patentes, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif, limité ou illimité d'utiliser, ou tout secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, formule, recette ou procédé qui sembleront propres à servir à aucun des objets de la compagnie, et dont l'acquisition peut paraître susceptible, directement ou indirectement, de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de son industrie ou de toute partie d'icelle;

Émettre des actions, actions-déventures avec intérêt, obligations et autres valeurs de la compagnie, pour du comptant ou, après les avoir émises comme entièrement libérées, en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés, droits et immunités qui peuvent être acquis par la compagnie, ou pour tous services rendus, ou travail fait pour la compagnie, ou en paiement ou à l'acquit des dettes et obligations dues par la compagnie;

Conclure toute convention pour le partage des profits, l'union des intérêts, les risques conjoints, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne ou compagnie exploitant ou sur le point d'exploiter toute industrie semblable à celle de la compagnie présentement constituée, et promouvoir ou aider à promouvoir ou devenir actionnaires de toute telle compagnie et recevoir en paiement, pour ses services dans l'organisation de telle compagnie ou telles compagnies, les actions, obligations et valeurs de telle compagnie ou telles compagnies, et acheter des actions, obligations et valeurs de toutes telles compagnies, et les détenir, les vendre, les donner en garantie, les rémettre avec ou sans garantie ou en faire le trafic et les négocier autrement;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts de la compagnie ou toutes déventures, actions-déventures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, les biens de la compagnie et en particulier les actions, les obligations, déventures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont celle-ci aurait le pouvoir de disposer;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Contracter des emprunts sur le crédit de la compagnie et émettre des obligations, déventures

more profitable any of the company's property or rights;

To acquire, or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or corporation carrying any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease, or in exchange, hire, or otherwise acquire any movable or immovable property, or any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business or any part thereof;

To issue shares, debenture stock, debentures, bonds and other securities of the company for cash or, after being previously made paid up, in payment or in part payment of any property, rights and easements which may be acquired by the company, and for any services rendered and work done for the company and in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interest, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or about to carry on any business similar to that of the company hereby incorporated, and to promote or assist in promoting and to become a shareholder in any such company, and to receive in payment for its services in promoting such company or companies, the shares, bonds and securities of any such company or companies, and to purchase the shares, bonds, securities of any such company or companies, and to hold, sell, pledge, re-issue with or without guarantee and otherwise deal in and deal with the same;

To remunerate, whether by means of commissions or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures or securities in any other company belonging to the company or which the company has power to dispose of;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities

ou autres valeurs de la compagnie, et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, nantir ou gager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, dans le but de garantir toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, et autres effets négociables ou transférables;

Vendre et aliéner l'entreprise ou partie de l'entreprise de la compagnie pour telle considération que cette compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses susmentionnées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt, non compris les employés de la compagnie;

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions ou débetures, sous le nom de "Lee, Limited", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en mille (1,000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de novembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
5431 C.-J. SIMARD.

"Price Copper Gold Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de novembre 1926, constituant en corporation: J.-Eugène Tanguay, gérant, George Parent, Paul Taschereau, tous deux avocats, tous trois de la cité de Québec, pour les fins suivantes:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de pré-emption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other corporation having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and by or through trustees, agents, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

The numbers of shareholders of the company shall be limited to twenty, exclusive of the employees of the company;

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company is prohibited, under the name of "Lee, Limited", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of November, 1926.

C. J. SIMARD,
5432 Assistant Provincial Secretary.

"Price Copper Gold Mines, Limited" (No personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of November 1926, incorporating: J. Eugène Tanguay, manager, George Parent, Paul Taschereau, advocates, all three of the city of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatever and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec, des S. R. Q. 1925, en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, les entreprises, biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant toute industrie ou entreprise que peut exercer une compagnie constituée en corporation en vertu de cette loi, et les payer, en tout ou en partie, si cette personne ou compagnie y consent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions, sous le nom de "Price Copper Gold Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de cinq millions de piastres (\$5,000,000.00), divisé en cinq millions (5,000,000) d'actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

5433

C.-J. SIMARD.

"Russell Broker's Agency, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de novembre 1926, constituant en corporation: Lazarus Phillips et Lionel Albert Sperber, tous deux avocats, et Abraham-Saul Cohen, comptable, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le négoce et le commerce de courtiers en douane, entreposeurs et agents d'expédition, et faire tous les actes, et exercer tous les pouvoirs, et faire tout autre commerce connexes aux objets pour lesquels cette compagnie est constituée en corporation;

Payer toute propriété mobilière ou immobilière, droits, privilèges, commerce ou franchises que cette compagnie peut légalement acquérir ou, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie, en actions entièrement libérées, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Acquérir par achat, location, échange, octroi, concession ou autre titre légal et détenir et

Build, maintain and exploit, upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

Exercise all the powers enumerated in articles 105 to 112 of the Quebec Mining Act of R. S. Q., 1925, in the manner therein prescribed;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this act may carry on, and pay for the same by paid up shares, in whole or in part, if it is so desired, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders will incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Price Copper Gold Mines Limited", (No personal liability), with a total capital stock of five million dollars (\$5,000,000.00), divided into five million (5,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of November, 1926.

C. J. SIMARD,

5434

Assistant Provincial Secretary.

"Russell Broker's Agency, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of November, 1926, incorporating: Lazarus Phillips and Lionel Albert Sperber, advocates, and Abraham Saul Cohen, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade and business as Customs brokers, warehouse-men and forwarding agents, and to do all acts and to exercise all powers and carry on any other business germane to the objects for which this company is incorporated;

To pay for any property, movable and immovable, rights, privileges, business or franchises which the company may lawfully acquire, or, with the approval of the shareholders, for any services rendered or to be rendered to the company, in fully paid up shares, bonds, debentures, or other securities of the company;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title, and to

posséder des terrains et immeubles de toute description, nécessaires ou utiles pour les fins commerciales de la compagnie, et vendre, louer, arrenter, transporter, échanger, aliéner ou autrement approprier tels terrains et immeubles, aux termes et conditions que la compagnie croira convenables;

Garantir et donner des garanties et se porter garants du paiement de billets promissaires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toute nature quelconque de toute autre corporation, firme ou individu;

Se fusionner, faire le partage des profits ou s'unir avec toute personne ou compagnie exerçant tout commerce semblable ou similaire à celui que la compagnie a l'autorisation d'exercer, aux termes que cette compagnie pourra déterminer;

Acheter, prendre en échange ou autrement ou acquérir autrement, posséder et détenir, et vendre et aliéner des actions, débetures, obligations et autres valeurs d'autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et acquérir, détenir, vendre et aliéner des droits chirographaires, privilèges ou gages dans et d'autres compagnies ou individus;

Si autorisés par règlement ratifié par un vote de pas moins des deux-tiers en valeur du capital-actions souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des débetures ou autres garanties de la compagnie et les nantir ou vendre pour les sommes et prix qui seront considérés convenables;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, gager ou nantir la propriété mobilière ou immobilière, présente et future, de la compagnie, pour garantir toutes telles débetures ou autres valeurs, ou donner partie seulement de pareilles garanties pour tel but, et constituer l'hypothèque ou le gage, ou le nantissement dans ce sous-paragraphé par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, ch. 227, ou en toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir la propriété immobilière de la compagnie ou autrement grever la propriété mobilière ou donner semblables garanties pour garantir le paiement d'emprunts faits autrement que par l'émission de débetures, aussi bien que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Les limitations et les restrictions contenues en cet article ne s'appliqueront pas à l'emprunt d'argent par la compagnie sur lettres de change, billets promissaires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou pour la compagnie;

Le nombre des actionnaires est limité à vingt, exception faite des employés actuels et anciens qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi;

Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Russell Broker's Agency, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

hold and own lands and immovables of every description, necessary or useful for the purposes of the company's business, and to sell, lease, rent, convey, exchange, dispose of and otherwise deal with such lands and immovables, on such terms and conditions as the company may think fit;

To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual;

To amalgamate, share profits or unite with any person or company carrying on any business the same as or similar to that which this company is authorized to carry on, on such terms as this company may decide;

To purchase, take in exchange, or in payment, or otherwise to acquire, own and hold, and to sell and dispose of shares, debentures, bonds and other securities in other companies having objects similar in whole or in part to those of this company, and to acquire, hold, sell, and dispose of rights of hypothec, privileges or pledge in and from other companies or individuals;

If authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present and future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph, by trust deed, in accordance with articles 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act, Ch. 227, or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immovable property of the company, or pledge or otherwise affect the movable property, or give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

The number of shareholders shall be limited to twenty, exclusive of the present and past employees who may be shareholders of the company, and who have continued so to be after leaving its employ;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "Russell Broker's Agency, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de novembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
5437 C.-J. SIMARD.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of November, 1926.

C. J. SIMARD,
5438 Assistant Provincial Secretary.

"The T. & D. Motor Sales and Service, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de novembre, 1926, constituant en corporation: Georges-Etienne Courtois, commis, Joseph-Alfred Blanchard et Arthur Courtois, tous deux notaires, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'automobiles et de ses accessoires, en gros et en détail, exploiter des ateliers de réparations (garages);

Acquérir et prendre à son nom, comme industrie active, les affaires de la Société "Turgeon & Desaulniers", la totalité des biens et engagements, les propriétés mobilières et immobilières et la clientèle de la dite société, quant à ce qui regarde son commerce actuel, dont les objets sont les mêmes que ceux-ci dessus énumérés, et donner pour prix d'achat des actions entièrement libérées et non sujettes à appel du capital-actions de la dite Compagnie;

Exercer toute industrie ou faire tout commerce semblable, connexe aux précédents et que la Compagnie jugerait susceptible d'être exercé convenablement en rapport avec son autre industrie et son autre commerce;

Acquérir et posséder par achat, bail ou autrement, la totalité ou aucune partie des biens, commerce, industrie, clientèle, propriétés, franchises, baux, hypothèques, permis, pouvoirs, privilèges, contrats, et assumer ou non les obligations et dettes d'aucune personne, société, firme, corporation ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente Compagnie est autorisée à exercer ou aucun commerce semblable à icelui, ou qui possède des biens convenant aux objets de la présente Compagnie, et les payer totalement ou partiellement en bons, en obligations, en actions entièrement libérées de la Compagnie ou autrement, aussi les vendre, louer ou autrement en disposer en tout ou en partie, s'associer ou se fusionner avec toutes telles personnes, société, firme, corporation ou compagnie;

Acheter, souscrire, ou autrement acquérir, posséder et détenir des actions, obligations, débetures et autres titres et valeurs d'aucune corporation, société ou personne exerçant aucun commerce semblable à celui de la présente Compagnie ou susceptible d'être convenablement exercé par la présente Compagnie, les détenir, les vendre ou autrement en disposer, les distribuer, en espèces ou matières, aux actionnaires de la Compagnie;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement posséder, utiliser, vendre, hypothéquer, louer, transférer toutes propriétés mobilières, immobilières ou bien-fonds ou tous intérêts en ceux;

Vendre, ou disposer de l'entreprise et de l'actif de la Compagnie ou d'aucune partie d'icelle, comme industrie active, pour le prix que la Compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, bons, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la Compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en espèces, toute propriété de la compagnie, toutes parts, bons, débetures et valeurs d'autres

"The T. & D. Motor Sales and Service, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1926, incorporating: George Etienne Courtois, clerk, Joseph Alfred Blanchard and Arthur Courtois, both notaries, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on wholesale and retail the business of automobiles and their accessories, to operate repair shops (garages);

To acquire and take over in its own name, as a going concern, the business of the partnership "Turgeon & Desaulniers", the whole of the property and engagements, the movable and immovable property and good-will of the said partnership, in so far as regards its actual business, whose objects are similar to those above enumerated, and give for the purchase price thereof fully paid up and non-assessable shares of the capital-stock of the said company;

To carry on any industry or exercise any similar business relating to the foregoing and which the company may deem capable of being conveniently carried on in connection with its other industry and business;

To acquire and own by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the property, business, industry, good-will, assets, franchises, leases, hypothecs, licenses, powers, privileges, contracts, and assume or not the obligations and debts of any person, partnership, firm, corporation or company carrying on any business which the present company is authorized to carry on, or any similar business to same, or which owns property suitable for the objects of the present company, and pay for same wholly or partly with bonds, debentures, fully paid up shares of the company or otherwise; and also to sell, lease or otherwise dispose thereof, in whole or in part, to consolidate or amalgamate with any such person, partnership, firm, corporation and company;

To purchase, subscribe for or otherwise acquire, hold and own shares, bonds, debentures and other titles and securities of any corporation, firm or person carrying on any business similar to that of the present company or capable of being conveniently carried on by the present company, and to hold, sell, or otherwise dispose of and distribute same in specie or kind to the shareholders of the company;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise own, utilize, sell, hypothecate, lease, transfer any movable, immovable property or real estate or any interests in same;

To sell or dispose of the whole or any part of the assets and undertaking of the company, as a going concern, for such consideration as the company may deem fit and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects similar to those of the company;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, any shares, bonds, debentures or securities in

compagnies appartenant à la compagnie ou dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

Payer en obligations ou autres valeurs ou biens de la compagnie, ou par l'émission ou la distribution de parts entièrement libérées et non-sujettes à appel du capital-actions de la compagnie, toutes dettes et réclamations valables contre la compagnie pour propriétés ou droits acquis en son nom ou possédés par elle, pour tous services à elle rendus ou à être rendus par toute personne ou compagnie en faisant souscrire, aidant à faire souscrire ou garantissant la souscription d'aucune des actions du capital corporatif ou autres valeurs, dans ou à l'occasion de la formation et de l'organisation de la compagnie ou dans la gestion des affaires ou pour tous autres services rendus;

Faire tous actes et exercer tous les pouvoirs tendant à l'accomplissement des objets ci-dessus de la compagnie et tous autres objets, soit comme principaux ou comme agents, sous le nom de "The T. & D. Motor Sales and Service, Limited", avec un capital total de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5439 ALEXANDRE DESMEULES.

"Rouyn Recreation Club".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de novembre, 1926, constituant en corporation, sans capital-actions: Kellard Gamble, courtier, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, Roy Anderson, secrétaire-trésorier, et John-P. Callaghan, avocat, tous deux de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Unir ses membres par les liens les plus étroits de la bonne camaraderie, et promouvoir une union sociale entre eux;

Encourager une active participation dans toutes les choses qui conduisent à l'avancement de toutes affaires de nature charitable, philanthropique ou sportive ou autres affaires semblables;

Prendre part dans tout mouvement méritoire qui, dans l'opinion de ses membres, sera pour le bien général;

Encourager toutes sortes de jeux athlétiques de toute nature quelconque, et sans limiter ce qui précède, y compris particulièrement la boxe, la lutte, l'escrime et la natation;

Encourager, en autant que la chose est possible, toutes sortes de jeux d'amusements entre ses membres, tels que le billard et le pool;

Coopérer avec d'autres organisations engagées dans des efforts louables en vue du bien public, sous le nom de "Rouyn Recreation Club";

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de cinquante mille piastres (\$50,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Rouyn, dans le district d'Abitibi, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
5435 C. J. SIMARD.

other companies belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

To pay for with bonds or other securities or assets of the company or by the issue or distribution of fully paid up non-assessable shares of the capital-stock of the company, any valid debts and claims against the company for property or rights acquired in its name or owned by it, for any services rendered to or to be rendered to it by any person or company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the capital-stock or other securities, in or about the formation and organization of the company or in the conduct of its business or for any other services rendered;

To do all acts and exercise all powers for the accomplishment of the hereabove objects of the company and any other objects, either as principals or as agents, under the name of "The T. & D. Motor Sales and Service, Limited", with a total capital-stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the eighteenth day of November, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,
5440 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Rouyn Recreation Club".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1926, to incorporate as a corporation without share capital: Kellard Gamble, broker, of the city of Ottawa, in the Province of Ontario, Roy Anderson, secretary treasurer, and John P. Callaghan, advocate, both of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To unite its members in the closest bonds of good fellowship and promote a social union among them;

To encourage active participation in all things that have to do with the advancement in all matters of charitable, philanthropic or sporting character or the like;

To take part in any meritorious movement which, in the judgment of its members, will be for the general good;

To encourage all forms of athletics of any and every nature whatsoever and, without limiting the foregoing, particularly including boxing, wrestling, fencing, swimming;

To encourage in so far as possible all games of amusement amongst its members, such as billiards, pool;

To co-operate with other organizations engaged in laudable endeavors for the public good, under the name of "Rouyn Recreation Club".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is fifty thousand dollars (\$50,000.00).

The head office of the company will be at Rouyn, in the district of Abitibi, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of November, 1926.

C. J. SIMARD,
5436 Assistant Provincial Secretary.

"The Star Shoe Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de novembre, 1926, constituant en corporation: Ferdinand Marchand, comptable, Alphonse Asselin, cordonnier, et Alphonse Saint-Hilaire, tailleur de cuir, tous de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer le cuir et toutes autres marchandises qui peuvent être convenablement manufacturées avec le dit produit et notamment la chaussure, les dites marchandises ouvrées ou non ouvrées, et cela depuis la matière première jusqu'au produit fini, et d'en faire le commerce à quelque titre que ce soit;

Exercer toute industrie connexe à celle de la compagnie et de nature à accroître directement ou indirectement les droits de la compagnie;

Faire tout ce qui peut être nécessaire ou simplement avantageux pour la réalisation des fins de la compagnie, sous le nom de "The Star Shoe Company, Limited", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de novembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

5441

C.-J. SIMARD.

"Tooke, Quevillon & Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de novembre 1926, constituant en corporation: Leslie-B. Tooke, marchand, Willie Quevillon, comptable, Gaspard DeSerres, financier, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter et troquer et faire le commerce de toutes sortes de bijouteries, ornements, statues, papeteries, nouveautés, outillages et tous autres matériaux se rapportant à ce commerce et faire le commerce en général;

Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, acquérir, détenir, vendre ou aliéner en aucune manière des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débetures, bons et autres obligations de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables aux objets de cette compagnie, ou exerçant tout commerce pouvant être exercé de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Acquérir et prendre le passif, l'actif et la clientèle et les affaires exercées jusqu'à présent et maintenant par "Tooke, Quevillon & Co." en qualité d'agents manufacturiers, commissionnaires et importateurs de la cité de Montréal, et payer la dite "Tooke, Quevillon & Co." en actions acquittées du capital-actions de la compagnie;

Acquérir, tenir, vendre, échanger, trafiquer et faire le commerce de toute manière, de propriétés mobilières et immobilières qui pourraient être jugées nécessaires et utiles;

Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant affaires dans toutes lignes se rapportant aux objets de la présente compagnie;

"The Star Shoe Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of November, 1926, incorporating: Ferdinand Marchand, accountant, Alphonse Asselin, shoemaker, and Alphonse Saint Hilaire, leather-cutter, all of Quebec, for the following purposes:

To manufacture leather and any other merchandise capable of being conveniently manufactured with the said product, and especially footwear, the said merchandise manufactured or non-manufactured, and such from the raw material to the finished product, and to deal in the same in any capacity whatever;

To carry on any business similar to that of the company and of a nature to increase directly or indirectly the rights of the company;

To do anything necessary or merely advantageous for the realisation of the purposes of the company, under the name of "The Star Shoe Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of November, 1926.

C. J. SIMARD,

5442

Assistant Provincial Secretary.

"Tooke, Quevillon & Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of November, 1926, incorporating: Leslie B. Tooke, merchant, Willie Quevillon, accountant, Gaspard DeSerres, financier, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, import, export, and trade and deal in all kinds of jewelry, ornaments, statues, stationery, fancy goods, equipment and all other materials connected with the said business and to carry on business in general;

To purchase, re-sell, accept, take, receive, acquire, hold or sell or dispose of in any way shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds, and other obligations of any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

To acquire and take over as manufacturers' agents, commissioners and importers, of the city of Montreal, the liabilities, assets and good-will and the business carried on until the present time and now by "Tooke, Quevillon & Co." and to pay the said "Tooke, Quevillon & Co." in paid up shares of the capital stock of the company;

To acquire, hold, sell, exchange, trade and, in any manner, deal in any movable or immovable property which may be deemed necessary or useful;

To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with the business of the present company;

Se fusionner à toute compagnie, société ou personne exploitant un commerce semblable en aucune manière à celui de la présente compagnie;

Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, échoppes, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes de places d'affaires où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne et accepter en considération des actions, débiteures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

Émettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie;

Exécuter toutes choses et exercer tous pouvoirs qui pourraient être jugés nécessaires et utiles pour l'exécution des affaires de la compagnie, sous le nom de "Tooke, Quevillon & Company, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune, (ordinaires).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de novembre, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

5443

C.-J. SIMARD.

"Universal Realty, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de novembre 1926, constituant en corporation: Jean-Baptiste Peloquin, financier, Joseph-Oliva Benoit, bourgeois, et Lucien Morin, notaire, demeurant tous trois en la cité de Montréal, province de Québec, Canada, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder, détenir, exploiter, administrer, hypothéquer, louer, transporter, vendre, échanger et généralement, disposer de toutes propriétés mobilières et immobilières, biens-fonds, franchises, mines, carrières, pouvoirs d'eau, permis, industries ou affaires quelconques, brevets d'invention, marques de commerce et généralement tous biens meubles et immeubles, y compris le droit de faire commerce de toutes marchandises, matériaux et propriétés mobilières et immobilières, de construire toutes bâtisses et autres travaux et de les exploiter, de manufacturer et vendre tous matériaux de construction et autres produits et généralement de faire toutes affaires mobilières et immobilières, commerces, industries et toutes entreprises;

D'agir comme propriétaires, promoteurs, agents et courtiers et de faire toutes opérations de prêts et placements, à l'exception des affaires de banque, d'acquérir, détenir et disposer de toutes créances hypothécaires et chirographaires, réclamations privilégiées ou ordinaires et généralement de toutes créances;

Acquérir et exploiter toute ou partie des biens et affaires, actif et passif de toutes personnes, sociétés ou corporations semblables à celles de la présente compagnie et de vendre tous tels biens et affaires à toutes compagnies ou personnes, y

To amalgamate with any company, partnership or person carrying on business similar in any way to that of the present company;

To open and operate branches, manufactories, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in department shops and all kinds of places of business where the business of the company may be exploited;

To sell, transfer or otherwise alienate the whole or part of the business of the present company to any corporation, firm or person and to accept in consideration therefor shares, debentures, bonds or securities of any other company;

With the approval of the shareholders, to issue, sell and allot, for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the company;

To do all things and exercise all rights which may be deemed necessary and useful for the carrying on of the business of the company, under the name of "Tooke, Quevillon & Company, Limited", with a total capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, (common).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of November, 1926.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

5444

"Universal Realty, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1926, incorporating: Jean Baptiste Peloquin, financier, Joseph Oliva Benoit, gentleman, and Lucien Morin, notary, all three residing in the city of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to possess, hold, exploit, manage, mortgage, lease, transfer, sell, exchange and generally dispose of all kinds of movable and immovable property and real estate, franchises, mines, quarries, water-powers, permits, manufactures or business whatsoever, patents, trade marks, and generally movable and immovable property of all kinds, including the right to trade in any goods, materials and properties, movable and immovable, to erect any buildings and other works and to exploit the same, to manufacture and sell all building materials and other products and generally to carry on any business in movables and immovables, commerce, industry and all undertakings;

To act as proprietors, promoters, agents and brokers and to carry on any loan and investment operations, except the business of banking, to acquire, hold and dispose of all kinds of hypothecary and chirographical claims, privileged or ordinary claims, and claims in general;

To acquire and exploit the whole or part of the property and business, assets and liabilities of any persons, firms or corporations similar to those of the present company and to sell any such property and business to any companies or

compris les actions et obligations de cette compagnie ainsi que celles qu'elle peut posséder dans toutes autres compagnies, et de payer pour tels achats ou d'en recevoir le paiement du prix de vente soit en argent, soit en actions, obligations ou autres valeurs de cette compagnie ou de toutes autres compagnies; souscrire ou autrement acquérir et détenir toutes actions dans d'autres compagnies, les vendre et transiger à leur sujet pour toutes considérations que cette compagnie jugera convenables, et particulièrement en considération de toutes actions, obligations ou autres valeurs d'autres compagnies;

Signer, accepter et endosser tous billets, lettres de change, mandats ou autres valeurs commerciales et négociables; faire toutes avances d'argent ou prêts à ses clients ou à toutes autres personnes ayant des relations d'affaires avec cette compagnie; garantir l'exécution de tous contrats;

Emprunter toutes sommes d'argent sur hypothèques ou autres garanties possédées par cette compagnie ou sur la simple responsabilité de cette compagnie, sur simple résolution régulièrement adoptée par son bureau de direction dans le cours ordinaire de ses affaires, à la suite d'un règlement général passé à cet effet;

Émettre des actions acquittées, obligations ou autres garanties de paiement en paiement d'acquisition de biens meubles et immeubles, de services, de droits, de baux, d'entreprises commerciales, de franchises, de privilèges, de permis, de concessions, d'actions, d'obligations ou autres affaires et valeurs;

De construire toutes bâtisses et autres travaux, soit pour son propre compte ou pour le compte d'autres personnes; de faire toutes entreprises; et généralement de faire tous commerces et d'exploiter toutes industries, soit à titre de principal ou d'agent, et généralement d'agir comme représentants, agents ou courtiers pour toutes affaires du ressort de cette compagnie;

De rémunérer, soit en argent ou en actions ou en obligations de cette compagnie ou de toute autre manière, toutes personnes ou corporations pour services rendus; d'émettre et d'attribuer des actions libérées ou obligations de cette compagnie ou de toutes autres compagnies qu'elle peut détenir, en paiement de tous services ainsi qu'en paiement de toutes affaires, propriétés mobilières ou immobilières, droits ou privilèges, actions d'autres compagnies ou pour autres considérations légales ou droits que cette compagnie peut acquérir en vertu de ses pouvoirs;

Et généralement faire toutes affaires et transactions mobilières et immobilières et tous contrats relatifs aux affaires ci-dessus mentionnées, soit à titre de principal ou d'agent, ou comme accessoires des affaires de cette compagnie, sans que les pouvoirs mentionnés dans un des paragraphes ci-dessus ne soient limités ou restreints par interprétation, analogie ou incompatibilité avec ceux d'un autre;

Le montant du capital-actions de la compagnie est de quatre cent cinquante mille piastres (\$450,000.00), divisé en quatre mille cinq cents actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de trois cent mille piastres (\$300,000.00), divisée en trois mille (3,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le privilège attaché à ces actions privilégiées sur les actions ordinaires consistera en une priorité ou préférence quant au capital et quant aux dividendes annuels, au taux de sept pour cent

persons, including the shares and bonds of the company and also those which it may hold in any other companies, and to pay for any such purchases or to receive for the sale price thereof payment either in cash, bonds or other securities of the company or of any other companies; to subscribe for or otherwise acquire and hold any shares in other companies, and to sell and deal with the same for any considerations which the company may deem fit and particularly in consideration for any shares, bonds or other securities of other companies;

To sign, accept and endorse any notes, bills of exchange, warrants and other commercial and negotiable papers; to make advances of money or loans to clients or other persons having business connections with the company and to guarantee the execution of any contracts;

To borrow any sums of money on mortgages or upon other securities owned by the company or on the mere responsibility of the company, on a mere resolution regularly adopted by the board of directors in the ordinary course of its business, following a by-law passed to such effect;

To issue paid up shares, bonds or other securities in payment for the acquisition of movable and immovable properties, services, rights, leases, commercial undertakings, franchises, privileges, permits, concessions, shares, bonds or other affairs and securities;

To erect any buildings and constructions, either on its own account or for other parties; to undertake any works and generally to carry on any business and exploit any industry, either as principal or agent and to act as representatives, agents or brokers in general for all business pertaining to the company;

To compensate, either in money or stock or bonds of this company or in any manner, any persons or corporations for services rendered; to issue and allot paid up shares or bonds of this company or of any other which it may hold, in payment for any services, as well as in payment of any business, movable or immovable property, rights or privileges, shares of other companies or other valuable consideration or rights which this company may legally acquire by virtue of its powers;

And generally to carry on any business and any transaction in movables and immovables and make any contracts relating to the aforesaid business, either as principal or agent, or as accessories to the business of the said company, without the powers mentioned in any one of the paragraphs hereabove being limited or restricted by interpretation, analogy or incompatibility from those of any other paragraph;

The total capital stock of the company will be four hundred and fifty thousand dollars (\$450,000.00), divided into four thousand five hundred shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares will be three hundred thousand dollars (\$300,000.00), divided into three thousand (3,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The privileges attached to the said preferred shares over the common shares will consist in a priority or preference as to the capital and as to the annual dividends at the rate of seven per cent

par an et limités à ce chiffre, mais qui seront cumulatifs et prendront préséance sur les dividendes qui pourront être déclarés sur les actions ordinaires; et au cas d'une liquidation ou dissolution de la compagnie, le capital des actions privilégiées sera payé par préférence à celui des actions ordinaires.

Le bureau principal de la compagnie pr jetée sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de novembre, 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5445 ALEXANDRE DESMEULES.

per annum and limited to such rate, but which will be cumulative and will take precedence over the dividends which may be declared on the common shares; and, in case of liquidation or dissolution of the company, the capital of the preferred shares will be paid in preference to that of the common shares.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of November, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,
5446 Acting Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Quebec Power Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-septième jour de novembre, 1926, à la compagnie "Quebec Power Company", ratifiant le Règlement No 13 de la dite compagnie, comme suit, à savoir:

Que le capital-actions de la compagnie soit, et il est, par les présentes, augmenté de la somme de dix millions de piastres (\$10,000,000.00) à la somme de quinze millions de piastres (\$15,000,000.00), par la création de cinquante mille (50,000) actions de nouveau capital, d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de novembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
5447 C.-J. SIMARD.

"Quebec Power Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1926, to the company "Quebec Power Company", ratifying By-law No 13 of the said company as follows, to wit:

That the capital stock of the company be and the same is hereby increased from the sum of ten million dollars (\$10,000,000.00) to the sum of fifteen million dollars (\$15,000,000.00), by the creation of fifty thousand (50,000) shares of new stock of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of November, 1926.

C. J. SIMARD,
5448 Assistant Provincial Secretary.

"Hydro-Electric Securities Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, article 12, il a plu au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec d'émettre de nouvelles lettres patentes supplémentaires, en date du sixième jour de décembre 1926, pour remplacer les lettres patentes supplémentaires en date du quatorzième jour de novembre 1926, de la compagnie "Hydro-Electric Securities Corporation", pour les objets suivants, savoir:

1. Pour ratifier le règlement numéro XXV de la dite compagnie, augmentant le capital-actions de la compagnie par la création de cinq cent mille (500,000) actions privilégiées, cumulatives, avec droit de participation, au taux de six pour cent (6%), d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune, et d'un million neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille (1,999,000) actions ordinaires, sans valeur au pair ou nominale;

Le nombre des dites actions privilégiées, cumulatives, avec droit de participation au taux de six pour cent (6%), ne sera augmenté en aucun cas;

Les dites actions privilégiées, cumulatives, avec droit de participation au taux de six pour cent (6%) porteront et seront sujettes aux préférences, priorités, conditions et restrictions suivantes, à savoir:

1. Les porteurs des dites actions privilégiées auront droit de recevoir à même le surplus ou les bénéfices de la compagnie, comme une première charge, lorsque et de la manière que ces dividendes seront déclarés par le conseil d'administration, des dividendes privilégiés, cumulatifs au

"Hydro-Electric Securities Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, section 12, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to issue new supplementary letters patent bearing date the sixth day of December, 1926, to replace the supplementary letters patent bearing date the fifteenth day of November, 1926, of the company "Hydro-Electric Securities Corporation" for the following objects, to wit:

1. To confirm By-Law No XXV of the said company increasing the capital stock of the company by the creation of five hundred thousand (500,000) shares of six per cent (6%) cumulative participating preferred stock of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each, and one million nine hundred and ninety nine thousand (1,999,000) shares of common stock without nominal or par value;

The number of such six per cent (6%) cumulative participating preferred shares shall in no event be increased;

The said six per cent (6%) cumulative participating preferred shares shall carry and be subject to the following preferences, priorities, conditions and restrictions, that is to say:

1. The holders of the said preferred shares shall be entitled to receive, out of the surplus or profits of the company, as a first charge thereon, when and as declared by the board of directors, cumulative preferential dividends at the rate of six per cent, (6%) per annum, on the capital

taux de six pour cent (6%) par année, sur le capital dans le temps versé sur ces actions respectivement. Il ne sera déclaré ou payé ou mis de côté aucun dividende sur les autres actions de la compagnie, à moins que tous les dividendes courus et accumulés sur telles actions privilégiées, y compris le dividende privilégié pour la période de dividende en cours, aient été payés ou déclarés ou mis de côté;

2. En plus du dividende privilégié, cumulatif, susdit, au taux de six pour cent (6%) par année, les porteurs des dites actions privilégiées auront droit de recevoir pour distribution entre eux, au pro rata, et d'après le nombre de telles actions privilégiées détenues par eux respectivement, une somme, laquelle, sujette aux dispositions ci-après mentionnées, en aucune année, sera équivalente à vingt pour cent (20%) de tout bénéfice qui pourra être distribué comme dividende entre les porteurs des actions ordinaires de la compagnie. Pourvu que, aussi longtemps que moins de cinquante millions en valeur globale au pair des dites actions privilégiées de la compagnie seront en cours et entièrement libérées, la somme à être ainsi distribuée entre les porteurs des dites actions privilégiées sera celle qui a le même rapport à la somme qui est équivalente à vingt pour cent (20%) des bénéfices distribués aux porteurs des dites actions ordinaires de la compagnie que la somme totale globale, dans le temps versée sur les dites actions privilégiées, a par rapport à la somme de cinquante millions de piastres, pourvu toutefois que la dite somme à être ainsi distribuée ne soit en aucune année moins qu'un montant égal à dix pour cent (10%) de tous bénéfices qui pourront être distribués en aucune année comme dividendes, entre les porteurs des actions ordinaires de la compagnie. Ces dividendes de participation seront payés aux porteurs de telles actions privilégiées concurremment au paiement de tous dividendes aux porteurs des actions ordinaires de la compagnie. Subordonnement aux dispositions qui précèdent et aux dispositions ci-après énoncées relativement à la liquidation de la compagnie, les actions privilégiées ne conféreront aucun droit additionnel de participer dans les bénéfices ou l'actif de la compagnie;

3. Le capital versé sur les actions privilégiées ne sera pas sujet à annulation ou réduction pour cause de perte ou dépréciation de l'actif de la compagnie;

4. Advenant la liquidation ou la dissolution de la compagnie, pour fins de réorganisation ou autre ou lors de toute distribution de capital, il ne sera payé aucune somme et il ne sera distribué aucune partie de l'actif entre les porteurs de toutes autres actions de la compagnie, avant que les porteurs des actions privilégiées aient reçu la valeur au pair des actions privilégiées détenues par eux respectivement, avec une somme égale aux arrérages, s'il y a en, des dividendes privilégiés qui seront accumulés sur telles actions privilégiées jusqu'à la date de distribution, soit déclarés ou non et qu'il y ait ou non des bénéfices disponibles pour ces dividendes, et les porteurs des actions privilégiées auront droit de recevoir le paiement de ces montants à même l'actif de la compagnie, de préférence et en priorité aux porteurs de toutes autres actions du capital de la compagnie, et l'actif et les fonds de la compagnie qui resteront seront distribués et payés aux porteurs des autres actions, d'après leurs droits;

5. Les dites actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises pour la considération que les administrateurs de la compagnie pourront de temps à autre déterminer;

for the time being paid up on such shares respectively. No dividends shall be declared paid or set apart upon any other shares of the company unless all accrued and accumulated dividends upon such preferred shares, including the preferential dividend for the current dividend period, have been paid or declared and set apart;

2. In addition to the aforesaid cumulative preferential dividend, at the rate of six per cent (6%) per annum, the holders of such preferred shares shall be entitled to receive for distribution among them pro rata according to the number of such preferred shares held by them respectively, a sum which, subject to the provisions hereinafter detailed, in any year shall be equivalent to twenty per cent (20%) of any profits which may be distributed by way of dividends among the holders of the common capital stock of the company. Provided that, so long as less than fifty million dollars in aggregate par value of the company's said preferred shares shall be outstanding and fully paid, the sum so to be distributed among the holders of said preferred shares shall be that which bears the same ratio to the sum which is equivalent to twenty per cent (20%) of the profits distributed to holders of the company's said common stock as is borne to fifty million dollars by the total aggregate amount at that time paid up on said preferred shares, provided, however, that said sum so to be distributed shall not be less in any year than an amount equivalent to ten per cent (10%) of any profits that may be distributed in such year, by way of dividend, among the holders of the common capital stock of the company. Such participating dividends shall be paid to the holders of such preferred shares concurrently with the payment of any dividends to the holders of the common capital stock of the company. Subject to the foregoing provisions and to the provisions hereinafter set forth with reference to winding up of the company, the preferred shares shall not confer any further right to participate in the profits or assets of the company;

3. The capital paid up on the preferred shares shall not be liable to cancellation or reduction by reason of loss or depreciation of the company's assets;

4. In the event of the wind up or dissolution of the company, for reorganization or otherwise or on any distribution of capital, no sum whatsoever shall be paid nor shall any assets whatsoever be distributed among the holders of any other shares of the company until there shall have been paid to the holders of preferred shares the par value of the preferred shares held by them respectively, plus a sum equivalent to the arrears, if any, of the preferential dividends which shall have accumulated on such preferred shares to the date of distribution, whether or not declared, and whether or not there are profits available for such dividends, and the holders of the preferred shares shall be entitled to be paid all such moneys out of the assets of the company by preference over and in priority to the holders of any other shares of capital stock of the company, and the remaining assets and funds of the company shall be divided among and paid to the holders of the other shares, in accordance with their rights;

5. The said common shares without nominal or par value may be issued for such consideration as the Directors of the company may from time to time determine;

La compagnie, à l'avenir, exploitera son industrie avec un montant de pas moins de \$15,000,000.00, et

2. Pour ratifier une résolution de la dite compagnie et augmenter ses pouvoirs, de manière à comprendre les objets suivants, savoir:

"En ce qui concerne les actions entièrement acquittées et conformément à telles dispositions non incompatibles avec les dispositions de la loi des compagnies de Québec, qui pourront de temps à autre être déterminées par les administrateurs, la compagnie pourra émettre sous son sceau des certificats au porteur (Share Warrants) énonçant que le détenteur ou les détenteurs de tels certificats a ou ont droit à l'action ou aux actions y désignées, et pourra aussi pourvoir, au moyen de coupons ou autrement, au paiement des dividendes à venir, sur la ou les actions visées dans ces certificats;

Le porteur d'un certificat d'actions au porteur (Share Warrants), émis par la compagnie, sera considéré comme actionnaire de la compagnie d'une manière absolue et aura droit d'assister et de voter aux assemblées générales des actionnaires de la compagnie, pourvu que tel porteur d'un certificat au porteur (Share Warrants), ne soit pas éligible, du chef des actions y désignées, au poste d'administrateur de la compagnie."

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de décembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Les lettres patentes supplémentaires susdites sont émises conformément aux dispositions de l'article 12 de la Loi des compagnies de Québec, pour remplacer les lettres patentes supplémentaires émises à la même compagnie pour les mêmes objets, le quinzième jour de novembre 1926, qui contenaient des fautes de copie;

Les présentes lettres patentes auront le même effet que si elles eussent été émises à la date des lettres patentes supplémentaires originales ainsi remplacées, c'est-à-dire, le quinzième jour de novembre 1926.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de décembre 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

5491

The company will hereafter carry on its business with an amount of not less than \$15,000,000.00, and

2. To confirm a resolution of the said company and to extend the powers thereof to the following objects, to wit:

"With respect to any fully paid up shares and subject to such provisions, not inconsistent with the provisions of the Quebec Companies' Act, as may from time to time be fixed by the Directors, the Company may issue under its common seal Share Warrants stating that the bearer or bearers thereof is or are entitled to the share or shares therein specified and may provide, by coupons or otherwise, for the payment of the future dividends on the share or shares specified or included in such Share Warrants;

The bearer of a Share Warrant issued by the company shall be deemed to be a shareholder of the company to the full extent and shall be entitled to attend and vote at any general meetings of the shareholders of the company, provided that such bearer of a Share Warrant shall not be qualified in respect of the shares specified therein to be a director of the company."

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of December 1926.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

The above supplementary letters patent are issued in conformity with provisions of Section 12 of the Quebec Companies' Act, to replace supplementary letters patent issued to the same company for the same objects, on the fifteenth day of November, 1926, which contained clerical errors;

The present supplementary letters patent to have the same effect as if issued at the date of the original supplementary letters patent so replaced, that is to say on the fifteenth day of November, 1926.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of December, 1926.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

5492

Assurances

Avis est par le présent donné que la "Lumbermen's Insurance Company" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, le et après ce quatrième jour de décembre, 1926.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province sont: James R. Sherritt, 189 rue Saint-Jacques, Montréal.

Donné conformément à l'article 121, ch. 243 des Statuts Refondus de Québec, 1925, ce quatrième jour de décembre, 1926.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,
O.-E. SHARPE.

Branche des assurances,
Département du Trésor, Québec, Qué.
5449-50-2

Insurances

Notice is hereby given that the "Lumbermen's Insurance Company" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, on and after this Fourth day of December, 1926.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec are: James R. Sherritt, 189 Saint James Street, Montreal.

Given pursuant to article 121, ch. 243 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, this Fourth day of December, 1926.

For the treasurer of the Province of Quebec.

O. E. SHARPE,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec, P. Q.
5450-50-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "American Equitable Assurance Company of New York" l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce trentième jour de novembre 1926.

Le tout conformément à l'article 121, ch. 243 des Statuts refondus de Québec, 1925, ce trentième jour de novembre, 1926.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

O.-E. SHARPE.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec, P. Q.

5361—49-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the "American Equitable Assurance Company of New York" authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, has been extended to include Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas (subject to the limitations imposed by the company's charter), on and after this thirtieth day of November, 1926.

Given pursuant to article 121, ch. 243 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, this thirtieth day of November, 1926.

For the treasurer of the Province of Quebec.

O. E. SHARPE,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec, P. Q.

5362—49-2

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que David M. Johnson, du district de Montréal, bachelier en loi, de l'Université d'Oxford, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour la passation d'une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit aussitôt qu'il aura subi avec succès un examen oral.

Le requérant,

DAVID-M. JOHNSON.

5381—49-4

Avis est, par les présentes, donné que "The Women's Hospital of Montreal", s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour changer le nom de l'hôpital en celui de "The Woman's Hospital of Montreal", pour augmenter leurs pouvoirs, et aussi augmenter la cotisation annuelle payée par les souscripteurs à l'hôpital et pour autres fins.

Le secrétaire-trésorier,

H.-L. REDDY, M.D.

5387—49-4

Avis est, par les présentes, donné que la Cité de Saint-Hyacinthe s'adressera à la législature de Québec pour faire amender sa charte et décreter : 1o. Que les taxes spéciales imposées depuis 1919 ne sont pas et n'ont jamais été sujettes à la prescription. 2o. Que les terres en culture sont impossibles pour taxes spéciales. 3o. Que les articles 5641 S. R. P. Q. et 494 de la charte, tel qu'amendé, sont amendés concernant l'entretien des rues. 4o. Que l'article 480 de la charte, tel qu'amendé, est amendé concernant la perception des taxes. 5o. Que le conseil de la Cité est autorisé à faire un emprunt, sans referendum, pour consolider la dette flottante de l'aqueduc. 6o. Que le conseil peut collecter certaines taxes par voie de permis ou licences. 7o. Que le conseil peut imposer une taxe sur toutes les propriétés pour subvenir aux dépenses des services de police et d'incendie.

Saint-Hyacinthe, 30 novembre 1926.

Le procureur,

JOHN-G. AHERN.

5389—49-2

Notice is hereby given that David M. Johnson, of the district of Montreal, bachelor of civil law, of the University of Oxford, England, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of law immediately after having passed an oral examination.

DAVID M. JOHNSON,

Petitioner.

5382—49-4

Notice is hereby given that The Women's Hospital of Montreal will apply to the Legislature, at its next session, to change the name of the Hospital to The Woman's Hospital of Montreal, to increase their powers and also increase the annual fees paid by subscribers to the Hospital and other things.

H. L. REDDY, M.D.,

Secretary-Treasurer.

5388—49-4

Notice is hereby given that the City of Saint Hyacinthe will apply to the Quebec Legislature to have its Charter amended and have enacted that (1) all special taxes imposed since 1919 are not and have never been subject to prescription; (2) that agricultural lands are subject to special taxes; 3. that article 5641 R. S. P. Q. and Article 494 of the City Charter, as amended, are amended concerning upkeep of streets; 4. that article 480 of the City Charter, as amended, is amended concerning the collection of taxes; 5. that the council of the city is authorized to make a loan, without a referendum, to consolidate the floating debt of the aqueduct; 6. that the council may collect certain taxes through permits or licenses; 7. that the Council may impose a tax on properties to meet the expenses of the police and fire departments.

Saint Hyacinthe, November 30, 1926.

JOHN G. AHERN,

Attorney.

5390—49-2

Avis est par les présentes donné que la "National Trust Company, Limited", demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un certain acte de fiducie entre "Cha-

Notice is hereby given that National Trust Company, Limited, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act ratifying and confirming a certain Trust Agreement between Chaleurs

leurs Bay Mills, National Trust Company, Limited, International Paper Company et Canadian International Paper Company", passé le 7 octobre 1926, devant G.-C. Marler, notaire, sous le numéro 3994 des minutes de son répertoire, et le titre de la "National Trust Company, Limited", en fidéicommiss, aux limites à bois tenues sous licence de la Province de Québec, à elle transmises par le dit acte.

Montréal, le 1er décembre 1926.

NATIONAL TRUST COMPANY, LIMITED,

Par O.-B. MacCALLUM,

5391—49—4

Trust Officer.

Bay Mills, National Trust Company, Limited, International Paper Company and Canadian International Paper Company, executed on the 7th October, 1926, before G. C. Marler, Notary, under No. 3994 of his minutes, and the title of National Trust Company, Limited, in trust, to the timber limits held under license from the Province of Quebec, conveyed to it under the said Agreement.

Montreal, 1st December, 1926.

NATIONAL TRUST COMPANY, LIMITED,

Per O. B. MacCALLUM,

5392—49—4

Trust Officer.

Avis public est, par les présentes, donné que le Bureau Central des Ecoles Protestantes de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'un bill privé, pour les objets suivants: 1. Donner au Bureau le contrôle général sur les cotisations mensuelles chargées par les bureaux locaux; 2. Permettre au Bureau de charger l'intérêt sur les arrérages de paiement dus par certaines municipalités; 3. Obliger les municipalités concernées de fournir au Bureau certains renseignements sur les taxes scolaires imposées; 4. Déclarer que la section 307 de la Loi de l'Instruction Publique ne s'appliquera pas au Bureau et aux bureaux locaux; 5. Permettre de lithographier des fac-similé des signatures des officiers du Bureau sur les coupons d'obligations; 6. Autoriser des honoraires pour les membres du Bureau.

Les procureurs du Bureau Central des Ecoles Protestantes de Montréal,

CREELMAN & MACPHERSON.

5405—49—4

Public notice is hereby given that The Montreal Protestant Central School Board will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, praying that a private bill be passed for the following objects: 1. To give the Board general control over the monthly fees charged by local boards; 2. To allow the Board interest upon arrears of payments due by certain municipalities; 3. To require the municipalities concerned to furnish the Board with certain particulars of school taxes levied; 4. To make Section 307 of the Education Act inapplicable to the Board and the local boards; 5. To permit the fac simile signatures of the Board's officers being engraved on bond coupons; 6. To authorize honoraria for the members of the Board.

CREELMAN & MACPHERSON,

Solicitors for The Montreal Protestant Central School Board.

5406—49—4

Avis public est par les présentes donné que William Campbell James Meredith, de la cité et du district de Montréal, étudiant en droit, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après avoir passé les examens réguliers pour l'admission à la pratique du droit et pour autres fins.

Montréal, le 1er décembre 1926.

Les procureurs du requérant,

MEREDITH, HOLDEN, HEWARD & HOLDEN.

5407—49—4

Public notice is hereby given that William Campbell James Meredith, will apply to the Legislature of Quebec, at its coming session for the passing of an act authorizing the Bar of the Province of Quebec to admit him amongst its members, after he has passed the regular examinations for admission to practice law and for other purposes.

Montreal, December 1st, 1926.

MEREDITH, HOLDEN, HEWARD &

HOLDEN,

Attorneys for Applicant.

5408—49—4

Avis est par les présentes donné qu'une pétition introductive d'un bill privé, signée par les propriétaires du territoire ci-après décrit, et dont l'objet est de faire incorporer en corporation de ville un territoire dans le canton de Wentworth, dans le comté d'Argenteuil, tel que ci-après décrit, savoir:—

"Le dit territoire se composant des lots cadastrés numéros neuf, dix, onze A, onze B, douze A et douze B, dans le dixième rang, et de la moitié sud des lots numéros neuf, dix, onze et douze du onzième rang des lots du Canton de Wentworth, dans le comté d'Argenteuil, dans la province de Québec; le tout formant un carré rectangulaire ainsi que décrit au plan annexé à la pétition et au Bill, les limites en étant marquées en rouge, et borné comme suit: Au nord par une ligne parallèle et trois mille pieds, plus ou moins, au nord de la ligne de division des rangs dix et onze; à l'est par la ligne de division des lots huit et neuf, dans les rangs dix et onze, au sud par la ligne divisant les rangs dix et neuf, et à l'ouest par la ligne

Notice is hereby given that an introductory petition of a private bills signed by the proprietors of the territory hereinafter described, and the object of which is to have incorporated into a town corporation a territory in the township of Wentworth, in the county of Argenteuil, such as hereinafter described, to wit:—

The said territory being composed of the cadastral lots numbers nine, ten, eleven-A, eleven-B, twelve-A and twelve-B, in the tenth range, and the south half of lots numbers nine, ten, eleven and twelve of the eleventh range of the lots of the township of Wentworth, in the county of Argenteuil, in the Province of Quebec; the whole forming a rectangular square such as described on the plan annexed to the petition and the bill, the boundaries thereof being marked in red, and bounded as follows: To the north by a parallel line and three thousand feet, more or less, to the north of the division line of ranges ten and eleven; to the east by the division line of lots eight and nine in ranges ten and eleven, to the south by the

divisant les lots douze et treize, dans les rangs dix et onze, sera présentée à la prochaine session de la Législature.

Les procureurs et agents des Pétitionnaires,
BROSSEAU & BROSSEAU.
5409-50-4

SEMINARE DE VALLEYFIELD.

Avis est par les présentes donné que le Séminaire de Valleyfield demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, d'amender la charte constitutive de cette corporation, 60 Victoria, chapitre 89, et 15 George V, chapitre 121, afin de préciser davantage les droits qu'elle possède, obtenir de plus amples pouvoirs, spécialement les suivants: adopter tous règlements nécessaires ou utiles à ses fins, emprunter les sommes nécessaires à la corporation, consentir ces emprunts au moyen d'émission d'obligations avec hypothèque sur les biens meubles et immeubles, présents et futurs, de la corporation, et le droit de consentir cette hypothèque en faveur de fidéicommissaire représentant les obligataires, et ce au moyen d'un acte de fidéicommissaire, et pour autres fins.

Les procureurs du requérant,
PERRAULT & RAYMOND.
Montréal, 1er décembre 1926. 5415-49-4

Avis est par les présentes donné que les légataires universels et les exécuteurs testamentaires de la succession de l'Honorable J.-Octave Villeneuve s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi prolongeant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires et pour autres fins.

Montréal, le 17 novembre 1926.
Les avocats des requérants,
5199-48-4 CORMIER & FORGET,

Avis est, par les présentes, donné que Michael Rafolovitch, marchand, de la cité de Montréal, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur de son enfant mineur, Joshua Lionel Rafolovitch, Moses Jacob Rafolovitch, docteur en médecine, Joseph Samuel Rafolovitch, étudiant en médecine, et David Rafolovitch, étudiant en médecine, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi leur permettant de changer leur nom de famille "Rafolovitch", en celui de "Raff".

Montréal, le 18 novembre 1926.
Les procureurs des Demandeurs,
5201-48-4 ROBINSON & SHAPIRO.

Avis est, par les présentes, donné que les sous-signés, Lavery et Demers, avocats, des cité et district de Montréal, par une résolution en date du 2 novembre 1926, passée par le conseil municipal de la corporation de la Ville de Sainte-Agathe-des-Monts, ont été autorisés à présenter à la législature de Québec, siégeant pendant la prochaine session, une requête dans le but de faire passer un bill pour amender la charte de la corporation de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, dans le but de fixer la date des élections le deuxième samedi d'octobre de chaque année, au lieu du quatrième samedi de mai, et aussi pour que le maire et les échevins, dont le terme finissait en mai 1927 soit continué dans l'exercice de leur charge jusqu'en octobre 1927, et aussi pour changer les limites des quartiers de la ville, dans le but de rendre le nombre des électeurs plus proportionné pour chaque quartier, et aussi pour changer les conditions nécessaires à un citoyen pour être éli-

division line of ranges ten and nine, and to the west by the line separating lots twelve and thirteen, in ranges ten and eleven, will be presented at the next session of the Legislature.

BROSSEAU & BROSSEAU,
Attorneys and agents for the petitioners.
5410-50-4

SEMINARY OF VALLEYFIELD.

Notice is hereby given that the Seminary of Valleyfield will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, to amend its act of incorporation 60 Victoria, chapter 89, and 15 George V, chapter 121, so as to more precisely state the rights it holds, obtain more ample powers, particularly the following: to adopt any by-laws necessary or useful for its purposes, borrow the sums necessary for the corporation, execute such loans by the issue of bonds with hypothec on the moveable and immoveable property, present and future, of the corporation, and the right to execute said hypothec in favor of a trustee representing the bondholders, and such by means of a deed of trust, and for other purposes.

PERRAULT & RAYMOND,
Attorneys for Applicant.
Montreal, December 1, 1926. 5416-49-4

Notice is hereby given that the universal legatees and the testamentary executors of the Estate of the Honourable J. Octave Villeneuve will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act extending the powers of the testamentary executors and for other purposes.

Montreal, November 17, 1926.
CORMIER & FORGET,
5200-48-4 Attorneys for Applicants.

Notice is hereby given that Michael Rafolovitch, merchant, of the City of Montreal, as well personally as in his quality of tutor to his minor child, Joshua Lionel Rafolovitch, Moses Jacob Rafolovitch, Doctor of Medicine, Joseph Samuel Rafolovitch, Student of Medicine, and David Rafolovitch, Student of Medicine, all of the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an act to change their family name from "Rafolovitch" to "Raff".

Montreal, November, 18th, 1926.
ROBINSON & SHAPIRO,
5202-48-4 Attorneys for Petitioners.

Notice is, hereby, given that the undersigned Lavery and Demers, advocates, of the city and district of Montreal, by resolution dated the 2nd of November, 1926, voted by the municipal council of the Corporation of the Town of Sainte Agathe des Monts, have been authorized to present to the Quebec Legislature, sitting during the next session, a petition to have a bill passed to amend the charter of the Corporation of the Town of Sainte Agathe des Monts, in order to fix as the date of elections the second Saturday of October of each year instead of the fourth Saturday of May, and also that the mayor's and aldermen's term of office which is to terminate during the month of May, 1927, be extended until October, 1927, and also to change the limits of the wards of the Town of Sainte Agathe des Monts, in order to have a more proportionate number of electors in each ward, and also to change the conditions, which are required from

gible sur la liste des électeurs, en enlevant l'obligation de payer les taxes pour avoir le droit de vote, et enfin, pour que la liste des électeurs soit faite du premier au 15 juillet de chaque année, au lieu d'avant le premier avril de chaque année.

Sainte-Agathe-des-Monts, le 15 novembre 1926.

Les procureurs de la Corporation de la
ville de Sainte-Agathe-des-Monts,
LAVERY & DEMERS.

15, Saint-Jacques, Montréal. 5203-48-4

any citizen, to be placed on the list of electors, and more specially by relieving the said citizen from the obligation to pay the taxes, in order to obtain the right to vote, and lastly, so that the list of the electors be prepared from the first to the fifteenth of July of each year instead of before the first of April of each year.

Sainte Agathe des Monts, 15th November, 1926.

LAVERY & DEMERS,
Attorneys for the Corporation of the
Town of Sainte Agathe des Monts.
15, Saint Jacques, Montreal. 5204-48-4

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

Avis est par les résentes donné que la Compagnie "Quebec Central Railway" s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi permettant l'augmentation de son capital-actions.

Montréal, le 23 novembre 1926.

Le secrétaire,
5223-48-4 H. C. OSWALD.

Avis est par les présentes donné que les Révérendes Dames Marie-Zénaide Demers, dite Marie de la Présentation, Supérieure; Marie E. Fabiola Jacques, dite Sœur St-Wilfrid, Assistante; M.-B.-Bernadette Desjardins, dite Marie de la Paix, Econome, et Cora Desrochers, dite Ste-Albina, Secrétaire, toutes quatre des Sœurs de la Charité de Québec, demeurant actuellement à Plessisville, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Hôpital du Sacré-Cœur de Plessisville", définissant ses fins, et lui accordant tous les pouvoirs et droits habituellement accordés à ces corporations.

Québec, 23 novembre 1926.

Pour les pétitionnaires.
5227-48-4 JOS. SIROIS, N. P.

Avis est par les présentes donné que les Révérendes Dames Marie-Louise Cantin, en religion Mère Marie de l'Incarnation, Supérieure, Amarilda Gagnon, en religion Mère de Saint-Albert, Assistante, et Josephite Belleau, en religion Mère de St-Norbert, Discrète, toutes trois des Religieuses Hospitalières de St-Augustin, et résidant actuellement en la paroisse de Gaspé, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Hôtel-Dieu de Gaspé", définissant ses fins, et lui accordant les pouvoirs et droits habituellement accordés à ces corporations.

Québec, 23 novembre 1926.

Pour les pétitionnaires,
5220-48-4 JOS. SIROIS, N. P.

Avis est par les présentes donné que les Sœurs de la Charité de Québec, corporation constituée par 16 Victoria, chapitre 264, amendée par 25 Victoria, chapitre 90, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi amendant la loi ci-dessus mentionnée et ses amendements, de façon à mieux définir les fins de la corporation, à établir ses pouvoirs d'acquisition et d'emprunt, et à lui donner tous les pouvoirs nécessaires pour remplir ses fins.

Québec, 23 novembre 1926.

Pour les pétitionnaires,
5231-48-4 JOS. SIROIS, N. P.

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

Notice is hereby given that the Quebec Central Railway Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act to authorize the said Company to increase its Capital Stock.

Montreal, November 23rd, 1926.

H. C. OSWALD,
5224-48-4 Secretary.

Notice is hereby given that the Révérendes Dames Marie-Zénaide Demers, dite Marie de la Présentation, Supérieure; Marie E. Fabiola Jacques, dite Sœur St. Wilfrid, Assistante; M.-B.-Bernadette Desjardins, dite Marie de la Paix, Econome, et Cora Desrochers, dite Ste-Albina, Secrétaire, all four of Les Sœurs de la Charité de Québec, actually residing at Plessisville, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain a law constituting them in corporation under the name of "L'Hôpital du Sacré-Cœur de Plessisville", defining its ends, and granting it all the powers and rights usually granted to such corporation.

Quebec, November 23rd, 1926.

For the petitioners.
5228-48-4 JOS. SIROIS, N. P.

Notice is presently given that the Révérendes Dames Marie-Louise Cantin, in religion Mère Marie de l'Incarnation, Supérieure, Amarilda Gagnon, in religion Mère de Saint-Albert, Assistante, and Josephite Belleau, in religion Mère de St-Norbert, Discrète, all three Religieuses Hospitalières de St-Augustin, actually residing in the parish of Gaspé, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain a law incorporating them under the name of "L'Hôtel-Dieu de Gaspé", defining its ends, and granting it the powers and rights usually granted to such corporations.

Quebec, November 23rd, 1926.

For the petitioners,
5230-48-4 JOS. SIROIS, N. P.

Notice is hereby given that Les Sœurs de la Charité de Québec, constituted by 16 Victoria, chapter 264, amended by 25 Victoria, chapter 90, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain a law amending the above mentioned law and amendments, to better define its ends, to establish its powers of acquiring and borrowing, and to grant it all the necessary powers to better reach its ends.

Quebec, November 23rd, 1926.

For the petitioners,
5232-48-4 JOS. SIROIS, N. P.

Avis public est par les présentes donné que la Commission des Champs de Bataille Nationaux, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, lors de la présentation du Bill de la cité de Québec pour amendements à sa charte, l'insertion, dans la dite charte de la cité de Québec, de clauses pour:

a. Abroger le règlement No 45 de la ci-devant ville de Montcalm et cette partie des règlements Nos 24-N et 24-T de la cité de Québec, concernant la construction sur l'Avenue des Braves et sur les terrains adjacents aux Champs de Bataille Nationaux, la section 15 de la loi 7 George V, ch. 59 et la section 8 de la loi 13 George V, ch. 90 et leur substituer certaines dispositions à l'effet:

b. De défendre l'érection de toutes constructions sur l'étendue d'une zone de cent pieds de largeur bordant les avenues, allées et terrains qui font ou doivent faire partie des Champs de Bataille Nationaux, (sauf pour les terrains formant partie de la ci-devant Ferme du Séminaire, du côté nord de l'Avenue de Bernières), à moins qu'il ne s'agisse de maisons exclusivement d'habitation, d'une valeur d'au moins \$9,000, isolées, construites pour un seul logement, dont les œuvres extérieures soient à une distance d'au moins 20 pieds de la propriété de la Commission des Champs de Bataille Nationaux et à au moins 6 pieds des lignes latérales des terrains sur lesquels elles seront construites et des dépendances jugées utiles, dont les plans et devis, quant à leur apparence extérieure et à leur site, auront été, au préalable, approuvés par la Commission des Champs de Bataille Nationaux;

c. De définir les lignes latérales des terrains en bordure de la propriété de la Commission des Champs de Bataille Nationaux;

d. D'autoriser la Cour Supérieure du district de Québec, à la demande de la Commission des Champs de Bataille Nationaux, à ordonner la démolition, aux frais des propriétaires des terrains, des constructions faites en contravention aux dispositions ci-dessus ou sans l'approbation au préalable de la Commission des Champs de Bataille Nationaux.

Avis est également donné, qu'à défaut par la cité de Québec de présenter à la Législature un projet de loi pour amender sa charte, la Commission des Champs de Bataille Nationaux présentera elle-même un bill pour toutes les fins ci-dessus mentionnées.

Québec, 24 novembre 1926.

Le procureur de la Commission des
Champs de Bataille Nationaux,
5305—48-4 JEAN GARNEAU.

Avis est, par les présentes, donné qu'Armand Zappa, étudiant en notariat, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour la passation d'une loi régularisant sa cléricature, plus spécialement antedatant son brevet de cléricature.

Les avocats du requérant.

BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER.
Montréal, 15 novembre 1926. 5693—47-4

Avis est par les présentes donné que Albert Couturier, de La Malbaie, présentera à la prochaine session de la Législature de Québec, une loi privée autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à le considérer comme élève de troisième année de médecine, pourvu qu'il passe tous les examens requis devant le bureau.

5131—47-4 ALBERT COUTURIER.

Public notice is hereby given that the National Battlefields Commission, will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, at the time of the presentation of the Bill of the city of Quebec for amendments to its charter, the insertion in the said charter of the city of Quebec, of clauses:

a. To repeal by-law No. 45 of the heretofore town of Montcalm and that part of by-laws Nos. 24-N and 24-T of the city of Quebec, respecting the construction on Avenue des Braves and on the lands adjacent to the National Battlefields, section 15 of the Act 7 George V, chapter 59 and section 8 of the Act 13 George V, chapter 90, and substitute certain provisions therefor:

b. To prohibit the erection of any buildings extending over a zone of one hundred feet in width bordering the avenues and paths and lands which form or may form part of the National Battlefields (except on the lands forming part of the heretofore Seminary Farm, on the north side of Avenue de Bernières), unless as regards dwelling houses exclusively of the value of at least \$9,000, separate and self contained, whose exterior projections shall be at a distance of at least 20 feet from the property of the National Battlefields Commission and of at least 6 feet from the lateral lines of the lands upon which they shall be constructed and from the dependencies deemed useful, the plans and specifications of which as to their exterior appearance and site shall have been first approved by the National Battlefields Commission;

c. To define the lateral lines of the lands bordering on the property of the National Battlefields Commission;

d. To authorize the Superior Court of the district of Quebec, at the request of the National Battlefields Commission, to order the demolition, at the expense of the proprietors of the lands, of buildings made in contravention to the hereabove provisions or without the previous approval of the National Battlefields Commission.

Notice is also given that, failing the city of Quebec to present to the Legislature a draft of bill to amend its charter, the National Battlefields Commission will itself present a bill for all the hereabove mentioned purposes.

Quebec, November 24, 1926.

JEAN GARNEAU,
Attorney for the National Battle-
5306—48-4 fields Commission.

Notice is hereby given that Armand Zappa, student in law, of the city and district of Montreal, will make application to the Legislature of the province of Quebec, at his next session, for the passing of an act to regularize the indenture of his student ship, and specially to antedate his articles of indenture.

BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER
Attorneys for applicant.

Montreal, November 15, 1926. 5094—47-4

Notice is hereby given that Albert Couturier, of La Malbaie, will present at the next session of the Legislature of Quebec, a private bill authorizing the College of Physician and Surgeons of the Province of Quebec to consider him as a third year medical student, provided he passes all the examinations required before the board.

5132—47-4 ALBERT COUTURIER.

Avis public est, par les présentes, donné que Victor M. Lynch-Staunton, de la cité de Hamilton, Ontario, bachelier en loi de l'université de Montréal, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre à la pratique du droit, aussitôt après la sanction de ladite loi.

Le requérant,

V. LYNCH-STAUTON.

Montréal, le 16 novembre 1926. 5095—47-4

Public notice is hereby given that Victor M. Lynch-Staunton, of the city of Hamilton, Ontario, bachelor of law from the University of Montreal, will apply to the Legislature, at its next session, for the passing of a bill to authorize the Bar of the province of Quebec to admit him to the practice of law, as soon as such private bill is sanctioned.

V. LYNCH-STAUTON,

Applicant.

Nontreal, November 16, 1926. 5096—47-4

Avis est par les présentes donné que "Les Frères Mineurs Capucins de Québec" s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à leur acte d'incorporation 3 Edouard VII, chapitre 126, concernant leurs pouvoirs et en particulier leur pouvoir d'emprunt, et pour d'autres fins.

LES FRERES MINEURS CAPUCINS

DE QUEBEC.

Québec, 17 novembre 1926. 5133—47-4

Notice is hereby given that "Les Frères Mineurs Capucins de Quebec" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for certain amendments to their Act of incorporation 3 Edward VII, chap. 126, respecting their powers, and particularly their borrowing power, and for other purposes.

LES FRERES MINEURS CAPUCINS

DE QUEBEC.

Quebec, November 17, 1926. 5134—47-4

Avis est par les présentes donné que Salomon Wevrick, de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour être relevé d'une irrégularité concernant son admission à l'étude du droit.

Le requérant,

5135—47-4 SALOMON WEVRICK.

Notice is hereby given that Solomon Wevrick, of Montreal, will petition the Quebec Legislature at its coming session to be relieved from an irregularity in his admission to study law.

SOLOMON WEVRICK,

Petitioner.

5136—47-4

Département des affaires municipales

Department of Municipal Affairs

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, le 3 décembre 1926.

Quebec, December 3, 1926.

Présent: le lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: the Lieutenant-Governor in Council.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du canton Delisle, dans le comté de Chicoutimi, le quatrième jour d'octobre 1926, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Whereas by resolution passed by the municipal council of the township of Delisle, in the county of Chicoutimi, on the fourth day of October, 1926, it hath been shewn to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality, and whereas all the formalities required by law have been observed;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du canton Delisle, dans le comté de Chicoutimi, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the township of Delisle, in the county of Chicoutimi, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

Le greffier du Conseil Exécutif,

A. MORISSET.

A. MORISSET,

Clerk Executive Council.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

Le sous-ministre des Affaires Municipales,

OSCAR MORIN.

OSCAR MORIN,

Deputy Minister of Municipal Affairs.

Québec, le 3 décembre 1926. 5451

Quebec, December 3, 1926. 5452

Département de l'Instruction Publique

Department of Public Instruction

No 2015-26

Québec, 6 décembre 1926.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par un arrêté ministériel en date du 3 décembre courant, (1926), de changer le nom de la municipalité scolaire de "Lalement", dans le comté de Témiscamingue, en celui de "Guérin".

5483

No 201-26

Québec, 6 décembre 1926.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par un arrêté ministériel en date du 3 décembre courant, (1926), de détacher de la municipalité scolaire de Killarney, dans le comté de Hull, les lots numéros 28 à 31 inclusivement du 2e rang du canton de Low et de les annexer à la municipalité scolaire de Low, même comté.

5485

No. 2015-26

Quebec, 6th. December, 1926.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by an Order-in-Council dated the 3rd. of December 1926, to change the name of the school municipality of "Lalement", in the county of Temiskaming, to that of "Guérin".

5484

No. 201-26

Quebec, December 6, 1926.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 3rd of December, 1926, to detach from the school municipality of Killarney, in the county of Hull, the lots Nos. 28 to 31 inclusively of range 2 of the township of Low, and to annex them to the school municipality of Low, same county.

5486

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, District de Montréal, No 9963. Cour Supérieure. Dame Augusta Brody, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de William Rothman, du même lieu, demanderesse; vs William Rothman, de la ville et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, en cette cause.

Le procureur de la demanderesse,

I. POPLIGER.

Montréal, 2ème jour de décembre 1926.

5453—50-4

Province of Quebec, district of Montreal, No. 9963. Superior Court. Dame Augusta Brody, of the city and district of Montreal, wife common as to property with William Rothman, of the same place, plaintiff; vs William Rothman, of the city and district of Montreal, merchant, defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this cause.

I. POPLIGER,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 2nd December 1926. 5454—50-4

Province de Québec, district d'Abitibi. No 1258. Cour Supérieure. Dame Philomène Vézina, épouse légalement commune en biens de Gilbert Vigneault, marchand, de Makamik, district d'Abitibi, dûment autorisée par la Cour aux fins des présentes. demanderesse; vs Le dit Gilbert Vigneault, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20 novembre 1926.

Le procureur de la demanderesse,

JOS. DUGUAY.

Amos, le 1er décembre 1926. 5455—50-4

Province of Quebec, district of Abitibi, No. 1258. Supérieur Court. Dame Philomène Vézina, of Makamik, district of Abitibi, wife legally common as to property of Gilbert Vigneault, merchant, of Makamik, duly authorized by the Court to the presents, plaintiff; vs said Gilbert Vigneault, defendant.

A suit for separation of property has been brought in that case on the twenty of November 1926.

JOS. DUGUAY,

Attorney for plaintiff.

Amos, December 1st, 1926. 5456—50-4

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 10990.

Dame Dora Gallay, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Sam Gershovitch, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Sam Gershovitch, marchand, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 2 décembre 1926.

Le procureur de la demanderesse,

M. GARBER.

5465—50-4

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 10990.

Dame Dora Gallay, of the city and district of Montreal, wife common as to property with Sam Gershovitch, merchant, of the same place, hereto duly authorized by a judgment of the Superior Court, plaintiff; vs Sam Gershovitch, of the same place, merchant, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 2nd of December, 1926.

M. GARBER,

Attorney for plaintiff.

5466—50-4

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 10852.

Dame Emilia Rhéaume, épouse séparée de biens de Antoine-Gustave Renaud, commis-voyageur, de la cité et du district de Montréal,

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1852.

Dame Emilia Rhéaume, wife common as to property of Antoine Gustave Renaud, traveller, of the city and district of Montreal, Plaintiff;

demanderesse; vs Antoine-Gustave Renaud, commis-voyageur, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 17ième jour de novembre 1926.

Montréal, 27 novembre 1926.

Le procureur de la demanderesse,
5363—49-4 ADOLPHE GARDNER.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 8952.

Dame Clara Rivet, épouse commune en biens de Pierre Masse, tous deux des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

Montréal, 25 novembre 1926.

Les procureurs de la demanderesse,
5365—49-4 FONTAINE & DESJARLAIS.

Canada, province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure, No 7893. Dame Maria Proteau, épouse commune en biens de David Perreault, et dûment autorisée aux fins des présentes par jugement de l'Honorable Juge A. A. Bruneau, en date du 17 novembre 1926, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs David Perreault, ex-pilote, et maintenant agent, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 18 novembre 1926.

Montréal, le 18 novembre 1926.

Les procureurs de la demanderesse,
5197—48-4 PHANEUF & POUPART.

Province de Québec, district de Chicoutimi. Cour Supérieure, No 873. Dame Mathilda Bouchard, épouse de Uldéus alias Leude Laforge, ouvrier, de Jonquières, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Uldéus alias Leude Laforge, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dix-neuvième jour de novembre mil neuf cent vingt-six.

Chicoutimi, le 19 novembre 1926.

Le procureur de la demanderesse,
5205—48-4 GEO. LAROUCHE.

Province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure, No 7788. Dame Sarah Trachtenberg, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Isaac Frieman, du même lieu, demanderesse; vs Isaac Frieman, de la ville et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Montréal, 15 novembre 1926.

Le procureur de la demanderesse,
5221—48-4 I. POPLIGER.

Canada, province de Québec, district de Rimouski. Cour Supérieure, No 605. Dame Béatrice Bélisle, épouse de Louis Victorien Dupéré, gérant, de l'endroit appelé Luceville, district de Rimouski, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Louis Victorien Dupéré, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 23 novembre 1926.

Rimouski, 24 novembre 1926.

Les procureurs de la demanderesse,
5303—48-4 CASGRAIN & CARON.

vs Antoine Gustave Renaud, traveller, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 17th day of November 1926.

Montreal, 27th of November 1926.

ADOLPHE GARDNER,
5364—49-4 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 8952.

Dame Clara Rivet, wife common as to property of Pierre Masse, both of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, has instituted, today, an action in separation as to property against her said husband.

Montreal, November 25, 1926.

FONTAINE & DESJARLAIS,
5366—49-4 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. 7893. Dame Maria Proteau, wife common as to property of David Perreault, and duly authorized to these present

by judgment of Honorable judge A. A. Bruneau, dated November 17th, 1926, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs David Perreault, ex-pilot and now agent, of the city and district of Montreal, defendant.

An action of separation as to property has been instituted in this case on the 18th. of November 1926.

Montreal, November 18th, 1926.

PHANEUF ET POUPART,
5198—48-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court, No. 873. Dame Mathilda Bouchard, wife of Uldéus alias Leude Laforge, laborer, of Jonquières, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Uldéus alias Leude Laforge, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the nineteenth day of November, nineteen hundred and twenty-six.

Chicoutimi, 19th. November, 1926.

GEO. LAROUCHE,
5206—48-4 Attorney for the plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. 7788. Dame Sarah Trachtenberg, of the City and District of Montreal, wife common as to property with Isaac Frieman, of the same place, Plaintiff; vs Isaac Frieman, of the City and District of Montreal, merchant, Defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this cause.

Montreal, 15th November, 1926.

I. POPLIGER,
5222—48-4 Attorney for Plaintiff.

Canada, province of Quebec, district of Rimouski. Superior Court, No. 605. Dame Béatrice Bélisle, wife of Louis Victorien Dupéré, manager, of the place called Luceville, district of Rimouski, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Louis Victorien Dupéré, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 23rd. of November, 1926.

Rimouski, 24th. November, 1926.

CASGRAIN & CARON,
5304—48-4 Attorneys for the plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal.
Cour Supérieure, No 8913. Dame Malvina Mag-
nán, épouse de Joseph Théophane Gervais, bou-
langer, de la cité de Montréal, dans le district de
Montréal, demanderesse; vs le dit Joseph Thé-
ophane Gervais, défendeur.

Une action en séparation de biens a été insti-
tuée en cette cause le 24e jour de novembre 1926.

Montréal, 24 novembre 1926.

Les procureurs de la demanderesse,
PATENAUE, MONETTE,
5309—48-4 FILION & BOYER.

Province de Québec, district de Saint-Fran-
çois, dans la cour supérieure, No 595. Dame
Léontine Boisvert, de Danville, district de Saint-
François, épouse commune en biens de Armand
Dion, mécanicien, du même lieu, dûment auto-
risée à ester en justice, demanderesse; vs ledit
Armand Dion, du même lieu, demandeur.

Une action en séparation de biens a été insti-
tuée en cette cause le 10ème jour du mois de
novembre, 1926.

Sherbrooke, 10 novembre, 1926.

Le procureur de la demanderesse,
5069—47-4 J.-JACQUES BROSSEAU.

Province de Québec, district de Montréal.
No 10671. Cour supérieure.

Agnès Rachel Gordon, de la cité de West-
mount, dans le district de Montréal, épouse com-
mune en biens sans contrat de mariage de Joseph
Atter, commerçant, des mêmes lieux, et dûment
autorisée à ester en justice, demanderesse; vs
ledit Joseph Atter, défendeur.

Une action en séparation de biens a été insti-
tuée en cette cause le 15 octobre 1926.

Les procureurs de la demanderesse,
ARCHAMBAULT & GUIMOND.
Montréal, 17 novembre 1926. 5121—47-2

Cour supérieure, No 11875. District de Mont-
réal.

Dame Clara Feldstein, de Montréal, dûment
autorisée aux fins des présentes, épouse de Marcus
Stein, de Montréal, a institué une action en
séparation de biens contre son mari, Marcus
Stein, le seizième jour de novembre 1926.

Le procureur de la demanderesse,
5123—47-4 DAVID M. NOTKIN.

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Montréal,
Cour supérieure. No 8802. Crescenzo Marratta,
de la cité et du district de Montréal, aiguilleur,
demandeur; vs Dame Carmela Martinelli,
épouse commune en biens de Crescenzo Marratta,
de la dite cité et du dit district de Montréal,
défenderesse.

Une action en séparation de corps et de biens
a été instituée ce jour contre de la défenderesse.

Montréal, le 4 novembre, 1926.

Les procureurs du demandeur,
5071—47-4 LIGHTHALL & LIGHTHALL.

Province of Quebec, district of Montreal.
Superior Court, No. 8913. Dame Malvina Ma-
gnán, wife of Joseph Théophane Gervais, baker,
of the city of Montreal, in the district of Montreal,
Plaintiff; vs the said Joseph Théophane Gervais,
defendant.

An action in separation as to property has been
instituted in this cause the 24th day of November,
1926.

Montreal, November 24, 1926.

PATENAUE, MONETTE,
FILION & BOYER,
5310—48-4 Attorneys for the plaintiff.

Province of Quebec, district of Saint Francis
in the Superior Court, No. 595. Dame Léontine
Boisvert, of Danville, district of Saint Francis,
wife common as to property of Armand Dion,
mechanic, of the same place, and duly authorized
to appear in judicial proceedings, plaintiff; vs.
the said Armand Dion, of the same place, defend-
ant.

An action in separation as to property has
been instituted in this cause on the 10th day of
the month of November, 1926.

Sherbrooke, 10th November, 1926.

J. JACQUES BROSSEAU,
5070—47-4 Attorney for the Plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal.
No. 10671. Superior Court.

Agnes Rachel Gordon, of the city of West-
mount, district of Montreal, wife common as to
property without marriage contract of Joseph
Atter, trader, of the same place, and duly autho-
rized to ester in justice, Plaintiff; vs the said
Joseph Atter, Defendant.

An action for separation as to property has
been instituted in this case, on the 15th day of
October, 1926.

ARCHAMBAULT & GUIMOND,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, November 17, 1926. 5122—47-2

Superior Court, No. 11875. District of Mont-
real.

Dame Clara Feldstein, of Montreal, duly
authorized for these presents, wife of Marcus
Stein, of Montreal, has made a demand for sepa-
ration as to property from her husband, Marcus
Stein, on the 16th day of November, 1926.

DAVID M. NOTKIN,
5124—47-4 Attorney for Plaintiff.

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Montreal,
Superior Court, No. 8802. Crescenzo Marratta,
of the city and district of Montreal, Switchman,
plaintiff; vs Dame Carmela Martinelli, wife
common as to property of Crescenzo Marratta,
of the said city and district of Montreal, defend-
ant.

An action in separation as to bed and board
and property has been taken this day against
the defendant.

Montreal, November 4th, 1926.

LIGHTHALL & LIGHTHALL,
5072—47-4 Attorneys for plaintiff.

Assemblée

Meeting

Avis est par la présente donné qu'une assemblée générale spéciale des membres de la Nationale, Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, aura lieu à son bureau principal, à Montréal, No 97 rue Saint-Jacques, le 27ième jour de décembre prochain, à 10.30 hrs de l'avant-midi.

A cette assemblée sera soumis à l'approbation des membres de la compagnie, un règlement adopté par le bureau de direction, autorisant la "Nationale" Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Montréal, à demander en son propre nom, par l'entremise de ses officiers autorisés, sa conversion en une compagnie à fonds social sous le nom de La Nationale, Compagnie d'Assurance contre le feu, au capital de \$500,000. et ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Saint-Hyacinthe. A cette assemblée, il sera procédé, s'il y a lieu, à l'ouverture des livres de souscription au capital-actions projeté pour permettre aux membres actuels de La Nationale, Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, d'exercer le privilège de priorité, que leur accorde la loi, de souscrire des actions de ce nouveau capital.

Montréal, le 22 novembre 1926.

Le secrétaire-trésorier,
5239-48-4 T.-A. ST-GERMAIN.

Notice is hereby given that a special general meeting of the members of The National Mutual Fire Insurance Company, will be held at its head-office in Montreal, No. 97 Saint James street, on the 27th day of December next, at 10.30 o'clock in the forenoon.

At such meeting a by-law adopted by the Board of Directors will be submitted for the approval of the members of the company, authorizing The National Mutual Fire Insurance Company to have its head-office in the city of Montreal, to apply in its own name through its authorized officers for its conversion into a joint stock company under the name of The National Fire Insurance Company, with a capital of \$500,000.00, and having its head-office in the city of Saint Hyacinthe. At said meeting, if need be, the projected capital stock subscription books will be opened to permit the actual members of The National Mutual Fire Insurance Company to exercise the privilege of priority granted them by law to subscribe for shares of the new capital.

Montreal, November 22, 1926.

T. A. ST. GERMAIN,
5240-48-4 Secretary-treasurer.

Avis divers

Miscellaneous Notices

PROVINCE DE QUÉBEC

JOHN FENDERSON & Co., INCORPORATED
SAYABEC, COMTE DE MATAPEDIA.

Avis est donné au public, conformément à l'article 7 de la Loi du régime des eaux courantes, que la Compagnie John Fenderson & Co., Incorporated, du village de Sayabec, Co. Matapédia, se propose de demander l'acceptation de piliers, murs de revêtement et glissoirs construits dans la rivière Otis, sur les lots 31 et 32 des rangs 3, 4 et 5 du cadastre officiel du canton Nemtaye, Co. Matane.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement des dites constructions, et les terrains qui sont affectés, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du canton Nemtaye, à Amqui, Co. Matapédia, P. Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec.

JOHN FENDERSON & Co., INCORPORATED,
Par: ZACHEE LANGLAIS,
Ingénieur-Civil.

Certifié vraie copie.

ZACHEE LANGLAIS,
Ingénieur-Civil.

5473

PROVINCE OF QUEBEC

JOHN FENDERSON & Co., INCORPORATED
SAYABEC, COUNTY OF MATAPEDIA.

Public notice is given, pursuant to article 7 of the Water-Course Act, that the company John Fenderson & Co., Incorporated, of the village of Sayabec, County of Matapedia, intends to apply for the acceptance of piers, embankments and slides constructed on the river Otis, on lots 31 and 32 of ranges 3, 4 and 5 of the official cadastre of the township Nemtaye, County of Matane.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the site of such works, and the lands affected, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of the registration division of the township Nemtaye, at Amqui, Co. Matapédia, P. Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

JOHN FENDERSON & Co., INCORPORATED,
Per: ZACHEE LANGLAIS,
Civil Engineer.

Certified true copy.

ZACHEE LANGLAIS,
Civil Engineer.

5474

Avis est donné au public, conformément à l'article 35 de la loi du régime des Eaux Courantes, que Price Brothers & Company, Limited, de la cité de Québec, dans le comté de Québec, se

Public notice is hereby given, in accordance with Section 35 of the Water-Course Act, that Price Brothers & Company, Limited, of the city of Quebec, in the county of Quebec,

proposent de faire approuver un barrage pour faciliter le flottage du bois sur la Petite Rivière Towagadi, tributaire de la Rivière Matane.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Matane No 2.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec.

Québec, ce sixième jour de mois de décembre 1926.

PRICE BROTHERS & COMPANY, LIMITED.
5495

intend to have approved a dam to facilitate the floating of logs on the Petite Rivière Towagadi, a tributary of the River Matane.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications showing the nature of the work and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration division of Matane No. 2.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

PRICE BROTHERS & COMPANY, LIMITED.

Quebec, this sixth day of December, 1926.
5496

STATUTS REFONDUS DE QUEBEC, 1909. CHAPITRE 68, FORMULE A (Article 7295a).

Avis est donné par les présentes, conformément à l'article 7295a, des Statuts refondus 1909, que la Canadian International Paper Company, de la cité de Trois-Rivières, comté de St-Maurice, province de Québec, se propose de demander l'autorisation de faire construire un barrage en bois pour faciliter le flottage des billots sur le ruisseau Pelletier dans le canton Boischatel, comté de Témiskamingue, Province de Québec.

Avis est aussi donné qu'une pétition à cet effet accompagnée par les plans et spécifications de tel travail indiquant le site choisi pour la construction et les terrains qui seront affectés par l'emmagasinage de l'eau, a été adressée au ministre des Terres et Forêts, Province de Québec, et qu'un duplicata de tels plans et spécifications a été déposé au bureau d'enregistrement de la division de Témiskamingue, à Ville-Marie, Province de Québec.

L'application contenue dans la pétition sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la Gazette Officielle de Québec.

CANADIAN INTERNATIONAL PAPER CO.
Signé le vice-président,
5225-48-4 J.-B. WHITE.

NOTICE UNDER REVISED STATUTES QUEBEC 1909, CHAPTER 68, FORM A (Article 7295a).

Public notice is hereby given in accordance with article 7295a of the Revised statutes, 1909, that Canadian International Paper Company, of the City of Three Rivers, of the County of St. Maurice, Province of Quebec, intends to apply for authorization to have constructed a timber dam to facilitate log driving on Pelletier Creek, Township of Boischatel, County of Timiskaming, Province of Quebec.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specification of such work, showing the site chosen for the construction thereof, and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, Province of Quebec, and that a duplicate of such plan and specification has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of Timiskaming, at Ville Marie.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

CANADIAN INTERNATIONAL PAPER COMPANY.
Signed J. B. WHITE,
5226-48-4 Vice-President.

Bureau-chef

Avis est donné que la compagnie "Titanium Products Corporation, No personal Liability", constituée en corporation dans la Province de Québec, par lettres patentes accordées le 10 septembre 1926, aura son bureau principal à Québec, au No 93 de la rue Saint-Pierre, et que son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle, est Maurice Bernier, avocat, 93, rue Saint-Pierre.

En foi de quoi, cette déclaration en double est faite et signée par moi, Maurice Bernier, avocat, 93, rue Saint-Pierre, le secrétaire de la dite compagnie.

Le secrétaire,
5475 MAURICE BERNIER.

Chief Office

Notice is hereby given that the company "Titanium Products Corporation, No Personal Liability", incorporated in the Province of Quebec, by Letters Patent granted on the 10th. of September, 1926, will have its head office in Quebec, at 93 Saint Peter Street, and that its chief agent, for the purpose of accepting service for any process or suit against the company, shall be Maurice Bernier, advocate, 93, Saint Peter Street.

In testimony whereof, this declaration in duplicate is made and signed by me, Maurice Bernier, advocate, 93 Saint Peter Street, the Secretary of the said company.

MAURICE BERNIER,
5476 Secretary.

Minutes de notaire

Québec, le 6 décembre 1926.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du 3 décembre, 1926, d'accorder en faveur de M. L.-J. Deland, notaire, pratiquant et demeurant à Saint-Jean, district d'Iberville, le transfert des minutes, répertoire et index de feu François-Xavier Archambault, en son vivant, notaire, du même lieu, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu Romuald Gagnon, dont ledit François-Xavier Archambault était cessionnaire.

Le sous-secrétaire de la province,
5477 C.-J. SIMARD.

Québec, le 6 décembre 1926.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du 3 décembre, 1926, d'accorder en faveur de M. Paul Gauthier, notaire, de la cité de Montréal, le transfert des minutes, répertoire et index de M. Georges Dufort, en son vivant, notaire, de l'Epiphanie, district de Joliette.

Le sous-secrétaire de la province,
5479 C.-J. SIMARD.

Québec, le 6 décembre, 1926.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, que par arrêté en conseil en date du 3 décembre, 1926, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur d'accorder, en faveur de M. Ovide Tétrault, notaire, de Montréal, le transfert des minutes, répertoire et index de M. Louis-Achille Bériau, notaire, du même lieu, ainsi que des minutes, répertoire et index de M. Camille Perrault, en son vivant, notaire, de Montréal, et dont le greffe a été cédé au dit Louis-Achille Bériau par arrêté en conseil en date du 28 février, 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
5481 C.-J. SIMARD.

Notarial Minutes

Quebec, December 6, 1926.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 3rd of December, 1926, to grant in favour of Mr. L. J. Deland, notary, practising and residing at Saint John's, district of Iberville, the transfer of the minutes, repertory and index of the late François Xavier Archambault, in his lifetime, notary, of the same place, also of the minutes, repertory and index of the late Romuald Gagnon, which were transferred to the said François Xavier Archambault.

C. J. SIMARD,
5478 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 6th. December, 1926.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 3rd. of December, 1926, to grant in favour of Mr. Paul Gauthier, notary, of the city of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Mr. George Dufort, in his lifetime, notary, of L'Epiphanie, district of Joliette.

C. J. SIMARD,
5480 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 6th. December, 1926.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 3rd. of December, 1926, to grant in favour of Mr. Ovide Tétrault, notary, of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Mr. Louis Achille Bériau, notary, of the same place, as well as the minutes, repertory and index of the late Mr. Camille Perrault, in his lifetime, notary, of Montreal, and whose records have been transferred to the said Louis Achille Bériau by Order in Council, dated the 28th. of February, 1920.

C. J. SIMARD,
5482 Assistant Provincial Secretary.

Ordre de Cour

Province of Québec, district of Montréal, Cour Supérieure, No 11329. Louis Litwin, demandeur; vs S.-M. Brown, défendeur, et "Provincial Insurance Company, Limited", tiers-saisi, et Morris Kessler, intervenant.

Sur ordre de l'Honorable Juge A.-A. Bruneau, donné le 23ième jour de novembre 1926, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit S.-M. Brown, des cité et district de Montréal, défendeur, les créanciers du dit défendeur, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure pour ce district, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

Le député-protonotaire C. S.,
5347—49—2 T. DEPATIE.

Rule of Court

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 11329. Louis Litwin, plaintiff; vs S. M. Brown, defendant, and Provincial Insurance Company, Limited, *tiers-saisi*, and Morris Kessler, intervenant.

By order of the Honourable Mr. Justice A. A. Bruneau, given on this 23rd day of November 1926, and seeing the allegation of the insolvency of the said defendant S. M. Brown, of the city and district of Montreal, the creditors of the said defendant, who have not yet produced their claims, are now called upon to produce them in this cause, in the office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal, in the city of Montreal, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the "Quebec Official Gazette", in conformity with articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

T. DEPATIE,
Deputy-Prothonotary S. C.

Ventes—Loi de faillite

Sales—Bankruptcy Act

Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Jean-Baptiste Grandbois, Beurrier, Lac-au-Sable, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le ONZIEME jour de JANVIER 1927, à DIX heures a. m., sera vendu par encaissement public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ubalde, comté de Portneuf, province de Québec, l'actif de cette faillite comme suit:

a. Un terrain ou emplacement situé à Saint-Rémi du Lac-au-Sable, faisant partie du lot numéro vingt-sept (27) du cadastre officiel du comté de Portneuf, pour la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, deuxième rang sud-ouest du canton Chavigny et faisant aussi partie du lot numéro vingt-sept du troisième rang sud-ouest du dit canton Chavigny, cadastre susdit du comté de Portneuf, pour la paroisse de Notre-Dame-des-Anges. Ce terrain contient soixante pieds de largeur sur cent quatre-vingt-dix pieds de profondeur, plus ou moins, borné comme suit: en front au chemin public, en profondeur au nord-est et dix pieds au sud-ouest par Pierre Renaud, et le reste de l'emplacement, au sud-ouest, à J.-F. Gosselin—circonstances et dépendances, y compris ameublement de fromagerie, machinerie, telle que bouilloire, engin, baratte, séparateur à vapeur, etc, etc.

b. Un certain terrain situé à Saint-Rémi du Lac-au-Sable, dans le premier rang Price, contenant quatre-vingts pieds de large sur environ quarante pieds de profondeur, borné comme suit: au nord-est au chemin royal, au sud-ouest et au nord-ouest à Achille Julien, au sud-ouest au pied d'un cap de roche et au sud-est à Téléphore Lécuyer. Ce terrain fait partie du numéro trois cent quarante-cinq (345) du cadastre officiel de Saint-Ubalde—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, y compris machineries de beurrerie, telles que bouilloires, bassin, presse, séparateur, etc.

c. Une automobile "Ford" \$200.00. Ces items seront offerts en vente au plus haut enchérisseur.

La vente des items A et B est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716 et 717) du C. P. C. et aussi à l'article vingt (20), paragraphe quatre A, B, C, de la Loi de Faillite; lequel vente équivaut à la vente au shérif.

Les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndic,

R.-ERNEST LEFAIVRE.

Bureau 147, côte de la Montagne, Québec.

Québec, le 27 novembre 1926. 5457—50-2

Dans l'affaire de L.-E. Martel, pharmacien, Québec, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que le jeudi, 13 janvier, 1927, à 11 heures, a.m., seront vendus par enchère publique, au plus haut et dernier enchérisseur, au bureau du syndic soussigné, 116 côte de la Montagne, Québec:

a. Un terrain situé Nos 213-215 rue Saint-Paul, Basse-Ville, Québec, étant la partie non divisée du lot 2024 du cadastre officiel du quartier Saint-Pierre, Québec, lequel comporte une servitude de passage en faveur du lot 2024 A, avec maga-

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court.

In the matter of Jean-Baptiste Grandbois, butter-maker, Lac au Sable, Qué., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the ELEVENTH day of JANUARY, 1927, at TEN o'clock A. M., the assets of this bankruptcy will be sold by public auction at the door of the parochial church of Saint Ubalde, county of Portneuf, province of Quebec, as follows:

a. A lot of land or emplacement situate at Saint Rémi du Lac au Sable, forming part of lot number twenty seven (27), on the official cadastre of the county of Portneuf, for the parish of Notre Dame des Anges, second range south-west of the township Chavigny, and also forming part of lot number twenty-seven, in the third range south-west of said township of Chavigny, aforesaid cadastre of the county of Portneuf, for the parish of Notre Dame des Anges. The said lot of land containing sixty feet in width by one hundred and ninety feet in depth, more or less, is bounded as follows: in front by the public road, on the depth to the north-east and ten feet to the southwest by Pierre Renaud, and the rest of the emplacement, on the south-west, by J. F. Gosselin—circumstances and dependencies, including a cheese-factory equipment, machinery, such as engine, churn, steam-separator, etc, etc.

b. A certain lot of land situate at Saint Rémi du Lac au Sable, in the first range Price, containing eighty feet in width by about forty feet in depth, bounded as follows: on the north-east by the King's highway, on the south-west and north-west by Achille Julien, on the south-west by the foot of a rocky eminence and on the south-east by Téléphore Lécuyer. This lot of land forms part of lot number three hundred and forty five (345) of the official cadastre for Saint Ubalde—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, including butter-factory machinery, such as boilers, basin, press, separator, etc.

c. A "Ford" automobile, \$200.00. The said items will be offered for sale to the highest bidder.

The sale of items A and B is to be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716 and 717) C. C. P. and also to article twenty (20), paragraph four A, B, C, of the Bankruptcy Act, and has the effect of a Sheriff's sale.

The titles and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

Conditions of sale: CASH.

R. ERNEST LEVAIVRE,

Trustee.

Office: 147 Mountain Hill, Quebec.

Quebec, 27th November, 1926. 5458—50-2

In the affair of L. E. Martel, Druggist, Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that on Thursday, January 13th, 1927, at 11 o'clock, A. M., will be sold by public auction, to the highest and last bidder, at the office of the undersigned trustee, 116 Mountain Hill, Quebec:

a. A piece of ground situated Nos. 213-215, Saint Paul Street, Quebec, being the undivided part of lot 2024 of the official cadastral plan of Saint Peter ward, Quebec, on which there is a "Servitude" of passage in favor of lot No 2024 A,

sin-résidence dessus construits, circonstances et dépendances; with buildings thereon;

b. Un terrain situé No 23 Avenue des Erables, Québec, étant les Nos 98 subdivision 119 et 98 subdivision 120, (98-119, 98-120) du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-de-Québec, avec maison et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Cette vente est faite conformément aux Art. 716 et 717 du C. P. C. et à l'art. 20, paragraphe 4, a, b, c, de la loi de Faillite, qui équivaut à une vente par le shérif.

Les droits du gouvernement, de 1%, et ceux du Shérif, de 2½%, seront ajoutés au prix de vente.

Condition de vente: Argent comptant.

Le syndie autorisé,

J.-S. MATTE.

Québec, le 6 décembre, 1926.

116 côte de la Montagne.

5499—50-2

b. A piece of ground situated at No. 23 Maple Avenue, being Nos. 98-119 and 98-120, of the official cadastral plan of the parish of Notre Dame de Quebec, with buildings thereon.

The sale is made in conformity of art. 716 and 717 C. C. P. and of art. 20, section 4, a, b, c, of the Bankruptcy Law, which is equivalent to a Sheriff's Sale.

The Government duty, of 1%, and the Sheriff duty, of 2½%, will be added to the sale price.

Sale for cash.

J. S. MATTE.

Authorized Trustee.

Quebec, December 6th, 1926.

116, Mountain Hill.

5500—50-2

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 10, 413.

Avis est par les présentes donné que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu par l'honorable juge Bruneau, le vingt-sixième jour du mois de novembre 1926, dans une cause dans laquelle Joseph Rose, rentier, des cité et district de Montréal, est demandeur, et Cornélie Brière, du même lieu, l'épouse du dit Joseph Rose, est défenderesse, j'ai été nommé pour procéder à la licitation des immeubles suivants, appartenant à la communauté de biens qui existait entre les dites parties, savoir:

1. Un lot emplacement connu et désigné sous le numéro douze cent trente-trois de la subdivision officiels du lot numéro deux (No 2-1233) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelega, avec les bâties y érigées portant les Nos pairs 1858 à 1866, de la rue Leclaire;

2. Un emplacement connu et désigné sous le numéro deux cent soixante-un de la subdivision officielle du lot numéro dix-sept cent quatre (No 1704-261) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec les bâties y érigées portant les Nos. civiques 73 et 75 de la rue Palm;

3. Un emplacement connu et désigné sous le numéro deux mille cent cinquante-cinq de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-douze (No 172-2155) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, avec les bâties y érigées portant les Nos pairs 5782 à 5792 de la neuvième avenue;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchériseur, le MERCREDI, le DOUZIEME jour de JANVIER prochain (1927), en mon étude, chambre 91, édifice "LA SAUVEGARDE" No 92 est de la rue Notre-Dame, en la cité de Montréal, de 9 heures du matin, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé en mon étude susdite.

J.-A. COUTURE,

Notaire,

Montréal, décembre 11, 1926.

5461—50-2

Sale by licitation

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 10, 413.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in Montreal, in the district of Montreal, by Honourable Justice Bruneau, on the twenty sixth day of November 1926, in a case in which Joseph Rose, gentleman, of the city and district of Montreal, is plaintiff, and Cornélie Brière, of the same place, the wife of the said Joseph Rose, is defendant, I have been appointed to proceed to the licitation and sale of the following immovables, belonging to the community of property which existed between the said parties, to wit:

1. An emplacement known and designated under the number twelve hundred and thirty-three of the official subdivision of lot number two (No. 2-1233) upon the official plan and book of reference of the incorporated Village of Hochelega, with the buildings thereon erected, bearing the ern Nos. 1858 to 1866 of Leclaire Street;

2. An emplacement known and designated under the number two hundred and sixty-one of the official subdivision of lot number seventeen hundred and four (No. 1704-261) upon the official plan and book of reference of the Parish of Montreal, with the buildings thereon erected, the Nos. 73 and 75 of Palm Street;

3. An emplacement known and designated under the number two thousand one hundred and fifty-five of the official subdivision of lot number one and seventy-two (No. 172-2155) upon the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote de la Visitation, with the buildings thereon erected, bearing the ern Nos. 5782 to 5792 of the Ninth Avenue;

The immovables above described will be put to auction and adjuged to the highest and last bidder, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of JANUARY next (1927), at my office room 91, "La Sauvegarde" Building, No. 92 Notre Dame Street East, in the city of Montreal, at TEN o'clock before noon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in my said office.

J.-A. COUTURE,

Notary,

Montreal, December 11th, 1926.

5462—50-2

Vente pour taxes municipales

Sale for municipal taxes

MUNICIPALITE DE LA CITE DE LEVIS. MUNICIPALITY OF THE CITY OF LEVIS.

Avis public est par les présentes donné par Lionel Lemieux, soussigné, greffier de la cité de Lévis, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, au bureau du conseil, à l'hôtel de ville, en ladite cité de Lévis, MARDI, le QUATRIEME jour du mois de JANVIER prochain, en l'année mil neuf cent vingt-sept, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales et intérêts dûs à ladite municipalité de la cité de Lévis, sur les divers lots ci-après désignés, à moins qu'elles ne soient payées, avec les intérêts et les frais encourus subséquemment, avant la vente, savoir:

Public notice is hereby given by the undersigned Lionel Lemieux, clerk of the city of Lévis, that the immovable properties hereunder mentioned will be sold by public auction, at the office of the council, at the City Hall, in the said city of Lévis, on TUESDAY, the FOURTH day of the month of JANUARY next, one thousand nine hundred and twenty seven (1927), at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal taxes and interests due to the said municipality of the city of Lévis, on the various lots hereunder described, unless the same be paid, with the interests and the costs incurred subsequently, before the sale, to wit:

QUARTIER LAUZON—LAUZON WARD.

	Propriétaires Owners	No cadastre Cadastral Nos.	Montant du Amount due
1.	Succession—Estate Edouard Baron	364	\$ 18.02
2.	"	454-455	88.43
3.	Ant. Ducloux-Roy	212	29.22
4.	Inconnu—Unknown	475	3.76
5.	Marie-Lee Labrecque, épouse de—wife of Geo. Therrien	232	14.18
6.	"	225	14.18
7.	Télesphore Paradis	447	28.25
8.	Pierre Tremblay	141	16.52
9.	"	142	16.52

QUARTIER ST-LAURENT—ST. LAURENT WARD.

10.	Ferdinand Boisvert	487	209.22
11.	Louis Boisvert	379	4.32
12.	Wm. Chapman	334a	0.93
13.	J.-Adelard Couture	115	11.30
14.	Dame Veuve—Mrs. Widow J. McFall et—and Michael Crean	138	75.94
15.	Succession—Estate Etienne Dussault, St-David	408	5.65
16.	"	510	1.70
17.	Pierre Genest	394	39.62
18.	Wilhelmine Hamel, Dame—Mrs. Frank Drouin	116	11.30
19.	"	117	5.65
20.	"	118	11.30
21.	"	119	15.25
22.	"	120	16.95
23.	Inconnu—Unknown	438	1.42
24.	"	439	53.67
25.	"	440	81.85
26.	Succession Charles Veilleux, (prop. partie nord-ouest) et Paint River Oxide Co., (prop. partie nord-est)—Charles Veilleux Estate, (owner of northwest part) and Paint River Oxide Co., (owner of northeast part)	340.1	220.53
27.	Succession—Estate Charles Veilleux	398	5.65
28.	J. T. Veilleux	368	5.65
29.	Succession—Estate Richard Walsh	429-429a	36.74
30.	John Walsh	436a	3.69
31.	Succession—Estate Edward Poston	581	1.98
32.	"	582	3.95
33.	"	583	43.70
34.	"	584	1,128.07
35.	"	585	4.24
36.	"	586	0.84
37.	"	587	3.38
38.	"	588	0.84
39.	"	589	1.14
40.	"	590	1.70
41.	"	591	1.42
42.	"	592	5.64
43.	"	593	3.38
44.	"	594	1.41
45.	"	595	7.34
46.	"	596	3.37
47.	"	597	1.13
48.	"	598	1.13
49.	"	599	3.95
50.	"	600	36.76
51.	"	609	236.34
52.	"	610	19.23
53.	Succession—Estate Gustave Hamel	496	0.93
54.	Succession Gustave Hamel, partie du lot 492, étant ledit lot No 492, dont il y a à distraire les emplacements concédés à Pierre Therrien, Jos. Carrier et Jos. Laliberté, lesquels emplacements forment réunis en superficie à peu près 9,816 pieds, et sont bornés au sud par la ligne du chemin de fer et à l'est par le No 491; laquelle dite partie de lot est bornée au sud au chemin de fer, au nord au bout de la profondeur dudit lot jusqu'à eau profonde, à l'est au No 491, et à l'ouest partie à Georges L'Hébreux, et partie à F.-X. Bélanger—Gustave Hamel Estate, part of lot 492, being the said lot number 492, to be deducted from the said lot the emplacements granted		

	Propriétaires — Owners	No cadastre — Cadastral Nos.	Montant dû — Amount due
	to Pierre Therrien, Jos. Carrier and Jos. Laliberté, which said emplacements have conjointly an area of about 9,816 feet, and are bounded to the south by the railroad, to the east by number 491; which said part of lot is bounded to the south by the railroad, to the north at the end of depth of the said lot as far as deep water, to the east by number 491, and to the west part to Georges L'Hébreux, and part to F. X. Bélanger.		286.58
55.	Louis Terreau, partie du lot 633, étant (a) Un emplacement de 45 pieds de front sur 55 pieds de profondeur; borné par devant à la route, au nord au lot ci-après décrit, au sud au pied de la côte, et (b) Un emplacement au même endroit et de même étendue; borné audit chemin, au sud au lot ci-haut décrit et formant partie du lot No 633 dudit quartier Saint-Laurent—Louis Terreau, part of lot 633, being (a) An emplacement having 45 feet in front and 55 feet in depth; bounded in front by the road, to the north by the lot hereafter described, to the south by the foot of the hill, and (b) an emplacement at the same place and having the same area; bounded by the said road, to the south by the lot above described, and being part of lot number 633 of the said Saint Laurent ward.		3.68
56.	Succession Charles Cauchy, partie du lot 292, étant ledit lot No 292, dont il y a à distraire une partie nord-est dudit lot, mesurant 30 pieds de front sur la profondeur dudit lot, mesure anglaise, appartenant à Vve Jos. Lepage, laquelle dite partie de lot est bornée à l'est à Vve Jos. Lepage, au sud au bout de la profondeur, à l'ouest à Louis Lachance, et au nord au chemin public (rue Saint-Laurent)—Charles Cauchy Estate, part of lot 292, being the said lot number 292, to be deducted from the said lot the north east part of said lot, measuring 30 feet in front by the depth of the said lot, English measure, belonging to widow Jos. Lepage, which said part of lot is bounded to the east to widow Jos. Lepage, to the south at the end of the depth, to the west by Louis Lachance, and to the north by the public road (Saint Laurent Street).		5.65
57.	Inconnu, partie du lot 437a, étant ledit lot No 437a, dont il y a à distraire la partie sud-ouest dudit lot vendue par le Séminaire de Québec à Arthur Alain, avec droit de passage sur la balance dudit lot, et telle que décrite dans un acte passé devant G.-A. Paradis, N.P., le 13 novembre 1924, enregistré à Lévis No 65,845, reg. B; laquelle dite partie de lot est bornée au nord audit Arthur Alain, à l'ouest au chemin public (rue Saint-Laurent) et au sud à Arthur Bonneau.—Unknown, part of lot 437a, being the said lot number 437a, to be deducted from the said lot the southwest part of said lot sold by Le Séminaire de Québec to Arthur Alain, with a right of way on the balance of the said lot, and such as described in a deed passed before G. A. Paradis, N. P., on November 13th, 1924, duly registered at Lévis number 65,845, reg. B, which said part of lot is bounded to the north by the said Arthur Alain, to the west by the public road (Saint Laurent Street), and to the south by Arthur Bonneau.		0.84
58.	Herménégilde Morency, partie du lot 262, étant ledit lot No 262, dont il y a à distraire une lisière de terrain comprenant 4½ pieds de largeur sur la profondeur qu'il peut y avoir de la rue Saint-Laurent à la cime du cap; bornée au nord à la rue Saint-Laurent, au sud à la cime du cap, à l'est à Jos. Fortin, et à l'ouest à la balance dudit lot, laquelle dite partie de lot est bornée au nord par la rue Saint-Laurent, à l'est au Dr Emile Fortin, à l'ouest à Ernest Labrecque et au sud au bout de la profondeur dudit lot—Herménégilde Morency, part of lot 262, being the said lot number 262, to be deducted from the said lot a strip of land having 4½ feet in width by the depth to be had from Saint Laurent Street as far as the top of the cape; bounded to the north by Saint Laurent Street, to the south by the top of the cape, to the east by Jos. Fortin, and to the west by the balance of said lot; which said part of lot is bounded to the north by Saint Laurent Street, to the east by Dr. Emile Fortin, to the west by Ernest Labrecque, and to the south by the end of the depth of the said lot.		63.53
59.	Elzéar Turcotte, partie du lot 314, étant ledit lot No 314, dont il y a à distraire une partie, côté sud, vendue au Chemin de fer Transcontinental suivant acte de vente passé devant M. Chs-J. Baillargeon, N.P., le 2 avril 1918, enregistré à Lévis, No 57,103; laquelle dite partie de lot est bornée au sud par la ligne du Chemin de fer, à l'est par le numéro 309, à l'ouest par le No 315, et au nord au bout de la profondeur dudit lot à eau profonde.—Elzéar Turcotte, part of lot 314, being the said lot number 314, to be deducted from the said lot a part, on the south side, sold to the Transcontinental Railway by a deed of sale passed before Charles J. Baillargeon, N. P., on 2nd April, 1918, registered at Lévis, Number 57,103; which said part of lot is bounded to the south by the railroad, to the east by number 309, to the west by number 315, and to the north at the end of the depth of the said lot as far as deep water.		532.75
60.	Succession Charles Bégin, partie du lot 313, étant ledit lot No 313, dont il y a à distraire toute la partie appartenant à la Lévis County Railway; laquelle dite partie de lot est bornée à l'est et à l'ouest par la Lévis County Railway, et sera vendue sujet aux droits et prétentions que ladite Lévis County Railway pourra avoir sur icelle—Charles Bégin Estate, part of lot 313, being the said lot number 313, to be deducted from the said lot all that part belonging to Lévis County Railway; which said part of lot is bounded to the east and to the west by Lévis County Railway, and shall be sold with and subject to the rights and claims which the said Lévis County Railway may have on the above part of lot.		5.65
61.	Edison Fitch Co., partie du lot 639, étant ledit lot No 639, dont il y a à distraire toute la partie appartenant à Henry Atkinson, Limited; laquelle dite partie de lot est bornée au nord par la balance dudit lot, à l'ouest par la rivière Etchemin et au sud par le chemin public, et sera vendue sujet aux droits de servitude et autres que possède la Lévis County Railway sur cette dite partie de lot suivant acte passé devant M. R. Meredith, N.P., le 31 octobre 1904, et enregistré à Lévis, No 42,243—Edison Fitch Co., part of lot 639, being the said lot number 639, to be deducted from the said lot all that part belonging to Henry Atkinson, Limited; which said part of lot is bounded on the northern side by the remainder of said lot, on the western side by the Etchemin River and on the southern side by the public road, and shall be sold with and subject to the rights of servitude and other rights belonging to the Lévis County Railway, on that part of lot, according to the deed passed before R. Meredith, N. P., on 31st October, 1904, and registered at Lévis number 42,243.		0.58

QUARTIER NOTRE-DAME—NOTRE DAME WARD.

	Propriétaires — Owners	No cadastre — Cadastral Nos.	Montant dû — Amount due
62.	C.-H. Carrier	810	12.70
63.		811	8.46
64.	Patrik Beaudet, partie du lot 594, savoir: Un terrain borné au nord, à l'ouest et au sud par la Côte Davidson, qui le contourne, et à l'est par le terrain de Vve Herménégilde Aubin, la borne entre le terrain de Vve H. Aubin et celui y décrit, étant à l'est à 19 pieds de distance à l'est en ligne carrée de la maison érigée sur l'emplacement ci-dessus, étant la partie ouest du lot No 594 susdit—Patrik Beaudet, part of lot 594, to wit: A lot of land bounded to the north to the west and to the south by Côte Davidson, outlining the said lot of land, and to the east by the property of Widow Herménégilde Aubin, the landmark between Widow H. Aubin's property and the above described part of lot being to the east 19 feet distant to the east in square line from the house erected on the above lot of land, being the west part of the above lot number 594.		7.57

	Propriétaires — Owners	No cadastre — Cadastral Nos.	Montant du — Amount due
65.	Pierre Gagnon, 649, avec bâtisse, circonstances et dépendances—Pierre Gagnon, 649, with building, circumstances and dependencies.		233.26
66.	Adélard Labranche, partie du lot 503, savoir: Un morceau de terre de la contenance de 20 pieds sur 25 pieds formant 500 pieds, mesure française, en superficie, situé à quelque distance, au sud, de la rue Saint-Georges, étant l'endroit même où une citerne est creusée, et formant partie du lot No 503 ci-dessus—Adélard Labranche, part of lot 503, to wit: A piece of land containing 20 feet by 25 feet and having 500 feet, French measure, square feet, in area, situated at a certain distance, at the south, from Saint George Street, just at the place where a cistern has been digged, and forming part of the above lot number 503.		1.94
67.	Achille L'Arrivée, partie du lot 1.282, savoir: la moitié ouest d'un emplacement situé du côté sud de la rue Saint-Georges, mesurant en totalité, ledit emplacement, 41 pieds de front par 68 de profondeur; ladite partie de lot bornée à l'est par l'autre moitié est dudit lot, au sud par le No 1.283, à l'ouest par Dame Edmond Thivierge, et au nord par la rue Saint-Georges—Achille L'Arrivée, part of lot 1.282, to wit: The half west part of an emplacement situated on the south side of Saint George Street, the totality of the said emplacement measuring 41 feet in front by 68 in depth; the said part of lot bounded to the east by the other half east part of the said lot, to the south by the number 1.283, to the west by Mrs. Edmond Thivierge, and to the north by Saint George Street.		7.03
68.	Pierre Picard.	990	101.47
69.	J. Hassef Gazel, partie du lot 886, savoir: Toute cette partie sud dudit lot No 886 susdit; borné au nord par Octave Lavoie, au sud par ledit J.-H. Gazel, à l'est par le lot No 824 et à l'ouest par la rue Napoléon—J. Hassef Gazel, part of lot 886, to wit: All that south part of said lot number 886 above said; bounded to the north by Octave Lavoie, to the south by the said J. H. Gazel, to the east by the lot number 824 and to the west by Napoleon Street.		3.41
70.	J. Hassef Gazel.	887	4.23
71.	" "	888	4.23
72.	" "	889	
	avec bâtisse, circonstances et dépendances—with building, circumstances and dependencies.		113.60
73.	J. Hassef Gazel.	893	8.50
74.	" "	894	7.06
75.	" "	895	5.65
76.	" "	896	5.65
77.	" "	897	5.65
78.	" "	898	5.65
79.	" "	899	5.65

Donné en la cité de Lévis, ce neuf décembre
mil neuf cent vingt-six.

Le greffier de la cité de Lévis,
5489—50-2 LIONEL LEMIEUX.

Given at the city of Lévis, this ninth day of
December, one thousand nine hundred and
twenty six.

LIONEL LEMIEUX,
5490—50-2 Clerk of the city of Lévis.

VENTES PAR LE SHÉRIF ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District d'Abitibi.

No 918. } LA COOPERATIVE FEDE-
REE DE QUEBEC, deman-
deresse; vs GEORGES BRONSARD, d'Amos,
district d'Abitibi, défendeur, à savoir:

Les droits qu'a le défendeur sur les lots de terre
portant les numéros huit (8) et dix (10), du rang
numéro neuf (9), canton Figuery, paroisse d'Amos,
district d'Abitibi, décrits comme tels au plan
d'arpentage du département des Terres et Forêts
de Québec—avec bâtisses, circonstances et dépen-
dances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
d'Amos susdit, le VINGT-UNIÈME jour
de DECEMBRE prochain 1926, à DIX heures
de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 16 novembre 1926. 5107—47-2
[Première publication, 20 novembre 1926]

SHERIFF'S SALES ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
undermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respect-
ive times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Abitibi.

No. 918. } LA COOPERATIVE FEDE-
REE DE QUEBEC, Plain-
tiff; vs GEORGES BRONSARD of Amos, dis-
trict of Abitibi, Defendant, to wit:

The rights owned by the defendant on lots of
land bearing numbers eight (8) and ten (10), of
range number nine (9), township of Figuery,
parish of Amos, district of Abitibi, described as
such on the survey plan of the Department of
Lands and Forests of Quebec—with buildings,
circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church
of Amos aforesaid, on the TWENTY FIRST day
of DECEMBER next, 1926, at TEN o'clock in
the forenoon.

J. U. DUMONT,

Sheriff's office.
Amos, November 16, 1926. 5108—47-2
[First publication, November 20, 1926]

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: **H**ONORE DUFF,
No 234. demandeur; vs
WILLIE CARON, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
Une terre située dans le 7ème rang du canton de Wickham et connue et désignée comme étant le lot No 351 du cadastre officiel du dit canton—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean-L'Evangéliste (West Wickham), à UNE heure de l'après-midi le TREIZIEME jour de JANVIER prochain (1927).

Le shérif,
Bureau du shérif. J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 7 décembre 1926.
[Première publication, 11 décembre 1926]
5467—50-2

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: **H**ONORE DUFF,
No. 234. plaintiff; vs WIL-
LIE CARON, defendant.

As belonging to said defendant:
A piece of land situated in the 7th range of the township of Wickham, and known and designated as being the lot No. 351 of the official plan and book of reference for the township aforesaid—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Jean l'Evangéliste (West Wickham), on the THIRTEENTH day of JANUARY next (1927), at ONE o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office. Sheriff.
Arthabaska, December 7, 1926.
[First publication, December 11, 1926]
5468—50-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de circuit.—Frontenac. District de Beauce.
Beauce, à savoir: **R**EGIS ROUSSEAU, de-
No 3224. mandeur; contre EU-
GENE LACHANCE, défendeur;

1. L'immeuble portant le numéro un-cent-quarante-un-seize sur les plan et livre de renvoi officiels du canton de Ditchfield, pour cette partie du village d'Agnès—avec bâtisses et dépendances dessus construites.

2. Aussi une lisière de terrain courant sur toute la profondeur du lot à prendre et à distraire sur le côté sud-ouest du lot numéro un-cent-quarante-un dix-sept sur les mêmes plan et livre de renvoi officiels du village d'Agnès, canton de Ditchfield, la ligne Est du terrain présentement décrit devant passer à un pied de la surface Est au coin nord-est de la maison appartenant autrefois à Pierre Marcoux; borné en front par le chemin public, à l'est, par le terrain de John M. Duff ou représentants, et de l'autre côté, à l'ouest, par une rue—avec bâtisses et dépendances dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Agnès du Lac Mégantic, le le VINGT-UNIEME jour de DECEMBRE prochain (1926), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. J.-GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 16 novembre, 1926.
[Première publication, 20 novembre 1926]
5087—47-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—Frontenac. District of Beauce.
Beauce, to wit: **R**EGIS ROUSSEAU, plain-
No. 3224. tiff; against EUGENE
LACHANCE, defendant.

1. The immovable bearing number one hundred and forty one sixteen on the official plan and book of reference of the township of Ditchfield for that part of the village of Agnès—with the buildings and dependencies thereon erected.

2. Also a strip of land running along the whole depth of the lot to be taken and deducted on the southwest side of lot number one hundred and forty one seventeen on the same official plan and book of reference of the village of Agnès, township of Ditchfield, the east line of the land presently described running at one foot from the east surface on the northeast corner of the house formerly belonging to Pierre Marcoux; bounded in front by the public road, to the east by the land of John M. Duff or representatives, and on the other side, to the west, by a street—with the buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Agnès du Lac Mégantic, the TWENTY FIRST day of DECEMBER next, 1926, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office. Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, November 16, 1926.
[First publication, November 20, 1926]
5088—47-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir: **P**HILIPPE CARPEN-
No 6985. TIER ET CHAR-
LES MORIN, tous deux entrepreneurs, de Chi-
coutimi; contre GEORGES TREMBLAY, fils
de Marc, de Chicoutimi.

1. Un lopin de terre ou emplacement formé du

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.
Chicoutimi, to wit: **P**HILIPPE CARPEN-
No. 6985. TIER AND CHAR-
LES MORIN, both contractors, of Chicoutimi;
against GEORGES TREMBLAY, son of Marc,
of Chicoutimi.

1. A parcel of land or emplacement formed of

lot numéro huit cent soixante et six-dix (866-10), au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, lequel terrain mesure quarante pieds de largeur du sud au nord, par soixante et quinze pieds de profondeur de l'est à l'ouest—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Un certain terrain ou emplacement connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, comme étant le lot numéro huit cent soixante et six-huit (866-8), mesurant cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur environ—sans bâtisses, mais avec toutes dépendances;

3. Un autre terrain ou emplacement connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, sous le numéro huit cent soixante et six-quatre (866-4), lequel terrain mesure cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, environ—sans bâtisses, mais avec toutes dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice de Chicoutimi, LUNDI, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. ELZ. BOIVIN.
Chicoutimi, 17 novembre 1926. 5137—47-2
[Première publication, 20 novembre 1926]

lot number eight hundred and sixty six-ten (866-10), on the official cadastre for the town of Chicoutimi, the said land measuring forty feet in width from south to north, by seventy five feet in depth from east to west—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. A certain land or emplacement known and designated on the official cadastre for the town of Chicoutimi, as being lot number eight hundred and sixty six-eight (866-8), measuring fifty feet in width by about one hundred feet in depth—without buildings, but with all dependencies;

3. Another land or emplacement known and designated on the official cadastre for the town of Chicoutimi, under number eight hundred and sixty six-four (866-4), the said land measuring fifty feet in width by about one hundred feet in depth—without buildings, but with all dependencies.

To be sold at the office of the Sheriff, in the Court House of Chicoutimi, on MONDAY, the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next, (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,

Sheriff's office. Sheriff.
Chicoutimi, 17th November, 1926. 5138—47-2
[First publication, 20th November, 1926]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } ALFRED - E. ORR,
No 409. } médecin, de la cité
et du district de Montréal, demandeur es-qualité;
contre JOSEPH ETHIER es-qualité & al, défendeurs.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs, les immeubles suivant:

1. Un emplacement situé sur la rue Saint-Augustin, dans le village de Napierville, contenant un quart d'arpent en superficie, plus ou moins, avec maisons et autres bâtisses y érigées, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ce village, sous numéro moitié Est trois cent six ($\frac{1}{2}$ E. 306); borné en front par ladite rue, en profondeur par les emplacements de la rue Henri, du côté Ouest, par l'autre moitié du dit numéro, et du côté Est, par l'emplacement ci-après désigné.

2. Un emplacement situé au même lieu, contenant quatre-vingt-dix-sept perches en superficie, plus ou moins, avec une maison et autres bâtisses y érigées, connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels, sous les numéros trois cent sept et trois cent huit (307-308).

Les dits immeubles devant être vendus en bloc comme ne formant qu'une seule et même exploitation, en vertu d'une ordonnance de Monsieur J.-H. Lemay, magistrat de district, du district d'Iberville, en date du deuxième jour de décembre, mil neuf cent vingt-six.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cyprien, dis-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint John's, to wit: } ALFRED E. ORR,
No. 409. } physician, of the
city and district of Montreal, plaintiff es-qualité;
against JOSEPH ETHIER es-qualité & al, defendants.

Seized as belonging to said defendants, the following immovables, to wit:

1. An emplacement situate on Saint Augustin Street, in the village of Napierville, containing one quarter of an arpent in area, more or less—with houses and other buildings thereon erected, known and designated on the official plan and book of reference for the said village, under number east half three hundred and six (E. $\frac{1}{2}$ 306); bounded in front by the said street, on the depth by the emplacements of Henri Street, on the west side by the other half of the said number, and of the east side by the emplacement hereafter designated.

2. An emplacement situate in the same place, containing ninety-seven perches in area, more or less—with a house and other buildings thereon erected, known and designated on the said official plan and book of reference under numbers three hundred and seven and three hundred and eight (307-308).

The said immovables to be sold in block, as forming one single plot of land, in virtue of an order of Mr. J. H. Lemay, district magistrate for the district of Iberville, dated the second day of December nineteen hundred and twenty-six.

To be sold in block, at the door of the parochial church of the parish of Saint Cyprien, district of

trict d'Iberville, le DOUZIEME jour de JAN-
VIER prochain (1927), à ONZE heures de l'avant-
midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ARTHUR LASNIER.
Saint-Jean, 7 décembre 1926. 5503—50-2
[Première publication, 11 décembre 1926]

Iberville, on the TWELFTH day of JANUARY
next (1927) at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint John's, December 7th, 1926. 5504—50-2
[First publication, December 11, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } JACQUES CARTIER,
No 572. } avocat, de la cité de
Saint-Jean, district d'Iberville, demandeur; contre
MODESTE LANDRY, de Saint-Bernard-de-
Lacolle, dit district, défendeur.

Saisie comme appartenant audit défendeur:

Une terre située en la paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle, district d'Iberville, connue et désignée au cadastre officiel de ladite paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle, sous le numéro six cent cinquante et un (No 651)—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle, district d'Iberville, le VINGT-UNIEME jour de DECEMBRE prochain (1926), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ARTHUR LASNIER.
Saint-Jean, 16 novembre 1926. 5097—47-2
[Première publication, 20 novembre 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit : } JACQUES CARTIER,
No. 572. } advocate, of the
city of Saint John's, district of Iberville, Plaintiff; against
MODESTE LANDRY, of Saint
Bernard de Lacolle, said district, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

A farm situate in the parish of Saint Bernard de Lacolle, district of Iberville, known and designated on the official cadastre of the said parish of Saint Bernard de Lacolle, under number six hundred and fifty one (No. 651)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Bernard de Lacolle, district of Iberville, the TWENTY FIRST day of DECEMBER next, 1926, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint John's, November 16, 1926. 5098—47-2
[First published, November 20, 1926]

JOLIETTE

Cour de Circuit.

Province de Québec, } NARCISSE LAPLU-
District de Joliette, } ME, demandeur;
Comté de Berthier. } vs JOSEPH CHAM-
No 410. } PAGNE, défendeur.

a. Une terre connue au cadastre officiel d'enregistrement pour la paroisse de Lanoraie, par le No 945, ayant un arpent et six perches de front sur quatorze de profondeur;

b. Une autre terre connue au même cadastre par le numéro 825, ayant un arpent de large par neuf de profondeur;

c. Une autre terre connue audit cadastre par le No 826;

d. La moitié indivise du lot No 951 du même cadastre ayant une largeur totale de un arpent et demi par vingt-deux arpents;

e. Une autre terre connue audit cadastre par le No 967, ayant trois arpents de largeur par vingt-deux de profondeur;

f. Une portion de terre connue au même cadastre par le No 1029, ayant trois arpents de largeur par six et demi de profondeur;

g. Un emplacement connu au même cadastre par le No 829.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Lanoraie, MARDI, le VINGT-UNIEME jour de DECEMBRE 1926, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGES DESROCHES.
[Première publication, 20 novembre 1926]
5099—47-2

Circuit Court.

Province of Quebec, } NARCISSE LAPLU-
District of Joliette, } ME, Plaintiff; vs
County of Berthier. } JOSEPH CHAMPA-
No 410. } GNE, Defendant.

a. A farm known on the official registration cadastre for the parish of Lanoraie by the No. 945, of one arpent and six perches in front by fourteen in depth;

b. Another farm known on the same cadastre by the No. 825, of one arpent in width by nine in depth;

c. Another farm known on the said cadastre by the No. 826;

d. The undivided half of lot No. 951 of the same cadastre of a total width of one arpent and a half by twenty two arpents;

e. Another farm known on the said cadastre by the No. 967 of three arpents in width by twenty two in depth;

f. A portion of land known on the same cadastre by the No. 1029 of three arpents in width by six and a half in depth;

g. An emplacement known on the same cadastre by the No. 829.

To be sold at the church door of the parish of Lanoraie, on TUESDAY, the TWENTY FIRST day of DECEMBER, 1926, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DESROCHES,
Sheriff's office, Sheriff.
[First publication, November 20, 1926]
5100—47-2

KAMOURASKA

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Kamouraska.
Rivière-du-Loup, à savoir: } **GILBERT LA-**
No 10521 } **VOIE,** ren-

tier, de la paroisse de Saint-Clément, demandeur;
contre CHARLES BELZILE, du même lieu,
défendeur; à savoir:

Les lots de terre situés au huitième rang du
canton Denonville, connus et désignés aux plan
et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour
le dit canton Denonville, sous les numéros dix-
neuf A et dix-neuf B (Nos 19 A et 19 B)—avec
bâtisses dessus construites, circonstances et dé-
pendances.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église
de la paroisse de Saint-Clément, le TREIZIEME
jour de JANVIER prochain (1927), à DIX heu-
res de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-O. GIRARD.

Rivière-du-Loup, 6 décembre 1926.

[Première publication, 11 décembre, 1926]

5469—50-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.
Rivière du Loup, to wit: } **GILBERT LA-**
No. 10521 } **VOIE,** annuit-

ant, of the parish of Saint Clement, plaintiff;
CHARLES BELZILE, of the same place, defend-
ant; to wit:

Those lots of land situate in the eighth range
of the township of Denonville, known and desig-
nated on the official cadastral plan and book of
reference made for the said township of Denon-
ville, under numbers nineteen A and nineteen B
(Nos. 19A and 19B)—with buildings thereon erect-
ed, circumstances and dependencies.

To be sold in block at the door of the church
of the parish of Saint Clément, on the THIR-
TEENTH day of JANUARY next, (1927), at
TEN o'clock in the forenoon.

J. O. GIRARD,

Sheriff's Office, Sheriff.

Rivière du Loup, 6th. December, 1926.

[First publication, December 11, 1926]

5470—50-2

MONTREAL

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } **DAME VIRGINIE VAL-**
No 752. } **LEE,** épouse dû-

ment séparée de biens par contrat de mariage de
Léon Leduc, et le dit Léon Leduc pour autoriser
et assister sa dite épouse, demanderesse; vs
JOSEPH E.-LEMIRE, défendeur.

Un emplacement situé en la cité de Montréal,
ayant front sur l'avenue Colonial, et connu aux
plan et livre de renvoi officiels du village incor-
poré de Saint-Jean-Baptiste, comme étant le
numéro cent trente-quatre (134), contenant
quarante pieds de large sur une profondeur
de soixante et onze pieds, mesure anglaise,
plus ou moins, et avec toutes les bâtisses érigées
ou qui seront érigées sur le dit lot; les édifices
sont connus comme étant les numéros 463 à 469
de la dite avenue Colonial.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le TREIZIEME jour de JANVIER
prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.

Montréal, le 7 décembre 1926. 5501—50-2

[Première publication, 11 décembre, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.
Montreal, to wit: } **DAME VIRGINIE VAL-**
No. 752 } **LEE,** wife duly sepa-

rate as to property by marriage contract of Léon
Leduc, and the said Léon Leduc to authorize
and assist his said wife, plaintiff; vs JOSEPH E.
LEMIRE, defendant.

"An emplacement situated in the city of
Montreal, fronting on Colonial Avenue and
known, on the plan and official book of reference
of the incorporated village of Saint Jean Bap-
tiste, as number one hundred and thirty four
(134), containing forty feet in width by seventy
one feet in depth, English measure, more or less,
and with all the buildings erected or which will
be erected on the said lot; the buildings are
known as numbers 463 to 469 of the said Colo-
nial Avenue."

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the THIRTEENTH day of JANUARY next,
at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.

Montreal, December 7th, 1926. 5502—50-2

[First publication, December 11th, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } **M. J.-L.-L. LEOPOLD**
No 11205. } **M. RODIER ET AL,**

ES-QUAL., demandeurs; vs RAOUL AUBERTIN,
défendeur.

Trois emplacements faisant front sur la rue
Devilliers, dans le quartier Emard, de la cité de
Montréal, connus et désignés comme étant les
subdivisions Nos soixante-treize, soixante-qua-
torze et soixante-quinze du lot No trois mille neuf
cent trente (3930-73, 74 et 75), des plan et livre
de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse
de Montréal, contenant chacun vingt-cinq pieds
de largeur par quatre-vingt-deux pieds de pro-
fondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } **M. J. L. L. LEOPOLD**
No. 11205. } **M. RODIER ET AL,**

ES-QUAL., plaintiffs; vs RAOUL AUBERTIN,
defendant.

Three emplacements fronting on Devilliers
Street, in Emard ward, of the city of Montreal,
known and designated as being subdivisions
numbers seventy three, seventy four and seventy
five of lot number three thousand nine hundred
and thirty (3930-73, 74 and 75), on the official
plan and book of reference of the municipality
of the parish of Montreal, each containing twenty
five feet in width by eighty two feet in depth,
English measure, and more or less—with the

avec les bâtisses y érigées, et contenant douze flats.

Pour être vendus, en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$1,800.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge Coderre, daté le 12 novembre 1926.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE
Montréal, 17 novembre 1926. 5109—47-2
[Première publication, 20 novembre 1926]

buildings thereon erected and containing twelve flats.

To be sold in block, at my office, in the city of Montreal, the TWENTY THIRD day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,800.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving their offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Coderre, dated the 12th of November, 1926.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, 17th November, 1926. 5110—47-2
[First publication, 20th November, 1926]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } J. MICHEL LEMIEUX,
No 2510. } J. marchand général, de
Charny, Lévis; contre J.-ARTHUR LEMIEUX,
de Saint-Romuald, Co. Lévis, à savoir:

Partie du lot No 251 (deux cent cinquante et un) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, étant un emplacement situé maintenant en la paroisse de Notre-Dame du Perpétuel Secours de Charny, mesurant cent pieds de front sur cent pieds de profondeur, le tout plus ou moins et mesure anglaise; bornée au nord à Michel Lemieux ou représentants, au sud et à l'est à un chemin projeté et à l'ouest à Gabriel Lemieux ou représentants—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Perpétuel Secours de Charny, comté de Lévis, le QUATORZIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 7 décembre 1926.
[Première publication, 11 décembre 1926]
[Deuxième publication, 24 décembre, 1926]
5487—50-2

FIERI FACIAS.

Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITE DE QUEBEC;
No 389. } L contre MARY AGNES
CONVEY.

Les lots Nos 2071B et 2072B (deux mille soixante et onze B et deux mille soixante et douze B) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Pierre, maintenant quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un emplacement de forme irrégulière situé sur la rue Saint-Paul—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTE ET UNIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 24 novembre 1926. 5267—48-2
[Première publication, le 27 novembre 1926]
[Deuxième publication, le 11 décembre 1926]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } J. MICHEL LEMIEUX,
No. 2510 } J. general merchant, of
Charny, Levis; against J. ARTHUR LEMIEUX,
of Saint Romuald, Co. of Levis, to wit:

Part of lot No. 251 (two hundred and fifty-one) on the official cadastre for the parish of Saint Jean Chrysostôme, county of Levis, being an emplacement now situate in the parish of Notre Dame du Perpétuel Secours de Charny, measuring one hundred feet in front by one hundred feet in depth, the whole more or less and English measure; bounded on the north by Michel Lemieux or representatives, on the south and on the east by a proposed road and on the west by Gabriel Lemieux or representatives—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Notre Dame du Perpétuel Secours de Charny, county of Levis, on the FOURTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 7th December, 1926.
[First publication, December 11th, 1926]
[Second publication, December, 24th, 1926]
5488—50-2

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 389. } T against MARY AGNES
CONVEY.

Lots Nos. 2071B and 2072B (two thousand and seventy-one B and two thousand and seventy-two B) of the official cadastre for Saint Peter's ward, now Champlain ward, of the city of Quebec, being an emplacement of irregular outline on Saint Paul Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTY-FIRST day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 24th November, 1926. 5268—48-2
[First publication, November 27, 1926]
[Second publication, December 11, 1926]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski, } JOHN DESROSIERS,
No 495. } vs EMILE CAR-
RIER, Sainte-Angèle, savoir:

Parties des Nos quatre-vingt et quatre-vingt-un au cadastre officiel de Sainte-Angèle-de-Méridi, étant un terrain d'environ $\frac{1}{2}$ arpent sur $\frac{3}{4}$ tel qu'enclos; borné au nord au chemin, à l'est, partie à Cyp. Beaulieu et Phil. Verreault, au sud et à l'ouest à Phil. Verreault et à un chemin conduisant au moulin—avec bâtisses. A charge des termes à échoir sur la répartition pour l'église et de la rente foncière.

Pour être vendue à la porte de l'église de Sainte-Angèle, le DOUZIEME jour de JANVIER prochain 1927, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, CHS DANJOU.
Rimouski, 7 décembre 1926. 5399—50-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } JOHN DESROSIERS,
No. 495. } vs EMILE CAR-
RIER, Sainte Angèle, to wit:

Parts of Nos. eighty and eighty-one, on the official cadastre for Sainte Angèle de Méridi, being a lot of land of about $\frac{1}{2}$ by $\frac{3}{4}$ of one arpent, such as fenced in; bounded on the north by the road, on the east partly by Cyp. Beaulieu and Phil. Verreault, on the south and on the west by Phil. Verreault and by a road leading to the mill—with buildings. Subject to the terms of the charges becoming due for church assessment and the ground rent.

To be sold at the door of the church of Sainte Angèle, on the TWELFTH day of JANUARY next, 1927, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS DANJOU,

Sheriff's office, Sheriff.
Rimouski, 7th December 1926. 5400—50-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec. } JOSEPH PARADIS,
District de Roberval. } père, de la paroisse de
No 4823. } Roberval, rentier; vs
JEAN VAILLANCOURT, de la paroisse de
Roberval, défendeur, à savoir:

1. Le lot de terre numéro huit du deuxième rang de la subdivision primitive du canton Roberval, maintenant connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-dix-neuf (No 199), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton Roberval, contenant cent acres, plus ou moins, en superficie—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

2. Le lot de terre numéro sept du troisième rang de la subdivision primitive du canton Roberval, maintenant connu et désigné sous le numéro deux cent seize (No 216), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton Roberval, contenant cent acres, plus ou moins, en superficie—avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, au Palais de Justice, à Roberval, MARDI, le ONZIEME jour de JANVIER prochain (1927), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 3 décembre 1926.
[Première publication, le 11 décembre 1926]
5459—50-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS

Superior Court.

Province of Québec. } JOSEPH PARADIS,
District of Roberval, } senior, of the parish
No. 4823. } of Roberval, annuitant;
vs JEAN VAILLANCOURT, of the parish of
Roberval, defendant; to wit:

1. That lot of land number eight, in the second range of the primitive subdivision of the township of Roberval, now known and designated under number one hundred and ninety-nine (No. 199), on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Roberval, containing one hundred acres, more or less, in area—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

2. That lot of land number seven, in the third range of the primitive subdivision of the township of Roberval, now known and designated under number two hundred and sixteen (No. 216), on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Roberval, containing one hundred acres, more or less, in area—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at my office, in the Court House at Roberval, on TUESDAY, the ELEVENTH day of JANUARY next (1927), at TEN o'clock in the forenoon.

GEO LEVESQUE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, 3rd. December, 1926.
[First publication, December 11th, 1926]
5460—50-2

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } DAME ANNA DU-
District de Roberval. } MAIS, de la ville
No 5300. } de Roberval, veuve de
feu Ladislav Otis, en son vivant marchand, du même lieu, demanderesse; vs DONAT MUNGER, cultivateur, de Saint-Bruno, Lac Saint-Jean, défendeur, et J.-HENRI DELISLE, courtier, de Roberval, curateur au délaissement, à savoir:

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Québec, } DAME ANNA DU-
District of Roberval. } MAIS, of the
No. 5300. } town of Roberval, widow of the late Ladislav Otis, in his lifetime merchant, of the same place, Plaintiff; vs DONAT MUNGER, farmer, of Saint Bruno, Lake Saint John, Defendant, and J. HENRI DELISLE, broker, of Roberval, Curator to the surrender, to wit:

Les trois quarts sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro huit ($\frac{3}{4}$ S.-E. No 8), du deuxième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton Ouiatchouan, contenant soixante-quinze acres, plus ou moins, en superficie, borné en front au nord-est au chemin public, en profondeur au sud-ouest au troisième rang, tenant au nord-ouest au reste du dit lot numéro huit, appartenant à M. Georges Lalancette, et au sud-est au lot numéro neuf—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Prime, MARDI, le VINGT-UNIEME jour de DECEMBRE prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. GEO. LEVESQUE.
Roberval, 16 novembre 1926. 5111—47-2
[Première publication, 20 novembre 1926]

The southeast three quarters of the lot of land known and designated under number eight ($\frac{3}{4}$ S.E. No. 8), of the second range, on the official cadastral plan and book of reference of the township of Ouiatchouan, containing seventy-five acres, more or less, in superficies, bounded in front to the northeast by the public road, in depth to the southwest by the third range, to the northwest by residue of said lot number eight, belonging to Mr. Georges Lalancette and to the southeast by lot number nine—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the parish of Saint Prime, on TUESDAY, the TWENTY FIRST day of DECEMBER next, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office. Sheriff.
Roberval, November 16, 1926. 5112—47-2
[First publication, November 20, 1926]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 525. } FERNANT LEBLANC, étudiant, de la cité et district de Montréal, demandeur; contre LEO DENAULT, de la cité de Sherbrooke, dit district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Ce certain morceau de terre connu et désigné comme étant le numéro quatre-vingt-huit, sur le plan de subdivision du lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-neuf (88-899), sur les plans et livres de renvoi officiels pour le quartier est de la cité de Sherbrooke, et portant le numéro vingt-sept (27) de la rue Saint-Michel, en la cité de Sherbrooke, dit district—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE 1926, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du shérif, en la cité de Sherbrooke, district de Saint-François.

Le shérif,

Bureau du shérif. C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, 15 novembre 1926. 5103—47-2
[Première publication, 20 novembre 1926]

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 525. } FERNANT LEBLANC, student, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against LEO DENAULT, of the city of Sherbrooke, said district of Saint Francis, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

That certain portion of land known and designated as being number eighty eight on the subdivision plan of lot number eight hundred and ninety nine (88-889) on the official plan and book of reference for the East ward of the city of Sherbrooke, and bearing number twenty seven (27) of Saint Michel Street, in the city of Sherbrooke, said district—with the buildings thereon erected.

To be sold the TWENTY SECOND day of the month of DECEMBER, 1926, at TEN o'clock in the forenoon, at the office of the sheriff, in the city of Sherbrooke, said district of Saint Francis.

C. E. THERRIEN,

Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, November 15, 1926. 5104—47-2
[First publication, November 20, 1926]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } J.-CHARLES HAMELIN, demandeur; vs JOSEPH CHEVALIER, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Edouard, cette partie démembrée de la paroisse de Saint-Justin, dans le comté de Maskinongé, faisant partie du lot numéro trois cent trente-cinq (partie No 335) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la paroisse de Saint-Justin, contenant trois arpents de front sur trois arpents de profondeur, dans le deuxième rang de

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } J. CHARLES HAMELIN, Plaintiff; vs JOSEPH CHEVALIER, Defendant.

As belonging to said defendant, namely:

A parcel of land situate in the parish of Saint Edouard, that part dismembered from the parish of Saint Justin, in the county of Maskinongé, forming part of lot number three hundred and thirty five (pt. No. 335) on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the parish of Saint Justin, measuring three arpents in front by three arpents in depth, in the second range of

Lanaudière, tenant au bout nord-est au premier rang; en profondeur et au côté sud-ouest au surplus dudit lot numéro trois cent trente-cinq, de l'autre côté au lot numéro trois cent trente-six — avec bâtisses dessus construites, avec en outre l'extrémité nord-est de chacun des lots ci-après, sur la largeur totale de chacun d'eux et sur une profondeur d'environ trois arpents de chacun d'eux à partir du premier rang, sans garantie de mesure précise, savoir: Des lots numéros trois cent trente-six, trois cent trente-quatre, trois cent trente-trois et trois cent trente-deux (parties Nos 336-334-333 et 332) dudit cadastre de Saint-Justin. A la charge par l'acquéreur de faire tous les travaux tant neufs que l'entretien mitoyens des parties de lots ci-dessus décrites, et de faire les mêmes travaux de chemin de tous les lots ci-dessus mentionnés.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Justin, dans le comté de Maskinongé, le VINGT-UNIÈME jour de DECEMBRE prochain 1926, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif. PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 16 novembre 1926. 5105—47-2
[Première publication, 20 novembre 1926]

Lanaudière; bounded by the first range on the north east end, in depth and on the south-west side by the surplus of said lot number three hundred and thirty five, on the other side by lot number three hundred and thirty six—with buildings thereon erected, with moreover, the north-east extremity of each of the lots hereafter mentioned, by the whole width and a depth of about three arpents of each of the same from the first range, without guarantee of accurate measurement, namely: Of lots numbers three hundred and thirty six, three hundred and thirty four, three hundred and thirty three and three hundred and thirty two (Parts. Nos. 336-334-333 and 332) of the said cadastre of Saint Justin. With the obligation for the purchaser to do all works either new or for *mitoyen* maintenance of the parts of lots hereabove described, and to do the same works for the road of all the lots aforesaid.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Justin, in the county of Maskinongé, on the TWENTY FIRST day of DECEMBER next, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office. Sheriff.
Three Rivers, November 16, 1926. 5106—47-2
[First publication, November 20, 1926]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 13 novembre, 1926.

M.M Bernardin Desrochers, de Ville-Marie, Charles-Edouard Winkie, médecin, de Témiscamingue, Lauréat Bouillé, médecin, de Rouyn, et Léopold Renaud, médecin, de Campbell's Bay, conjointement coroner pour le district judiciaire de Pontiac.

Québec, le 17 novembre, 1926.

M. Eric Hudon, de la cité de Québec, ingénieur forestier, au service du département des Terres et Forêts.

M. Ernest Charron, de la cité de Montréal, dentiste, dentiste à l'hôpital pour aliénés criminels, de Bordeaux.

M. Truman Draper, de Shawville, juge de paix pour le district de Pontiac.

M. Percival-George-Lionel Richards, de la cité de Montréal, juge de paix pour le district de Montréal.

M. M. Joseph Ruel et Joseph Nadeau, cultivateurs, de Saint-Charles-de-Bellechasse, juges de paix pour le district de Montmagny.

Québec, le 19 novembre 1926.

M. H.-P. Bruyère, de la cité de Québec, inspecteur pour la perception de la taxe d'hôpital, juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions des S. R. Q., 1925, Ch. 145, section 358.

M. Philippe Hamel, de la cité de Québec, instructeur, employé permanent au département de l'agriculture.

Québec, le 1er décembre 1926.

M. Louis Lemieux, assistant-trésorier de la Sainte-Anne Paper Co., Limited, et demeurant au No 51, rue Desjardins, Québec, juge de paix pour le district de Québec.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, November 13, 1926.

Bernardin Desrochers, of Ville Marie, Charles Edouard Winkie, physician, of Temiscamingue, Lauréat Bouillé, physician, of Rouyn, and Léopold Renaud, physician, of Campbell's Bay, to be joint coroner for the judicial district of Pontiac.

Quebec, November 17, 1926.

Eric Hudon, of the city of Quebec, forest engineer, to be a forest engineer in the service of the Department of Lands and Forests.

Ernest Charron, of the city of Montreal, dentist, to be a dentist at the hospital for the criminal insane, at Bordeaux.

Truman Draper, of Shawville, to be a Justice of the Peace for the district of Pontiac.

Percival George Lionel Richards, of the city of Montreal, to be a Justice of the Peace for the district of Montreal.

Joseph Ruel and Joseph Nadeau, farmers, of Saint Charles de Bellechasse, to be Justices of the Peace for the district of Montmagny.

Quebec, November 19, 1926.

H. P. Bruyère, of the city of Quebec, inspector for the collection of the hospital dues, to be a Justice of the Peace with jurisdiction over all the Province of Quebec, for the purposes of administering the oath only, pursuant to the provisions of the R. S. Q., 1925, ch. 145, section 358.

Philippe Hamel, of the city of Quebec, instructor, to be a permanent employee in the Department of Agriculture.

Quebec, December 1st., 1926.

Louis Lemieux, assistant-treasurer of the Sainte Anne Paper Co., Limited, and residing at No. 51, Desjardins Street, Quebec, to be a Justice of the Peace for the district of Quebec.

MM. Antoine Despatis et Edgar Lamoureux, de la cité de Montréal, juges de paix pour le district de Montréal.

M. J.-Alfred Labrecque, de Kingsey Falls, comté de Drummond, juge de paix pour le district d'Arthabaska.

M. Eugène Morin, de Lamorandière, cultivateur, juge de paix pour le district d'Abitibi.

MM. Fred.-W. Salsman, chef gardien de L'Île d'Anticosti, Capitaine Luc Pelletier, ex-gouverneur de L'Île d'Anticosti et J.-Arthur Renaud, comptable en chef de toute administration de L'Île d'Anticosti, tous trois de L'Île d'Anticosti, juges de paix pour le district de Saguenay.

5471

Antoine Despatis and Edgar Lamoureux, of the city of Montreal, to be Justice of the Peace for the district of Montreal.

J. Alfred Labrecque, of Kingsey Falls, county of Drummond, to be a Justice of the Peace for the district of Arthabaska.

Eugène Morin, of Lamorandière, farmer, to be a Justice of the Peace for the district of Abitibi.

Fred. W. Salsman, head-guardian of Anticosti Island, Captain Luc Pelletier, ex-governor of Anticosti Island, and J. Arthur Renaud, chief accountant of all the administration of Anticosti Island, all three of Anticosti Island, to be Justices of the Peace for the district of Saguenay.

5472

Arrêté en Conseil

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 2 décembre 1926, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 3 décembre 1926.

Concernant la recherche des minéraux dans une certaine étendue du Parc National des Laurentides

L'honorable Ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, dans un mémoire en date du 2 décembre, (1926), expose: par un arrêté ministériel du 22 avril 1926, No 672, la recherche des minéraux fut permise dans une certaine étendue du Parc National des Laurentides;

Mais les claims qui furent piquetés dans cette région et les recherches qui suivirent n'ont pas répondu aux espérances des intéressés qui ont laissé périmer leurs droits;

Et attendu que la recherche des minéraux, à moins d'indications sérieuses, n'est pas désirable dans les Parcs organisés pour la protection du gibier:

En conséquence, l'honorable Ministre recommande que l'arrêté ministériel précité du 22 avril 1926, No 672, concernant la recherche des minéraux dans le Parc National des Laurentides, soit révoqué.

Certifié,

(Signé) A. MORISSET,

5463—50-2

Greffier Conseil Exécutif.

Order in Council

COPY OF REPORT of a Committee of the Honourable the Executive Council, dated December 2nd, 1926, approved by the Lieutenant-Governor on December 3rd, 1926.

Concerning prospecting for minerals in a certain area of the Laurentide National Park.

The Honourable the Minister of Colonization, Mines and Fisheries, in a report dated December 2nd, (1926) states that:

By an Order in Council No. 672, of April 22nd 1926, prospecting for minerals was allowed in a certain specified area of the Laurentide National Park;

But that the claims which were staked in the region thus opened, and the results of exploration and work which ensued, did not come up to the expectations of the interested parties, who have allowed their rights to lapse;

And whereas prospecting for minerals, without previous indications of mineralization, is not desirable in the organized Parks, as it is liable to conflict with the protection of game:

In consequence, the Honourable the Minister recommends that the above mentioned Order in Council No. 672, dated April 22nd 1926, allowing prospecting and staking for minerals in the Laurentide National Park, be rescinded.

Certified,

(Signed) A. MORISSET,

5464—50-2

Clerk of the Executive Council.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, }
Assistant-Procureur- }
Général. } ATTENDU que, par un jugement de la Cour Supérieure du

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, }
Acting Deputy- }
Attorney General. } WHEREAS, by a judgment of the Superior Court of the

district de Terrebonne, en date du 3 octobre 1922, la Compagnie du Chemin à Barrière de Terrebonne a été déclarée dissoute et le chemin désigné ci-dessous, dont elle était propriétaire, est devenu la propriété de la Couronne pour l'usage du public, savoir:

district of Terrebonne, dated the 3rd of October 1922, the Compagnie du Chemin à Barrière de Terrebonne has been declared dissolved, and the road hereunder designated, which it was the proprietor of, has become the property of the Crown for the use of the public, to wit:

"Cette partie du chemin de péage s'étendant depuis le côté nord-ouest de la rue Saint-Louis, dans la ville de Terrebonne, jusqu'au village de Saint-Henri-de-Mascouche inclusivement et traversant la ville de Terrebonne, la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-de-Lachenaie et la municipalité de la paroisse de Saint-Henri-de-Mascouche."

"That part of the toll road extending from the northwest side of Saint Louis Street, in the town of Terrebonne, to the village of Saint Henri de Mascouche, inclusively, and running through the town of Terrebonne, the municipality of Saint Charles de Lachenaie and the municipality of the parish of Saint Henri de Mascouche;"

ATTENDU que, par suite du jugement et en vertu des dispositions de l'article 2362 des Statuts Refondus de Québec, 1909, maintenant S. R. 1925, chapitre 94, article 4), le Ministre des Travaux publics et du Travail a le contrôle et l'administration du chemin ci-dessus désigné;

WHEREAS, following a judgment and in virtue of the provisions of article 2362 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, now R. S. 1925, chapter 94, article 4), the Minister of Public Works and Labour has the control and management of the road hereabove designated;

ATTENDU que, en vertu des dispositions des Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 95, article 53, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, déclarer que le chemin ci-dessus désigné, placé sous le contrôle et l'administration du Ministre des Travaux publics et du Travail, n'est plus, à compter du jour indiqué dans la proclamation, sous le contrôle de ce dernier;

WHEREAS, in virtue of the provisions of the Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 95, article 53, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, declare that the road hereabove designated, placed under the control and management of the Minister of Public Works and Labour, shall no longer, from the date named in the proclamation, be under his control;

ATTENDU qu'il y a lieu de décréter que, à compter du quinzième jour de décembre 1926, le chemin ci-dessus désigné ne sera plus sous le contrôle du Ministre des Travaux publics et du Travail;

WHEREAS it is expedient to enact that from the fifteenth of December, 1926, the road hereabove designated shall no longer be under the control of the Minister of Public Works and Labour;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif et conformément aux dispositions des Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 95, article 53, Nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons que, à compter du quinzième jour de décembre 1926, inclusivement, cette partie du chemin de péage s'étendant depuis le côté nord-ouest de la rue Saint-Louis, dans la ville de Terrebonne, jusqu'au village de Saint-Henri-de-Mascouche inclusivement et traversant la ville de Terrebonne, la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-de-Lachenaie et la municipalité de la paroisse de Saint-Henri-de-Mascouche, n'est plus sous le contrôle du Ministre des Travaux publics et du Travail.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council and pursuant to the provisions of the Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 95, article 53, We have enacted and ordered and do hereby enact and order that, from the fifteenth day of December 1926, inclusively, that part of the toll road extending from the northwest side of Saint Louis Street, in the town of Terrebonne, to the village of Saint Henri de Mascouche inclusively and running through the town of Terrebonne, the municipality of the parish of Saint Charles de Lachenaie and the municipality of Saint Henri de Mascouche, shall no longer be under the control of the Minister of Public Works and Labour.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. NARCISSE PÉRODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PÉRODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE, en l'année mil neuf cent vingt-six de l'ère chrétienne et de Notre règne la dix-septième année.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this SEVENTH day of DECEMBER, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty-six and in the seventeenth year of Our Reign.

Par ordre,

By command,

5493 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

5494 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Assurances

AVIS DE RENOUVELLEMENT DE PERMIS
ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que l'Union Belge du District de Montréal ayant satisfait aux dispositions de la loi, le permis et l'enregistrement ont été renouvelés pour le terme finissant le trente juin 1927.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 du chapitre 243 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1925, ce neuvième jour de décembre 1926.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,
O.-E. SHARPE.

Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

5505-50-2

Insurances

NOTICE OF RENEWAL OF THE LICENSE
AND REGISTRATION

Notice is hereby given that "Union Belge du District de Montréal" having complied with the requirements of the law, the license and the registration have been renewed for the term ending June thirtieth, 1927.

Given pursuant to the Article 121 of the Chapter 243 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925, the ninth day of December, 1926.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

O. E. SHARPE,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

5506-50-2

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que la ville de Montréal-Est s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour obtenir l'amendement de sa charte relativement à son pouvoir d'emprunt, de façon à ce qu'elle soit à l'avenir régie par la loi générale; pour être autorisée à adopter toutes mesures que pourrait nécessiter l'ouverture de la rue Sherbrooke et généralement l'ouverture de nouvelles rues dans les limites de son territoire; pour obtenir la ratification de la résolution de son conseil accordant une commutation de taxes à la Compagnie de Ciment Nationale; pour obtenir la confirmation de toute transaction qu'elle pourrait faire avec Dominion Carriage Company, Limited, ses successeurs ou représentants, et ratification, au besoin, de la vente qu'elle pourrait de même être appelée à faire des immeubles de cette Compagnie.

Le secrétaire-trésorier,
J.-EMERY CODERRE.

Montréal-Est, 7 décembre, 1926.

5497-50-4

Avis public est par les présentes donné que les Révérends Père Théophile Hudon, Joseph Sheehy, Alphonse Gauthier et Edouard Roy, tous membres de la Compagnie de Jésus, tous de la cité et du district de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant, eux et leurs successeurs, en corporation, sous le nom de "La Corporation du Val Racine", pour fins religieuses, d'éducation, œuvres charitables et sociales, avec les pouvoirs habituels conférés à ces corporations.

Chicoutimi, ce 9 décembre 1926.

Le procureur des requérants,
GUY HUDON.

5507-50-4

Avis est par les présentes donné que la corporation de "L'Asile du Bon-Pasteur de Québec" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte d'incorporation, 18 Victoria, chapitre 233, concernant ses pouvoirs, et en particulier son pouvoir d'emprunt, et pour d'autres fins.

L'ASILE DU BON-PASTEUR DE QUEBEC.
Québec, le 9 décembre 1926.

5515-50-4

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the town of Montreal-East will apply to the Legislature, at its next Session, to obtain an amendment to its charter concerning its borrowing power, in order that it may, in the future, be governed by the general law; to be authorized to adopt all necessary proceedings for the opening of Sherbrooke Street, and generally for the opening of new streets within the limits of its territory; to obtain a ratification of the resolution of its Council, granting a commutation of taxes to the National Cement Company; to obtain the confirmation of any transaction into which it may enter with Dominion Carriage Company, Limited, its successors or representatives, and also the ratification, if needed, of the sale which it may be called upon to make of the immovables of said Company.

J. EMERY CODERRE,
Secretary-Treasurer.

Montreal-East, December 7th, 1926.

5498-50-4

Public notice is hereby given by the Reverend Fathers Théophile Hudon, Joseph Sheehy, Alphonse Gauthier and Edouard Roy, all members of "La Compagnie de Jésus", all of the city and district of Quebec, that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the enactment of an act to constitute them and their successors a corporation under the name of "La Corporation du Val Racine", for religious, educational, charitable and social purposes, with the powers ordinary granted to corporations of that kind.

Chicoutimi, December 9th, 1926.

GUY HUDON,
Attorney for applicants.

5508-50-4

Notice is hereby given that the corporation of "L'Asile du Bon-Pasteur de Québec" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its act of incorporation, 18 Victoria, chapter 233, concerning its powers, and particularly its borrowing powers, and for other purposes.

L'ASILE DU BON-PASTEUR DE QUEBEC.
Québec, 9th. December, 1926.

5516-50-4

Avis est par les présentes donné que "La Congrégation des Religieux du Très Saint Sacrement" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à son acte d'incorporation 55-56 Victoria, chapitre 96, concernant ses pouvoirs, et en particulier son pouvoir d'emprunt et pour d'autres fins.

LA CONGREGATION DES RELIGIEUX DU TRES SAINT SACREMENT.
Montréal, le 9 décembre 1926. 5511—50-4

Avis est par les présentes donné que "La Congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-Louis" s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à son acte d'incorporation, 4 Édouard VII, chapitre 109, concernant ses pouvoirs, et en particulier son pouvoir d'emprunt, et pour autres fins.

LA CONGREGATION DES SOEURS
DE LA CHARITE DE SAINT-LOUIS.
Québec, le 9 décembre 1926. 5513—50-4

Avis est par les présentes donné que la corporation de "Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à son acte d'incorporation, 56 Victoria, chapitre 86, concernant ses pouvoirs, et en particulier son pouvoir d'emprunt, et pour d'autres fins.

LES RELIGIEUSES DE
L'HOTEL-DIEU DE LEVIS.
Lévis, le 9 décembre 1926. 5517—50-4

Avis est, par les présentes, donné que Alexandre Gareau, Hervé Gareau, Hector Gareau, Emile Gareau, Arthur Gareau et Jeanne Gareau, et Philias Rolland s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire passer une loi décrétant que les biens de la succession de Joseph Gareau et de son épouse sont la propriété absolue des requérants.

Montréal, le 9 décembre, 1926.
Les procureurs des requérants,
LAURENDEAU & LAURENDEAU.
5519—50-4

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, demande sera faite par Benzion Kauffman, fabricant de portefeuilles, Fischel Zigmund, marchand; Isaac Korman, professeur; Harry Poch, Isaac Weissman, Joseph Freiman, Joseph Goodman, tous quatre marchands; Nathan Stolovitch, menuisier, Julius Much, tailleur, Samuel Weissman, marchand, Joseph Antonofsky, épiciier, Max Lenetsky, marchand, Gedalia Halperin, marchand, et Berel Merzman, tailleur, tous de la cité de Montréal, pour les constituer en corporation religieuse sous le nom de "Ukrainian Jewish Congregation", avec pouvoir de tenir des registres de l'état civil et garder, posséder et acquérir des propriétés mobilières et immobilières, et faire tous actes et choses nécessaires au bon fonctionnement d'une corporation religieuse, et pour autres fins.

Montréal, 4 novembre 1926.
Les procureurs des requérants,
JACOBS, PHILLIPS & SPERBER.
5527—50-4 83, rue Craig Ouest, Montréal.

Notice is hereby given that "La Congrégation des Religieux du Très Saint Sacrement" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its act of incorporation 55-56 Victoria, Chapter 96, concerning its powers, and particularly its borrowing powers, and for other purposes.

LA CONGREGATION DES RELIGIEUX DU TRES SAINT SACREMENT.
Montreal, 9th. December, 1926. 5512—50-4

Notice is hereby given that "La Congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-Louis" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its act of incorporation, 4 Edward VII, chapter 109, concerning its powers, and particularly its borrowing powers, and for other purposes.

LA CONGREGATION DES SOEURS
DE LA CHARITE DE SAINT-LOUIS.
Quebec, 9th. December, 1926. 5514—50-4

Notice is hereby given that the corporation of "Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its act of incorporation, 56 Victoria, chapter 86, concerning its powers, and particularly its borrowing powers, and for other purposes.

LES RELIGIEUSES DE
L'HOTEL-DIEU DE LEVIS.
Levis, 9th. December, 1926. 5518—50-4

Notice is hereby given that Alexandre Gareau, Hervé Gareau, Hector Gareau, Emile Gareau, Arthur Gareau, Jeanne Gareau and Philias Rolland will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act declaring that the Applicants are the absolute owners of the property of the Estates of Joseph Gareau and of his wife.

Montreal, 9th. December, 1926.
LAURENDEAU & LAURENDEAU,
Attorneys for the applicants.
5520—50-4

Public notice is hereby given that at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec, application will be made by Benzion Kauffman, pocketbook-maker; Fischel Zigmund, merchant; Isaac Korman, teacher; Harry Poch, merchant; Isaac Weissman, merchant; Joseph Freiman, merchant; Joseph Goodman, merchant; Nathan Stolovitch, carpenter; Julius Much, tailor; Samuel Weissman, merchant; Joseph Antonofsky, grocer; Max Lenetsky, merchant; Gedalia Halperin, merchant, and Berel Merzman, tailor, all of the city of Montreal, for incorporation as a religious corporation under the name of "Ukrainian Jewish Congregation", with power to keep registers of civil status, and to hold, own and acquire moveable and immovable property, and to do all acts and things necessary in the work of a religious corporation, and for other purposes.

Montreal, November 4, 1926.
JACOBS, PHILLIPS & SPERBER,
Solicitors for applicants.
5528—50-4 83, Craig St., West, Montreal.

Avis public est, par les présentes, donné qu'une requête sera présentée à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, au nom de la compagnie "The Mount Royal Hotel Company, Limited", une corporation ayant son bureau-chef en la cité et le district de Montréal, pour la passation d'une loi confirmant le Règlement No 24 de la compagnie, étant un règlement qui pourvoit :

(I) (a) Au changement du taux de dividende des actions privilégiées cumulatives de la compagnie de 8% à 6% par année;

(b) Al'octroi du droit aux actionnaires privilégiés de voter si et lorsque des dividendes sont en souffrance au montant de 6% au lieu de 8%, tel que ci-devant déclaré;

(c) A la fixation du prix auquel les actions peuvent être rachetées à 105% et les dividendes courus, au lieu de 110% et les dividendes courus; et

(d) Au rappel ou amendement d'aucune des dispositions du règlement concernant les actions privilégiées, par un vote des actionnaires d'au moins les deux-tiers en valeur des actions privilégiées alors en cours.

(II) A la création et à l'émission de certificats de dividendes "scrip" de la compagnie, d'un montant global n'excédant pas \$1,706,425.00 (étant sur une base de \$25.00 pour chaque action de capital privilégié de la compagnie en cours, et chaque \$100.00 de débetures convertibles de la compagnie en cours et de la "Mount Royal Hotel Company, Limited", la prédécesseur de la compagnie) ne portant pas d'intérêt et payables seulement à même le surplus des bénéfices après avoir pourvu au dividende des actions privilégiées, ces certificats de dividende "scrip" devant être payés au taux de 5% du montant d'icelui, en chaque année, à compter de l'année 1930 et en autant que des surplus de recettes de la compagnie sont disponibles à cette fin, et, si tel surplus de bénéfices en aucune année ne suffit pas pour racheter tel certificat de 5%, le déficit en aucune année sera cumulatif et sera payable à même le premier surplus de recettes cumulatif disponible dans la suite. Il est de plus pourvu qu'aucun dividende ne sera payé sur les actions ordinaires aussi longtemps qu'il y aura des arrérages en cours concernant les distributions annuelles sur les certificats de dividende "scrip".

(III) Au paiement et à la remise aux détenteurs des actions privilégiées et ou de débetures convertibles de \$3.00 en argent (moins tout montant préalablement payé par voie de dividende privilégié) et de certificats de dividende d'une valeur nominale de \$25.00 concernant chaque action privilégiée de \$100. de débetures convertibles détenues par eux, le tout comme représentant et remplaçant leur droit à tous arrérages de dividendes sur les actions privilégiées de la compagnie jusqu'au premier janvier 1927.

(IV) A la remise aux détenteurs des actions privilégiées et ou de débetures convertibles d'une action de capital ordinaire relativement à chaque dix (10) actions de capital privilégié ou \$1,000.00 de débetures détenues par eux (ces actions ordinaires étant mises à la disposition de la compagnie pour cette fin, par un ou plusieurs détenteurs d'icelles qui ont consenti à le faire).

Est légal et valide, et lie la compagnie et tous ses actionnaires à toutes fins que de droit.

Montréal, le 7 décembre 1926.

Les procureurs de la requérante,
MEREDITH, HOLDEN,
5525-50-4 HEWARD & HOLDEN.

Public notice is hereby given that a Petition will be presented to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, on behalf of The Mount Royal Hotel Company, Limited, a corporation having its head office in the city and district of Montreal, for the passing of an Act declaring that By-law No. 24 of the Company, being a by-law which provides for:

(I) (a) A change of the dividend rate of the cumulative preference shares of the Company from 8% to 6% per annum;

(b) The granting of the right to preference shareholders to vote if and when dividends are in arrears to the extent of 6% instead of 8% as heretofore;

(c) Fixing the price at which shares may be redeemed at 105% and accrued dividends, instead of 110% and accrued dividends; and

(d) The repeal or amendment of any of the provisions of the By-law relating to preferred shares by a vote of the shareholders of at least two-thirds in value of the preference shares then outstanding.

(II) The creation and issue of scrip dividend certificates of the Company, of an aggregate amount not exceeding \$1,706,425.00 (being on the basis of \$25.00 for each share of outstanding preference stock of the company, and each \$100.00 of outstanding convertible debentures of the company and of Mount Royal Hotel Company, Limited, the predecessor of the company, carrying no interest and payable only out of the surplus earnings after meeting the requirements of the preference stock, such scrip dividend certificates to be paid at the rate of 5% of the amount thereof in each year, commencing in the year 1930, and to the extent that surplus earnings of the company are available for this purpose, and if such surplus earnings in any year are insufficient to redeem such 5%, the deficit in any year shall be cumulative and shall be paid out of the first cumulative surplus earnings available thereafter. It being further provided that no dividends shall be paid on the common stock while there are any accrued arrears in respect of the annual distributions on the scrip dividend certificates.

(III) The payment and delivery to the holders of preference shares and or Convertible debentures of \$3.00 in cash (less any amount previously paid by way of preferred dividends) and of scrip dividend certificates of a face value of \$25.00 in respect of each preference shares or \$100.00 of convertible debentures held by them, the whole as representing and replacing their rights to all arrears of dividends on the preference shares of the company up to the 1st day of January, 1927.

(IV) The delivery to the holders of preference shares and or Convertible debentures of one share of common capital stock in respect of each ten (10) shares of preference stock or \$1,000.00 of debentures held by them (such common shares to be made available to the company for this purpose by one or more holders thereof who have consented to do so).

Is legal and valid, and binding upon the company and all its shareholders to all intents and purposes.

Montreal, 7th. December, 1926.

MEREDITH, HOLDEN,
HEWARD & HOLDEN,
5526-50-4 Attorney for Petitioner.

Charte:—Abandon de

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Tourist's Garage, Limited", Montréal, s'adressera prochainement au lieutenant-gouverneur pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Le secrétaire-trésorier de la compagnie,
(Signé) WILLIAM-J.-W. BOOTH.
5523 TOURIST'S GARAGE, LIMITED.

Charter:—Surrender of

Notice is hereby given that "Tourist's Garage, Limited", Montreal, will shortly apply to the Lieutenant-Governor to surrender its charter.

(Signed) WILLIAM J. W. BOOTH,
Secretary-Treasurer.
5524 TOURIST'S GARAGE, LIMITED.

Soumissions

Province de Québec, district de Saint-François.

Les Commissaires d'Ecoles Catholiques pour la Municipalité Scolaire de la cité de Sherbrooke, dans le comté de Sherbrooke.

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Ecoles pour la municipalité scolaire catholique de la cité de Sherbrooke, dans le comté de Sherbrooke, recevront au bureau de leur secrétaire-trésorier, 140 rue King ouest, dans la cité de Sherbrooke, d'aujourd'hui au vingt-neuvième jour de décembre 1926, pour être prises en considération par les dits commissaires, le même jour, à quatre heures de l'après-midi, à une session qui sera tenue au lieu ordinaire de leurs réunions, des soumissions pour l'achat d'obligations émises par résolution des dits commissaires du 2 décembre 1926, au montant global de \$125,000.00.

Ces obligations seront chacune de \$500.00 payable au porteur, remboursable en quarante versements, dont les trente premiers seront de \$3000.00 chacun, et les dix derniers de \$3500.00.

Ces obligations seront émises et payables en quarante séries dont les trente premières séries en six débetures de \$500.00 chacune et les dix dernières en sept débetures de \$500.00; la première série sera remboursable le 2ième jour de janvier 1928 et les autres d'année en année, à la même date, jusqu'au parfait remboursement de la dite somme de \$125,000.00.

Ces obligations porteront intérêt au taux de 5% par an. Les dits intérêts seront payables semi-annuellement, les deuxième jour de janvier et juillet, chaque année.

Des coupons représentant les paiements semi-annuels d'intérêt seront annexés à chaque obligation, portant le même numéro, et seront payables au porteur à l'endroit fixé pour le paiement des obligations elles-mêmes.

Ces obligations et coupons seront payables au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale à Montréal ou aux succursales de cette banque, à Sherbrooke ou à Québec, province de Québec.

La susdite émission a été autorisée par le lieutenant-gouverneur en Conseil, voir loi 13 George V, chapitre 45.

Un chèque accepté égal à 1% du montant de la susdite émission devra accompagner chaque soumission.

Toute soumission doit spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas l'intérêt accru sur les obligations au moment de leur livraison.

Les commissaires ne s'engagent à accepter ni la plus haute, ni la plus basse, ni aucune des soumissions.

Tenders

Province of Quebec, district of Saint Francis.

The Catholic School Commissioners for the municipality of the city of Sherbrooke, in the county of Sherbrooke.

Public notice is hereby given that the School Commissioners of the city of Sherbrooke, in the county of Sherbrooke, will receive at the office of the secretary-treasurer, 140 King Street West, in the city of Sherbrooke, from now to the twenty ninth day of December 1926, to be taken into consideration by the said Commissioners on the same day at 4 o'clock P. M., at a session which will be held at the ordinary place of their meetings, tenders for the purchase of debentures issued by a resolution of the said Commissioners of the 2nd day of December 1926, for the total amount of \$125,000.00.

The debentures will be of \$500.00 each, payable to bearer, redeemable in forty payments or forty years, the first thirty will be of \$3000.00 each and the ten last will be of \$3500.00.

The debentures will be issued and payable in forty series, of which the first thirty will be of six debentures of \$500.00 each and the ten last will be of seven of \$500.00 each, the first series will be payable the 2nd day of January 1928, and the others from year to year at the same date, until full payment of the said sum of \$125,000.00.

The debentures will bear interest at the rate of 5%, payable semi-annually the second day of January and July respectively, and will be payable to bearer at the same place fixed for the payment of the debentures.

The debentures and coupons will be payable at the Head Office of la Banque Canadienne Nationale, Montreal, or at the Sherbrooke or Quebec Branch of the said Bank, in the Province of Quebec.

The said issue has been authorized by the Lieutenant-Governor in Council, see law 13 George V, Chapter 45.

An accepted or certified cheque equal to the amount of 1% of the issue shall accompany each tender.

All tenders must specify if the price offered includes or does not include the accrued interest at the time of their delivery.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest, or lowest or any of the tenders.

Donné en la cité de Sherbrooke, ce 11ème jour de décembre 1926.

Le secrétaire-trésorier des Commissaires
d'Ecoles Catholiques pour la municipa-
lité scolaire de la cité de Sherbrooke,
3509 LEON-O. LACOMBE.

Given at Sherbrooke, this 11th day of December 1926.

LEON O. LACOMBE,
Secretary-Treasurer, Catholic School
Commissioners, city of Sherbrooke.
5510

PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE CHICOUTIMI.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA BARRE,
CO. DE CHICOUTIMI.

Avis public est par la présente donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire de LaBarre, que des soumissions cachetées et endossées "Soumission pour Débentures" seront reçues par le soussigné, en sa qualité de secrétaire-trésorier, jusqu'à 8 hres P.M. mardi, le 28 décembre 1926, pour l'achat de \$18,000.00 (dix-huit mille piastres) d'obligations de la dite municipalité scolaire, que cette dernière a été autorisée à émettre.

Ces obligations en capital et intérêts sont payables au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale à Hébertville-Station, Québec et Montréal, émises en coupures de \$100.00 et \$500.00, portant intérêt au taux de 5½%, remboursables en séries dont \$2000.00 annuellement pour les cinq premières années et la balance d'année en année jusqu'à 1956.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant des dites obligations.

En plus du prix offert, l'acquéreur devra payer l'intérêt accru exigé sur les dites obligations jusqu'au jour de la livraison.

Les dites soumissions seront prises en considération à l'ouverture de la séance du conseil de cette municipalité, à 8 heures du soir, le 28 décembre 1926, laquelle ne s'engage pas à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

3521

Le secrétaire-trésorier,
J.-A. COUTURE.

PROVINCE OF QUEBEC.—DISTRICT OF CHICOUTIMI.

SCHOOL MUNICIPALITY OF LA BARRE,
CO. OF CHICOUTIMI.

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer for the school municipality of La Barre, that sealed tenders marked "Tenders for debentures" will be received by the undersigned, in his quality of Secretary-Treasurer, until 8 o'clock P.M. on Tuesday, the 28th. of December 1926, for the purchase of \$18,000.00 (eighteen thousand dollars) of bonds of the said school municipality, which the latter has been authorized to issue.

These bonds will be payable in capital and interest at the head-office of the Banque Canadienne Nationale at Hébertville-Station, Quebec and Montreal, issued in denominations of \$100.00 and \$500.00, bearing interest at the rate of 5½%, redeemable serially, namely \$2,000.00 annually for the first five years and the balance from year to year until 1956.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, equal to 1% of the value of said bonds.

In addition to the offered price, the purchaser will have to pay the accrued interest exigible on the said bonds until the day of delivery.

The said tenders will be taken into consideration at the opening of the meeting of the council of this municipality, at eight o'clock in the evening, on the 28th of December, 1926, and the said municipality shall not be bound to accept the highest or any of the tenders.

5522

J. A. COUTURE,
Secretary-Treasurer.

Vente pour taxes municipales

Sale for municipal taxes

PROVINCE DE QUÉBEC.

Comté de Chambly.

VILLE DE GREENFIELD PARK.

Avis public est, par les présentes, donné par monsieur E.-J. Allwright, secrétaire-trésorier de la ville de Greenfield Park, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, au bureau de la corporation, coin Boulevard Edouard et Chemin Devonshire, Greenfield Park, MERCREDI, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE 1926, à DIX heures du matin, pour acquitter le paiement des taxes municipales et scolaires mentionnées plus bas, et les frais et intérêts encourus, à moins que les taxes, frais et intérêts soient payés avant la vente.

PROVINCE OF QUEBEC.

County of Chambly.

TOWN OF GREENFIELD PARK

Public notice is hereby given by E. J. Allwright, secretary-treasurer of the town of Greenfield Park, that the properties hereinafter designated will be sold by public auction at the office of the corporation, corner of Edward Boulevard and Devonshire Road, Greenfield Park, on WEDNESDAY, the TWENTY NINTH day of DECEMBER, 1926, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of Municipal and School Taxes mentioned below and the costs and interest thereon, unless the said taxes, interest and costs are paid before the sale.

Nom du propriétaire Name of proprietor	No cadastral Cadastral No.	Taxes municipales Municipal taxes	Taxes scolaires School taxes
Anderson, James.....	Partie du No cad. 2291, de mesure irrégulière, 60,733 pieds carrés; bornée du côté s.-e. par le No cad. 228, du côté n.-o., par le No cad. 229-2, en arrière par partie du même lot, et en front par le chemin Devonshire et autres parties du même lot.—Part of cad. No. 2291, irregular measurements, 60,735 square feet; bounded on s.-e. side by Cad. No. 228, on n.-w. side by cad. No. 229-2 in rear by part of same lot and in front by Devonshire road and other parts of same lot.....	\$287.84	\$301.65
Buchanan, W.....	No. cad. 239-7-3, 4 et 6.—Cad. No. 239-7-3, 4 and 6.....	366.21	239.93
Bokus, D., succession de—estate of	No. cad. 244-2, avec les bâtisses y érigées.—Cad. No. 244-2 with buildings erected thereon.....	378.17	321.76
Barrett, W.....	No. cad. 244, coin sud-ouest du lot No 60 mesurant 58 pieds, 6 pouces, en front sur 157 pieds, 6 pouces en profondeur.—Cad. No. 244 southwest corner of lot No 60 measuring 58 feet, 6 inches front by 157 feet 6 inches deep.....	67.05	89.17
Bailey, Eph.....	No. cad. 232-1, partie du lot No 38 mesurant 40 pieds en front sur 156 pieds en profondeur; bornée en front par No. cad. 232-1-37, en arrière par No. cad. 240, et de chaque côté par d'autres parties du même lot.—Cad. No. 232-1, part of lot No. 38 measuring 40 feet front by 156 feet deep; bounded in front by Cad. No. 232-1-37 in rear by Cad. No. 240, and on each side by other parts of same lot.....	39.65	36.18
Barton, Alf.....	No. cad. 232-1, partie n.-o. du lot 29 mesurant 72 pieds, 11 pouces en front sur 506 pieds en profondeur.—Cad. No. 232-1, n.-w. part of lot 29 measuring 72 feet 11 inches front by 506 feet deep.....	165.28	198.63
Charlton, S.....	No. cad. 239, partie sud-est du lot 46, mesurant 105 pieds en front sur 192 pieds en profondeur.—Cad. No. 239, southeast part of lot 46 measuring 105 feet front by 192 feet deep.....	212.75	217.48
Dobuck, M.....	No. cad. 244-3-11.—Cad. No. 244-3-11.....	33.30	21.23
Denis, Eleazar.....	No. cad. 232-1-11.—Cad. No. 232-1-11.....	210.00	78.50
Entwistle, T.....	No. cad. 232-1-41.—Cad. No. 232-1-41.....	166.50	102.87
Greaves, A. R.....	No. cad. 239-4.—Cad. No. 239-4.....	220.75	188.56
Gunnerson, Ferd.....	No. cad. 239, partie nord-ouest du lot 35, mesurant 50 pieds en front sur 192 pieds en profondeur.—Cad. No. 239, northwest part of lot 35 measuring 50 feet front by 192 feet deep.....	82.85	69.01
Gunnerson, Ferd.....	No. cad. 240, partie nord-ouest du lot 58, mesurant 25 pieds en front sur 263 pieds en profondeur.—Cad. No. 240, northwest part of lot 58 measuring 25 feet front by 263 feet deep.....	41.75	30.50
Gunnerson, Ferd.....	No. cad. 240, partie sud-est du lot 59, mesurant 25 pieds en front sur 263 pieds en profondeur.—Cad. No. 240, southeast part of lot 59, measuring 25 feet front by 263 feet deep.....	41.75	30.50
Graham, A. T.....	No. cad. 240-66-1.—Cad. No. 240-66-1.....	122.35	54.96
Hornsby, L. W.....	No. cad. 241, partie du lot No. 10, mesurant 30 pieds en front sur 176 pieds en profondeur; bornée en front par Avenue Murray, en arrière et de chaque côté par d'autres parties du même lot.—Cad. No. 241, part of lot No. 10, measuring 30 feet front by 176 feet deep; bounded in front by Murray Avenue, in rear and on each side by other parts of same lot, cad. No. 241-10.....	36.10	33.53
Henke, Amedie J.....	No. cad. 244-36-2.—Cad. No. 244-36-2.....	25.60	22.50
Hales, W. D.....	No. cad. 244, partie nord-ouest du lot No 20, mesurant 50 pieds en front sur 113 pieds en profondeur.—Cad. No. 244, northwest part of lot No. 20, measuring 50 feet front by 113 feet deep.....	78.35	65.36
Hughes, W. Dame—Mrs.....	No. cad. 239, partie du lot No 48, mesurant 75 pieds en front sur 70 pieds en profondeur; bornée en arrière par le lot 239-47 et des autres côtés par partie du même lot 239-48.—Cad. No. 239, part of lot No 48, measuring 75 feet front by 70 feet deep; bounded in rear by lot 239-47 and on other sides by parts of same lot 239-48.....	101.95	106.35

Nom du propriétaire Name of proprietor	No cadastral Cadastral No.	Taxes municipales Municipal taxes	Taxes scolaires School taxes
Eva, Dame—Mrs. P. H.	No. cad. 239, partie du lot No. 62, mesurant 80 pieds en front sur 174 pieds en profondeur, avec les bâtisses y érigées.—Cad. No. 239, part of lot No. 62, measuring 80 feet front by 174 feet deep, with buildings erected thereon.	\$102.45	\$111.12
Laviolette, Chas.	No. cad. 232, partie sud-est du lot 29, mesurant 145 pieds, 7 pouces en front sur 506 pieds en profondeur.—Cad. No. 232, southeast part of lot 29, measuring 145 feet 7 inches front by 506 feet deep.	190.30	50.75
Lamarre, P. B.	No. cad. 232-1-44.—Cad. No. 232-1-44.	204.80	38.40
Lamarre, P. B.	No. cad. 232-1, partie nord-ouest du lot No. 25, mesurant 72 pieds en front sur 256 pieds en profondeur.—Cad. No. 232-1, northwest part of lot No. 25, measuring 72 feet front by 256 feet deep.	109.50	23.00
Lyonns, J. J.	No. cad. 244-107.—Cad. No. 244-107.	35.00	
Mombearts, G.	No. cad. 232-1, partie du lot No. 40, mesurant 38½ pieds en front sur 161 pieds en profondeur.—Cad. No. 232-1, part of lot No. 40, measuring 38½ feet front by 161 feet deep.	27.75	7.30
Mombearts, G.	No. cad. 232-1, partie du lot No. 39, mesurant 38 pieds en front sur 159 pieds en profondeur.—Cad. No. 232-1, part of lot No. 39, measuring 38 feet front by 159 feet deep.	24.60	8.34
Martineau, J. C.	No. cad. 240-3 et 4.—Cad. No. 240-3 and 4.	130.75	25.70
Mercille, L. A. Exors.	No. cad. 244, coin ouest du lot No. 76, mesurant 85 pieds en front sur 108 pieds, 6 pouces en profondeur.—Cad. No. 244, west corner of lot No. 76, measuring 85 feet front by 108 feet, 6 inches deep.	95.50	16.50
Mombearts, G.	No. cad. 239, partie du lot 71, mesurant 60 pieds en front sur 174 pieds en profondeur.—Cad. No. 239, part of lot 71, measuring 60 feet front by 174 feet deep.	75.08	10.75
Mercille, J. G. H.	No. cad. 239, moitié sud-est du lot 85, mesurant 106 pieds en front sur 174 pieds en profondeur.—Cad. No. 239, southeast half of lot 85, measuring 106 feet front by 174 feet deep.	114.73	105.60
Morey, G. & Barlett, W.	No. cad. 232-1, coin nord-est du lot No. 3, mesurant 96 pieds en largeur, sur 288 pieds en profondeur.—Cad. No. 232-1, northeast corner of lot No. 3, measuring 96 feet wide by 288 feet deep.	134.00	106.50
Nibloek, Demoiselle—Miss I.	No. cad. 242, partie du lot No. 11; bornée du côté n.-o. par le lot 242-10, des autres côtés par d'autres parties du même lot, mesu- rant 50 pieds en front sur 92 pieds en profondeur.—Cad. No. 242, part of lot No. 11; bounded on n.-w. side by lot 242-10 on other sides by other parts of same lot, measuring 50 feet front by 92 feet deep.	40.95	40.72
Peltier, C.	No. cad. 241-27-6 et 7.—Cad. No. 241-27-6 and 7.	89.75	51.60
Ross, Chas.	No. cad. 239, moitié sud-est du lot No. 10 mesurant 118 pieds, 11 pouces en front sur 155 pieds en profondeur.—Cad. No. 239, southeast half of lot No. 10, measuring 118 feet 11 inches front by 155 feet deep.	169.66	166.29
Stewart, Margaret épouse de— wife of J. R. Powrie.	No. cad. 244-44.—Cad. No. 244-44.	168.86	190.24
McDonald, L. W.	No. cad. 239, partie du lot No. 33, mesurant 48 pieds en front sur 130 pieds en profondeur; bornée en front par No 239-32, en arrière et de chaque côté par d'autres parties du même lot 239-33.—Cad. No. 239, part of lot No. 33, measuring 48 feet front by 130 feet deep; bounded in front by No. 239-32 in rear and on each side by other parts of same lot 239-33.	65.70	68.53
Ross, Ross, épouse de—wife of H. Self.	No. cad. 239, partie du lot No. 33, mesurant 48 pieds en front sur 130 pieds en profondeur, bornée en front par No. 239-32; bornée du côté nord-est par 239-65, en arrière et du côté sud-ouest par d'autres parties du même lot 239-33.—Cad. No. 239, part of lot No. 33, measuring 48 feet front by 130 feet deep; bounded in front by No. 239-32; bounded on northeast side by 239-65 in rear and on southwest side by other parts of same lot 239-33.	89.75	68.53
Tosior, Dame—Mrs A.	No. cad. 240-134 et 135.—Cad. No. 240-134 and 135.	25.80	35.98
Greenfield Land & Construction Company.	No. cad. 232-1-19-33, 34, 35, 36 et 37.—Cad. No. 232-1-19-33, 34, 35, 36 and 37.	41.90	54.40
Greenfield Land & Construction Company.	No. cad. 232-1-19.—Cad. No. 232-1-19.	118.63	133.05
Greenfield Land & Construction Company.	No. cad. 241-27-32 & 33.—Cad. No. 241-27-32 and 33.	30.00	45.08
Bury, Wm.	No. cad. 232-1, partie du lot No. 17, mesurant 92 pieds, 6 pouces, en front sur 256 pieds en profondeur; bornée en front par Avenue Eva, du côté ouest par lot No. cad. 232-1-16, et de l'autre côté et en arrière par d'autres parties du lot No. cad. 232-1-17.—Cad. No. 232-1, part of lot No. 17 measuring 92 feet, 6 inches front by 256 feet deep; bounded in front by Eva Avenue on west side by lot cad. No. 232-1-16 and on other side and rear by other parts of lot cad. No. 232-1-17.	63.24	42.05
Dalsh, Dame—Mrs H.	No. cad. 244-70.—Cad. No. 244-70.	226.25	269.61
Ford, Archibald.	No. cad. 244-69-8.—Cad. No. 244-69-8.	33.75	21.32
Harding, A. H.	No. cad. 244-53.—Cad. No. 244-53.	60.95	29.97
Kramer, A.	No. cad. 244-8.—Cad. No. 244-8.	206.30	338.02
Leboif, Raoul.	No. cad. 232-1-4-8.—Cad. No. 232-1-4-8.	17.00	
Pespre, W. J.	No. cad. 244-40.—Cad. No. 244-40.	120.32	12.50

Nom du propriétaire Name of proprietor	No cadastral Cadastral No.	Taxes municipales Municipal taxes	Taxes scolaires School taxes
Tyrrell, Mary H. Succession de—Estate of.....	No. cad. 241, partie du lot No. 9, mesurant 60 pieds en front, sur 176½ pieds en profondeur; bornée en front par Avenue Murray de chaque côté et en arrière, par le même lot. La ligne nord-ouest étant à 75 pieds de la ligne sud-est du No. cad. 241-8, avec les bâtisses y érigées.—Cad. No. 241, Part of lot No. 9 measuring 60 feet front by 176½ feet deep, bounded in front by Murray Avenue, on each side and rear by same lot. North West line 75 feet from South East line of Cad. No. 241-8, with buildings erected thereon.....	\$197.79	\$24.09
Tyrrell, Mary H. Succession de— estate of.	No cad. 239, partie sud-est du lot No 72, mesurant 120 pieds en front sur 174 pieds en profondeur.—Cad. No. 239, South East part of lot No. 72 measuring 120 feet front by 174 feet deep.....	62.50	80.90
White, W. D.....	No. cad. 239, partie sud-est du lot No 36, mesurant 57 pieds en front sur 192 pieds en profondeur.—Cad. No. 239, South East part of lot No. 36 measuring 57 feet front by 192 feet deep.....	82.60	61.44
Wheaton, Thos.....	No cad. 241, partie sud-est du lot No 37, mesurant 30 pieds en front sur 192 pieds en profondeur.—Cad. No. 241, South East part of lot No. 37 measuring 30 feet front by 192 feet deep.....	30.52	26.03
Wheaton, Thos.....	No Cad. 241, partie nord-ouest du lot No 38, mesurant 30 pieds en front sur 192 pieds en profondeur.—Cad. No. 241, North West part of lot No 38 measuring 30 feet front by 192 feet deep.....	30.52	26.04
Williams, H. G.....	No cad. 229-8-4, 7, 29 et 30.—Cad. No. 229-8, 4, 7, 29 & 30.....	118.05	154.84

Donné a Greenfield-Park, ce trentième jour
de novembre 1926.

Le secrétaire-trésorier,
E.-J. ALLWRIGHT.

5411—49-2

Given at Greenfield-Park, this thirtieth day of
November 1926.

E. J. ALLWRIGHT,
Secretary-Treasurer

5412—49-2

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 50

Index of the Quebec Official Gazette, No. 50

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Bélisle vs Dupéré.....	3665
" Boisvert vs Dion.....	3666
" Bouchard vs Laforge.....	3665
" Brody vs Rothman.....	3664
" Feldstein vs Stein.....	3666
" Gallay vs Gershovitch.....	3664
" Gordon vs Atter.....	3666
" Magnan vs Gervais.....	3666
" Proteau vs Perreault.....	3665
" Rhéaume vs Renaud.....	3664
" Rivet vs Masse.....	3665
" Trachtenberg vs Frieman.....	3665
" Vézina vs Vigneault.....	3664

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Bélisle vs Dupéré.....	3665
" Boisvert vs Dion.....	3666
" Bouchard vs Laforge.....	3665
" Brody vs Rothman.....	3664
" Feldstein vs Stein.....	3666
" Gallay vs Gershovitch.....	3664
" Gordon vs Atter.....	3666
" Magnan vs Gervais.....	3666
" Proteau vs Perreault.....	3665
" Rhéaume vs Renaud.....	3664
" Rivet vs Masse.....	3665
" Trachtenberg vs Frieman.....	3665
" Vézina vs Vigneault.....	3664

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Marratta vs Martinelli.....	3666
-----------------------------	------

ANNONCEURS:—Avis aux.....	3633
---------------------------	------

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL:—

Concernant la recherche des minéraux dans le Parc National des Laurentides.	3683
--	------

ASSEMBLÉE:—

The National Mutual Fire Ins. Co.....	3667
---------------------------------------	------

ASSURANCES:—

American Equitable Assurance Co. of New-York.....	3658
Lumbermen's Insurance Company.....	3657
Union Belge du District de Montréal....	3685

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Marratta vs Martinelli.....	3666
-----------------------------	------

ADVERTISERS:—Notice to.....	3633
-----------------------------	------

ORDER-IN-COUNCIL:—

Concerning prospecting for minerals in the Laurentide National Park.....	3683
---	------

MEETING:—

The National Mutual Fire Ins. Co.....	3667
---------------------------------------	------

INSURANCES:—

American Equitable Assurance Co. of New-York.....	3658
Lumbermen's Insurance Company.....	3657
Union Belge du District de Montréal....	3685

AVIS DIVERS:—

Canadian International Paper Co	3668
John Fenderson & Co., Inc.	3667
Price Brothers & Co., Ltd.	3667

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Bills privés	3655
--------------------	------

BUREAU-CHEF:—

Titanium Products Corporation	3668
-------------------------------------	------

CHARTRE—ABANDON DE:—

Tourist's Garage, Limited	3688
---------------------------------	------

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Bureau Central des Ecoles Protestantes de Montréal	3659
Canton de Wentworth	3659
Champs de Bataille Nationaux	3662
Chemin de Fer Québec Central	3661
Cité de Saint-Hyacinthe	3658
Couturier, Albert	3662
Hôpital du Sacré-Cœur de Plessisville ..	3661
Hôtel-Dieu de Gaspé	3661
Johnson, David-M.	3658
La Congrégation des Religieux du Très Saint Sacrement	3686
La Congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-Louis	3686
La Corporation du Val-Racine	3685
L'Asile du Bon-Pasteur de Québec	3685
Les Frères Mineurs Capucins de Québec ..	3663
Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis ..	3686
Meredith, William Campbell James	3659
National Trust Co., Ltd	3658
Rafelovitch, Michael <i>et al.</i>	3660
Séminaire de Valleyfield	3660
Sœurs de la Charité de Québec	3661
Staunton, V.-Lynch	3662
Succession Hon. J.-O. Villeneuve	3660
Succession Joseph Gareau	3686
The Mount Royal Hotel Co., Ltd.	3687
The Woman's Hospital of Montreal	3658
Ukrainian Jewish Congregation	3686
Ville de Montréal-Est	3685
Ville Sainte-Agathe-des-Monts	3660
Wevrick, Solomon	3663
Zappa, Armand	3662

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Canadian International Paper Co	3668
John Fenderson & Co., Inc.	3667
Price Brothers & Co., Ltd.	3667

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:—

Private Bills	3655
---------------------	------

CHIEF-OFFICE:—

Titanium Products Corporation	3668
-------------------------------------	------

CHARTER—SURRENDER OF:—

Tourist's Garage, Limited	3688
---------------------------------	------

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Montreal Protestant Central School Board	3659
Township of Wentworth	3659
Champs de Bataille Nationaux	3662
Quebec Central Railway	3661
City of Saint Hyacinthe	3658
Couturier, Albert	3662
Hôpital du Sacré-Cœur de Plessisville ..	3661
Hôtel-Dieu de Gaspé	3661
Johnson, David M.	3658
La Congrégation des Religieux du Très Saint Sacrement	3686
La Congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-Louis	3686
La Corporation du Val-Racine	3685
L'Asile du Bon-Pasteur de Québec	3685
Les Frères Mineurs Capucins de Québec ..	3663
Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis ..	3686
Meredith, William Campbell James	3659
National Trust Co., Ltd.	3658
Rafelovitch, Michael <i>et al.</i>	3660
Seminary of Valleyfield	3660
Sœurs de la Charité de Québec	3661
Staunton, V.-Lynch	3662
Estate Hon. J. O. Villeneuve	3660
Estate of Joseph Gareau	3686
The Mount Royal Hotel Co., Ltd.	3687
The Woman's Hospital of Montreal	3658
Ukrainian Jewish Congregation	3686
Town of Montreal East	3685
Town of Sainte Agathe des Monts	3660
Wevrick, Solomon	3663
Zappa, Armand	3662

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES:— DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS:—

Canton Delisle	3663	Township of Delisle	3663
----------------------	------	---------------------------	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:— DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Municipalité scolaire de Guérin	3664	School municipality of Guérin	3664
Municipalité scolaire de Low	3664	School municipality of Low	3664

LETTRES PATENTES:—

Chauffeurs' Social Club, Inc.	3635
Cie Financière & Commerciale, Itée— Financial & Commercial Co., Ltd.	3636
Frontenac Copper Mines, Limited	3637
Irving Dress Co., Inc.	3638
Labelle Nickel & Garnet Co., Ltd.	3639
Lakeshore Publishing Co., Ltd.	3641
Lazare, Limited	3644
Lee, Limited	3645
Price Copper Gold Mines, Ltd.	3647
Rouyn Recreation Club	3651

LETTERS PATENT:—

Chauffeurs' Social Club, Inc.	3635
Cie Financière & Commerciale, Itée— Financial & Commercial Co., Ltd.	3636
Frontenac Copper Mines, Limited	3637
Irving Dress Co., Inc.	3638
Labelle Nickel & Garnet Co., Ltd.	3639
Lakeshore Publishing Co., Ltd.	3641
Lazare, Limited	3644
Lee, Limited	3645
Price Copper Gold Mines, Ltd.	3647
Rouyn Recreation Club	3651

Russell Broker's Agency, Ltd.....	3648	Russell Broker's Agency, Ltd.....	3648
The T. & D. Motor Sales and Service, Ltd.....	3650	The T. & D. Motor Sales and Service, Ltd.....	3650
The Star Shoe Company, Ltd.....	3652	The Star Shoe Company, Ltd.....	3652
Tooke, Quevillon & Company, Ltd.....	3652	Tooke, Quevillon & Company, Ltd.....	3652
Universal Realty, Limited.....	3653	Universal Realty, Limited.....	3653
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—	
Hydro-Electric Securities Corporation..	3655	Hydro-Electric Securities Corporation..	3655
Quebec Power Company.....	3655	Quebec Power Company.....	3655
MINUTES DE NOTAIRE:—		NOTARIAL MINUTES:—	
Deland, L.-J., en faveur de.....	3669	Deland, L. J., in favor of.....	3669
Gauthier, Paul, en faveur de.....	3669	Gauthier, Paul, in favor of.....	3669
Tétreault, Ovila, en faveur de.....	3669	Tétrault, Ovila, in favor of.....	3669
NOMINATIONS:—		APPOINTMENTS:—	
Diverses.....	3682	Miscellaneous.....	3682
ORDRE DE COUR:—		RULE OF COURT:—	
Litwin vs Brown.....	3669	Litwin vs Brown.....	3669
PROCLAMATIONS:—		PROCLAMATIONS:—	
Compagnie du Chemin à Barrière de Terrebonne.....	3683	Compagnie du Chemin à Barrière de Terrebonne.....	3683
Convocation des Chambres pour la dépêche des affaires.....	3634	Legislature convoked for dispatch of business.....	3634
SOUMISSIONS:—		TENDERS:—	
Commissaires d'écoles catholiques de la cité de Sherbrooke.....	3688	Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke.....	3688
Municipalité scolaire de La Barre.....	3689	School Municipality of La Barre.....	3689
VENTE—LOI DE FAILLITE:—		SALE—BANKRUPTCY ACT:—	
Grandbois, Jean-Baptiste.....	3670	Grandbois, Jean-Baptiste.....	3670
Martel, L.-E.....	3670	Martel, L. E.....	3670
VENTE PAR LICITATION:—		SALE BY LICITATION:—	
Rose vs Brière.....	3671	Rose vs Brière.....	3671
VENTE POUR TAXES:—		SALE FOR TAXES:—	
Cité de Lévis.....	3672	City of Lévis.....	3672
Ville de Greenfield Park.....	3690	Town of Greenfield Park.....	3690
VENTES PAR LES SHÉRIFS:—		SHERIFF'S SALES:—	
ABITIBI:—		ABITIBI:—	
Coopérative Fédérée de Québec vs Bros- sard.....	3675	Coopérative Fédérée de Québec vs Bros- sard.....	3675
ARTHABASKA:—		ARTHABASKA:—	
Duff vs Caron.....	3675	Duff vs Caron.....	3675
BEAUCÉ:—		BEAUCÉ:—	
Rousseau vs Lachance.....	3675	Rousseau vs Lachance.....	3675
CHICOUTIMI:—		CHICOUTIMI:—	
Carpentier <i>et al</i> vs Tremblay.....	3675	Carpentier <i>et al</i> vs Tremblay.....	3675
IBERVILLE:—		IBERVILLE:—	
Cartier vs Landry.....	3677	Cartier vs Landry.....	3677
Orr vs Ethier <i>et al</i>	3676	Orr vs Ethier <i>et al</i>	3676

JOLIETTE:—

Laplume vs Champagne..... 3677

KAMOURASKA:—

Lavoie vs Belzile..... 3678

MONTREAL:—

Rodier *et al* vs Aubertin..... 3678Vallée *et vir* vs Lemire..... 3678

QUÉBEC:—

Cité de Québec vs Convey..... 3679

Lemieux vs Lemieux..... 3679

RIMOUSKI:—

Desrosiers vs Carrier..... 3680

ROBERVAL:—

Dumais vs Munger *et al*..... 3680

Paradis vs Vaillancourt..... 3680

SAINT-FRANÇOIS:—

Leblanc vs Denault..... 3681

TROIS-RIVIÈRES:—

Hamelin vs Chevalier..... 3681

JOLIETTE:—

Laplume vs Champagne..... 3677

KAMOURASKA:—

Lavoie vs Belzile..... 3678

MONTREAL:—

Rodier *et al* vs Aubertin..... 3678Vallée *et vir* vs Lemire..... 3678

QUÉBEC:—

City of Quebec vs Convey..... 3679

Lemieux vs Lemieux..... 3679

RIMOUSKI:—

Desrosiers vs Carrier..... 3680

ROBERVAL:—

Dumais vs Munger *et al*..... 3680

Paradis vs Vaillancourt..... 3680

SAINT FRANCIS:—

Leblanc vs Denault..... 3681

THREE RIVERS:—

Hamelin vs Chevalier..... 3681

